



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



Mémoires

Jean Louis Rieu

Fr 1588.21

Harvard College Library



THE GIFT OF
WILLIAM BAYARD CUTTING, JR.
(Class of 1900)
OF NEW YORK



MÉMOIRES

DE

JEAN-LOUIS R

ANCIEN PREMIER SYNDIC

DE

GENÈVE

GENÈVE ET BAILE

H. GEORG, LIBRAIRE-ÉDITEUR

1870



Imp. chez M. Lefebvre

J. L. Rieu

D'après un portrait

Digitized by Google

MÉMOIRES

DE

JEAN-LOUIS RIEU

ANCIEN PREMIER SYNDIC

DE

GENÈVE



GENÈVE ET BALE

H. GEORG, LIBRAIRE-ÉDITEUR

1870

Fr 1588.21

Harvard College Library



THE GIFT OF
WILLIAM BAYARD CUTTING, JR.
(Class of 1900)
OF NEW YORK



MÉMOIRES

DE

JEAN-LOUIS RI

ANCIEN PREMIER SYNDIC

DE

GENÈVE

GENÈVE ET BALE

H. GEORG, LIBRAIRE-ÉDITEUR

—
1870



Fig. 216 d'ensemble

J. L. Rieu

D'après un portrait

Digitized by Google

0

MÉMOIRES

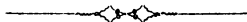
DE

JEAN-LOUIS RIEU

ANCIEN PREMIER SYNDIC

DE

GENÈVE

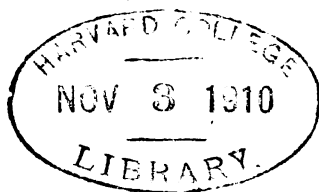


GENÈVE ET BALE

H. GEORG, LIBRAIRE-ÉDITEUR

1870

Fr 1588.21



Gift of
W. Bayard Cutting, Jr.

GENÈVE.—IMPRIMERIE RAMBOZ ET SCHUCHARDT.

AVIS DE L'ÉDITEUR

Les mémoires qu'on va lire ont été trouvés parmi les papiers de l'auteur après sa mort. C'était le fruit secret des loisirs de la retraite.

Quoiqu'ils n'eussent point été destinés à sortir du cercle étroit de la famille, ils nous ont paru mériter une circulation plus étendue, et c'est avec plaisir que nous cédon's aux pressantes sollicitations qui, de plus d'un côté, sont venues la réclamer pour eux.

Les grands événements de l'empire, les phases de notre vie politique, qui s'y trouvent reflétées dans le cadre restreint, mais toujours attrayant, des expériences personnelles, ne peuvent manquer d'intéresser bien des lecteurs, et ceux qui n'ont connu Jean-Louis Rieu que dans sa vie publique aimeront peut-être à le retrouver, sous un jour nouveau, dans l'intimité des souvenirs.

La mâle simplicité du langage, l'absence, si rare en pareil cas, de toute vanité, le besoin de dire en tout la vérité, en mal comme en bien, l'austérité des principes, l'enjouement du récit, tels sont les traits saillants qui, à chaque page, retraceront l'image d'un de ces caractères grands et forts qui ne s'oublient pas.

Comme la vie de l'auteur, les mémoires se divisent en deux parties bien tranchées : dans l'une les souvenirs

d'enfance et la vie militaire; dans l'autre la carrière civile. La première a été écrite en 1846, la seconde en 1859.

Nous avons reproduit fidèlement le texte de notre manuscrit. Le seul changement que nous nous soyons permis d'y faire consiste dans la suppression d'une introduction généalogique, dont l'intérêt est tout spécial, et dans celle de quelques noms propres et détails personnels que l'auteur n'eût point voulu livrer à la publicité.

Nous croyons ajouter au prix de ce volume en faisant suivre les mémoires de quelques fragments empruntés à un manuscrit de la même main, intitulé « Mes impressions personnelles, » et datant de 1865. Là, dans le calme de la retraite et près de toucher au but, cet esprit toujours actif se recueille et résume en quelques pages les expériences d'une vie longue et bien remplie.

Esquisse de son propre caractère, de ses relations de famille et d'amitié, règles de conduite, réflexions sur notre société, nos institutions, nos crises politiques, enfin considérations sur les intérêts les plus élevés de la vie humaine, tout ici révèle, à côté d'un bon sens éminemment pratique, une finesse d'observation, une sûreté d'analyse, qu'on n'attendrait guère d'un homme d'action.

Les détails intimes qui abondent dans cette troisième partie ont nécessairement restreint notre choix. Nous osons espérer qu'on nous saura gré de ce que nous avons cru pouvoir en extraire.

Genève, le 15 août 1870.

CHARLES RIEU.

MÉMOIRES

DE

JEAN-LOUIS RIÉU

RELATION DE MA VIE MILITAIRE

Mon intention en écrivant ces lignes est de soulager ma mémoire de quelques souvenirs relatifs à ma famille et à ma propre vie jusqu'à l'époque de mon mariage. Ces souvenirs s'effaceraient tout à fait si j'attendais l'âge où l'on radote; dans tous les cas ils seraient perdus si la mort venait à me surprendre avant que j'eusse confié au papier ces notes. La perte, j'en conviens, ne serait pas grande, car ma vie en elle-même n'a rien de remarquable, et, si elle peut intéresser quelqu'un, il faut chercher cette personne dans le cercle restreint de ceux qui me tiennent par les liens du sang. Je ne fais point ici une œuvre littéraire, mais simplement un résumé chronologique, assez aride et imparfait, des phases de mon enfance et de ma jeunesse jusqu'à l'âge où mon esprit, peu précoce de sa nature,

a été un peu mûri par l'expérience. C'est alors que j'ai commencé à regretter d'avoir employé si légèrement et avec si peu de profit ces précieuses années de vigueur physique et morale; c'est alors que j'ai vu que je n'avais pas amassé assez de matériaux pour ma vie d'homme fait, et que j'ai déploré cette faute commune à tant de jeunes gens qui négligent le présent et confient à un avenir incertain le soin d'améliorer, de perfectionner leurs âmes immortelles.

Né en 1788, mon début dans le monde fut, à ce qu'il paraît, un grand embarras pour ma grand'mère Turrettini, alors âgée et qui n'aimait point les enfants. Ma mère essaya de me nourrir, mais le défaut de lait l'obligea à prendre une nourrice, et cette complication ne pouvant trouver place dans le ménage de ma grand-mère maternelle, mon excellente grand'mère Rieu quitta Rolle¹ à mon intention, vint louer à Genève un appartement à la Cité, me prit chez elle, et se dévoua à moi jusqu'au sevrage. Ce dévouement était d'autant plus méritoire que Genève était alors en proie aux discordes civiles, et que ma nourrice, prise à la hâte, n'inspirait pas toute confiance. Il y eut entre autres, pendant l'hiver de 1788 à 1789, une prise d'armes dont les *natifs* furent la principale cause et qui ne se passa pas sans effusion de sang.

Je devais être aguerri à ces discordes civiles, car j'y

¹ Henri Rieu, grand-père de l'auteur, était propriétaire d'une maison à Rolle. (*Éd.*)

assistai, à la lettre, dans les bras de ma nourrice, femme du peuple, mariée à un mauvais sujet, et qui avait la fureur, au grand désespoir de ma grand'mère, d'aller se mêler à la foule lorsqu'il y avait émeute ; dans les entr'actes elle faisait d'un bras le coup de poing avec son mari, me tenant de l'autre, ainsi qu'on me l'a souvent conté.

Cette nourrice, nommée *Mounie*, n'est morte qu'en 1839. Elle était alors revendeuse, passablement à son aise, et a laissé quelques enfants, dont une fille, ma sœur de lait, que j'ai aujourd'hui le plaisir de voir exerçant l'état de sa mère dans une échoppe portative à la porte de Rive. La vue de cette contemporaine à l'apparence si usée, si vieille, est pour moi un avertissement que le temps fuit, que celui qui m'est mesuré est peut-être bien court et que je dois en profiter pour me préparer à une vie meilleure.

En 1794, la mort de ma grand'mère Turrettini et de nouveaux troubles politiques obligèrent mes parents à s'exiler à Rolle auprès de ma grand'mère Rieu, ma mère étant sur le point d'accoucher. Je pris les devants sur le reste de la famille, et ce voyage est le premier événement de ma vie dont j'ai gardé un souvenir distinct. J'avais alors près de six ans, et fus confié à l'huisier Guignard, factotum de mon père, partant par la voiture ordinaire de Rolle, qui mettait la journée à faire le trajet. Je n'oublie point la surprise que j'éprouvai lorsque, laissé dans la voiture pendant la halte à Coppet, je vis paraître à la fenêtre de l'auberge la tête

du vénérable Guignard mangeant du pain et du fromage ; j'ignorais ce que c'était qu'une auberge, et ne pouvais comprendre qu'on pût s'installer aussi à son aise ailleurs que dans la maison paternelle.

J'étais encore assez délicat, et je trouvai à Rolle les soins toujours dévoués de ma bonne grand'mère. Mais à côté de cette douceur ne tarda pas à croître l'épine des leçons ; je ne dis pas cela pour les leçons de lecture que me donnait en m'amusant mon excellente aïeule, mais bien pour celles du maître de la soi-disant école de latin, où l'on m'avait placé pour apprendre l'écriture, le latin, le grec, et, je crois, toutes les sciences du monde, sous la férule d'un régent aussi ridicule par sa pédanterie que par son ignorance. J'étais trop jeune et trop peu précoce pour y apprendre quelque chose, m'eût-on bien enseigné ; mon père seul se faisait quelque illusion à cet égard, sur la parole intéressée du régent. Il ne m'en resta qu'une écriture illisible, le souvenir d'avoir tiré la perruque de mon régent pendant qu'il s'assoupissait sur son livre, et celui de m'être si complaisamment regardé dans un miroir pendant les leçons de géographie qu'on fut obligé, pour me rappeler dans les quatre parties du monde, de couvrir d'un linge le sujet de mes distractions.

Chaque année les deux pasteurs de Rolle venaient en grande cérémonie faire subir une interrogation aux écoliers, et comme ils étaient tous deux commensaux du whist de ma grand'mère et de ma tante, ils me faisaient régulièrement des compliments qui s'adressaient

bien plus aux parents qu'à l'enfant. Mes petits camarades plébéiens s'en apercevaient fort bien, et regardant mon aristocratie d'un œil envieux, saisissaient l'occasion de m'attirer de mauvaises affaires, sûrement par amour du système des compensations. Un jour, par exemple, le sac de livres de l'un de ces petits camarades se trouva plongé dans un baquet d'eau à côté de ma place. Je ne l'y avais point mis, j'en atteste le ciel; mais le tour me parut si plaisant que j'en ris de bon cœur. Le vrai coupable gardant un silence prudent, il fallut naturellement qu'on s'en prît à celui qui riait, tout en protestant de son innocence; une plainte en forme fut adressée à mon père, qui me fit comparaître devant un aréopage composé du régent, du père de l'écuyer plaignant et de lui-même. Inutile de dire qu'en présence de si respectables autorités, mes raisons ne furent pas même écoutées; on me tint pour duement convaincu, et, après m'avoir administré certaine correction à la mode du jour, mon trop crédule et trop incrédule père se mit à l'amende en payant le dommage. L'injustice du procédé se grava profondément dans ma mémoire d'enfant, toute légère qu'elle fût.

Le seul profit que je retirerai de cette école fut ma liaison avec un condisciple qui m'était fort supérieur, Louis Manuel, depuis pasteur distingué à Francfort et à Lausanne. Je l'ai revu à Lausanne peu d'années avant sa mort, et j'ai retrouvé en lui des souvenirs affectueux qu'une longue séparation n'avait point éteints.

Mon père avait aussi la passion de m'apprendre l'al-

lemand, et après m'avoir fait étudier les rudiments auprès d'une vieille dame Aunant, amie de ma grand-mère, il entreprit lui-même la tâche fort ingrate de me l'enseigner, car il parlait cette langue.

Dans les leçons qu'il me donnait, il agissait d'après la singulière persuasion que lorsque j'étais arrêté court devant un mot que je ne pouvais traduire, je le faisais non par ignorance, mais par mauvaise volonté. La supposition, fort erronée, était honorable pour ma capacité ; mais que de pleurs elle me valut ! Je me vois encore debout, à côté du fauteuil de mon père, regardant avec anxiété le malheureux livre, objet de ma torture, cherchant à saisir à la volée le mot que me soufflait à demi-voix mon père impatienté, et recevant, lorsque je n'y réussissais pas, un vigoureux soufflet. On comprend que des leçons ainsi données allaient à fin contraire ; leur réminiscence m'a instinctivement inspiré pendant longtemps un profond dégoût pour l'allemand, que je n'ai jamais pu parler, mais que j'ai appris à traduire étant homme fait. Toutes ces leçons peu judicieuses et plus ou moins odieuses avaient du moins l'avantage de me faire sentir doublement le plaisir d'en être libéré ; l'attrait qu'elles m'ôtaient pour l'étude se reportait tout entier sur la rue, où j'avais hâte de m'en distraire en compagnie de mes petits amis du ruisseau, tout aussi peu envieux que moi de latin, de grec et d'allemand.

Rolle était une ville faite pour l'amusement des petits badauds de mon espèce, car les régimes politiques qui

se succédaient alors mettaient en passage, dans sa longue et unique rue, des troupes de toutes couleurs. Je puis me vanter d'y avoir tour à tour admiré des soldats bernois, des soldats français et des soldats vaudois ; car j'assistai à la première révolution du pays de Vaud contre Berne et à l'envahissement de la Suisse par les troupes françaises. Tout cela amenait régulièrement des logements militaires chez ma grand'mère, et régulièrement aussi je m'insinuais dans les bonnes grâces des soldats logés, n'importe la cocarde, et avec le plus grand esprit d'impartialité. J'avais cependant toujours un faible pour les derniers venus.

En 1798, mon père revint à Genève, et ayant laissé le reste de la famille à Rolle, il me mit en pension chez une vieille dame D., qui occupait le quatrième étage de la petite maison actuellement Grenus, sur la Grand'-rue.

Voulant me placer au collège, mon père s'était muni, à son départ de Rolle, d'un certificat de ma capacité littéraire et scientifique que lui avait délivré mon régent.

Ce certificat en latin était une véritable pièce de pédanterie et d'exagération ; la conclusion était que je ne serais pas déplacé dans la seconde classe du collège de Genève. Hélas ! mon père qui prenait tout cela au sérieux n'en eut qu'un mécompte plus cruel, car le professeur Duvillard, après m'avoir adressé quelques questions auxquelles je répondis d'une manière déplorable, me jugea propre tout au plus pour la cin-

quième, où même je me trouvais toujours au dernier banc. Un accent vaudois assez prononcé et un habit d'écarlate, reliquat d'un uniforme paternel¹, me procurèrent à mon début dans la cour du collège bien des enrageries dont je ne m'affectai pas outre mesure, tout en regrettant néanmoins mon ruisseau de Rolle. Quant à M^{me} D., c'était une petite vieille, morave de religion, parfaitement bonne et d'un esprit égal et serein. Elle avait un fils unique, jeune homme de soixante et quelques années, laid et contrefait, mais toujours joyal et recueil de vieilles plaisanteries qui avaient pour moi tout l'attrait de la nouveauté. Il était secrétaire de l'état civil, et lorsque, le décadi, il faisait signer aux époux, à Saint-Pierre, et sur une espèce d'autel à ce destiné, leur acte de mariage, les malins manquaient rarement de le comparer à un petit Cupidon.

Je ne me plaçai dans les premiers rangs de ma classe qu'à partir de la seconde, mais comme j'ai toujours été fort appliqué, les prix de bonnes notes commencèrent pour moi dès la quatrième.

J'obtins en seconde le premier prix de piété et je sortis de la première classe avec le prix de version latine. Mais une écriture et surtout une orthographe détestables me nuisaient beaucoup, et j'ai bien long-

¹ Étienne Rieu, père de l'auteur, avait été capitaine dans les gardes suisses jusqu'au licenciement, le 9 septembre 1792. (Éd.)

temps gémi de cette lacune dans ma première éducation. Mon père croyait qu'en me faisant faire du latin dès ma plus tendre enfance, il m'infusait en même temps la calligraphie et la grammaire française : ce fut une grande erreur.

Le prix de piété dont j'ai parlé pensa m'échapper à cause de mes affreux solécismes ; on m'en fit des reproches et cela troubla quelque peu le triomphe d'un premier prix. Ce prix fut lui-même le résultat d'un incident propre à me rendre superstitieux : ayant rêvé quelque temps auparavant que le thème de prix aurait pour sujet les perfections de Dieu, je me préparai exclusivement sur cette section, et chargeai, suivant la mode d'alors, ma mémoire de tout ce qu'on avait rassemblé de vers et de passages sur ce sujet, et de tout ce qu'en dit le volumineux catéchisme Vernet. Qu'on juge de ma joie lorsque je vis mon rêve réalisé !

Mon caractère au collège était bien plus timide que léger ; je riais et m'amusais volontiers avec des intimes, mais, dans les réunions plus nombreuses, je prenais peu de part aux jeux des écoliers. Comme je savais fort bien éviter le ridicule et conserver ma dignité sans être offensif, ma réserve, qui sans cela aurait pu prêter aux enrageries, ne m'attira d'ennuis que lors de mon premier début dans la cour du collège ; bientôt on me laissa tranquille.

J'ai eu dans mes jeunes années plusieurs amis que j'ai ensuite entièrement perdus de vue, ou que j'ai rencontrés plus tard comme on rencontre les indiffé-

rents, en les vousoyant ; les seules relations d'enfance avec lesquelles j'ai conservé le *tu*, sont Prevost-Martin, Auguste Dassiet, Martin (Charles) et les deux frères Gaussen. Qu'on juge de la qualité par la quantité.

Étant au collège, j'allais ordinairement passer avec mes parents les vacances d'été à Turretin¹ chez mon oncle, et celles d'automne à Rolle, chez ma grand-mère Rieu. C'étaient mes plus vives jouissances. Je n'ai jamais revu depuis le château Turretin sans penser aux immuables habitudes qui y régnaient : promenades, siestes, lectures, etc., tout s'y faisait à heure fixe et dans des limites déterminées. Mon oncle, comme mon père, se levait au point du jour, et comme lui, répartissait ce qui manquait de sommeil à sa nuit sur toutes les heures de la journée. Les lectures qu'il faisait en famille étaient ainsi changées en plaisir intermittent, car le livre et les *cloches* alternaient avec une admirable uniformité.

En 1801, je fus retiré de chez M^{me} D. et réuni à ma famille au n° 118². En 1803 je sortis du collège pour entrer dans l'auditoire de belles-lettres, où je continuai mes études jusqu'en 1804. J'avais là pour professeurs : 1° M. Weber qui enseignait le grec et la

¹ Le château Turretin, près de Satigny, ancienne propriété de la famille Turretini, et à l'époque dont il s'agit, de Jean-Daniel Turretini, l'oncle maternel de l'auteur. (*Éd.*)

² Ce numéro était celui de la *Maison Rieu*, rue du Puits-St-Pierre. (*Éd.*)

grammaire française, homme d'esprit aimant tellement à causer et à raconter que, ce faible une fois connu, on s'arrangeait pour le mettre sur un-certain voyage qu'il avait fait en France et en Angleterre, et semé de tant d'épisodes qu'ils absorbaient les leçons ; 2° M. Duvillard pour les classiques latins ; 3° M. Picot pour l'histoire.

Les études se faisaient alors d'une manière fort relâchée : rien de plus facile que de manquer impunément les leçons, et plus d'une fois j'allai en compagnie me promener pendant que le savant professeur Duvillard s'escrimait sur Tacite. Ce qui favorisait un tel laisser aller était le singulier abus en vertu duquel, à l'approche des examens, les étudiants obtenaient de chaque professeur l'autorisation de n'être examinés que sur une partie de son cours ; par cette petite industrie je parvins, pour mon compte, à éliminer ainsi de mes préparations environ la moitié des parties enseignées, et je fis sur le reste des examens qui me valurent une approbation bien peu méritée.

C'est en 1804 que se fit mon instruction religieuse ; j'étais sorti du collège à 15 ans, j'en avais alors 16. Je suivis le cours public des catéchumènes donné par M. le pasteur Bourrit ; je le fis en compagnie de mon ami Alexandre Prevost. Le mauvais côté de la chose était que, remplis encore, Prevost et moi, des thèmes de religion du collège, nous trouvions très-fastidieux d'avoir encore à entendre un commentaire assez peu développé du catéchisme, mis à la portée de jeunes

artisans, pour lesquels cet enseignement était aussi neuf qu'il était rebattu pour nous. Il en résultait que, fort peu attentifs, nous passions l'heure de la leçon à épier, pour en rire, les balourdises que répondaient ces jeunes gens lorsque le pasteur les interrogeait. Je dois cependant excepter de cette portion peu lettrée un jeune Guizot, frère cadet du ministre d'État ; il vivait à Genève avec sa mère et le futur ministre pour suivre les études publiques, et cette famille occupait un chétif appartement de l'ancienne maison Dejoux, rue Verdaine, où j'allais quelquefois visiter Guizot cadet. J'y ai vu plus d'une fois le frère aîné, dont le très-modeste entourage ne laissait guère présumer les hautes destinées qui l'attendaient.

Ce fut le vieux pasteur Martin-Gourgas, alors bibliothécaire, qui m'examina pour mon admission à la communion ; je me rappelle qu'il me demanda les preuves de l'existence de Dieu ; je cherchai à la démontrer par les beautés de la nature ; cela faisant, je regardais par la fenêtre d'une chambre qui donnait sur la cour du collège certain paysage à moi bien connu, et que je n'aurais pas choisi de préférence pour soutenir ma thèse. De sentiment vraiment religieux, de componction, il n'en était pas question pour moi ; ce n'était pas en général de ce côté que soufflait alors le vent ; peu de personnes y pensaient ou y faisaient penser les autres, et j'ai compris dès lors combien il est difficile, lorsque cet ordre d'idées n'a pas été implanté dès

l'enfance, d'entrer plus tard dans une telle voie et d'en faire ouvertement profession.

Après une année passée dans l'auditoire de belles-lettres, mon père m'en retira pour me vouer aux préparations à l'École polytechnique. Quoique je n'eusse été nullement consulté sur cette vocation, je la vis sans peine ; mon jugement n'était pas encore bien mûri, et quoique d'un naturel assez paisible, je me laissai guider vers une carrière, qui ne paraissait pas en harmonie avec mes inclinations, par des considérations bien futiles, la perspective de voyager, celle de porter un élégant uniforme, etc., etc., tandis que mon frère, de quatre ans plus jeune que moi, se décidait déjà pour une vocation peu brillante selon le monde par des motifs bien autrement sérieux et qui prouvaient sa supériorité morale. J'avais beaucoup à faire pour être en état de subir l'examen d'admission à l'École polytechnique. Il fallait apprendre la géométrie plane et l'algèbre jusqu'au calcul différentiel exclusivement, et je n'avais aucun goût prononcé pour les mathématiques dont je m'étais peu ou point occupé. Je fus mis, pour mes préparations, entre les mains de M. Schaub, depuis professeur. Les mathématiques figuraient dans les études publiques, mais d'une manière tout à fait accessoire et incomplète ; peu de jeunes gens s'y appliquaient et le professeur semblait avoir pris à tâche d'en rendre le peu qu'il enseignait aussi aride qu'obscur ; je ne pouvais puiser à cette source. M. Schaub valait mieux ; il serait cependant bien arriéré aujour-

d'hui. Son mérite était la clarté ; son défaut était de suivre trop servilement le livre didactique imprimé et de ne pas assez exercer aux applications. Cette absence d'une pratique moins machinale n'a jamais été comblée pour moi et m'a laissé faible à l'École polytechnique dans tout ce qui était calcul.

En 1805 je subis, après une année de préparation, le terrible examen d'admission. Un savant renommé, M. Biot, fut l'examineur, et, quoiqu'il y mît de la bienveillance, je fus ce qu'on appelle de nos jours *enfoncé*. J'avais pour compétiteur Gédéon Audéoud-Suès, qui, plus heureux que moi, fut admis.

Le mécompte ne fut pas grand et je m'y attendais ; admis, je serais entré par trop faible à l'École et y aurais été d'autant plus malheureux. J'en fus quitte pour m'escrimer une année de plus sur Legendre et Lacroix avec M. Schaub, et l'année suivante, en 1806, je me présentai, non moins timide, mais plus imbibé d' x et d' y , à deux nouveaux examinateurs, tous deux professeurs à l'École, MM. Poisson et Hachette, le premier, membre de l'Institut et savant renommé.

Mon examen, cette fois, fut admis, quoique encore fort médiocre ; très-bon sur la géométrie, j'échouai en partie sur l'algèbre ; je crois même que j'eusse été refusé si, par raison politique, le gouvernement français n'avait pas cherché à faire participer autant que possible aux institutions françaises les pays nouvellement réunis à la France. Un autre Genevois, Paulet, fut ad-

mis en même temps que moi, et avant moi de plusieurs rangs ; le mien était assez reculé.

Je partis pour Paris, plein de regrets de quitter le toit paternel, mais encore plus plein de joie d'aller voir ce qui se passait au delà de ces montagnes qui avaient toujours borné ma vue ; je fis le voyage avec Paulet et sous l'égide de son père.

L'École polytechnique n'était mise en caserne que depuis une année lorsque j'y arrivai ; l'empereur Napoléon n'aimait point les élèves, qui avaient la réputation assez méritée de se croire plus savants qu'ils ne l'étaient, d'être passablement frondeurs et raisonneurs ; il leur avait mis la bride du régime militaire pour les dompter, et, malgré cette garantie, il ne visitait jamais l'École à laquelle il préférait hautement celle de St-Cyr, pépinière des officiers d'infanterie.

Si ce régime militaire avait du bon pour la discipline, il s'accordait bien moins avec l'étude, et il faut convenir que l'obligation de polir son fusil, de cirer sa giberne, de recoudre des boutons de guêtres et de faire des *à droite* et des *à gauche* s'associait assez mal avec l'algèbre et ne devait pas être d'une grande utilité à ceux qui se destinaient surtout aux branches du génie civil.

Les élèves étaient donc formés en compagnies dont les sous-officiers étaient choisis parmi les premiers admis, qui étaient en même temps chefs des salles d'étude. Les officiers étaient d'anciens militaires sortant de la garde impériale, braves gens, bons militaires, mais

sans aucune trace d'instruction ; autre inconvénient vis-à-vis de jeunes pédants, qui ne leur passaient ni les naïvetés, ni les *cuirs*. Le commandant de l'École était, il est vrai, un colonel du génie, mais il ne participait guère à la vie militaire et s'occupait plutôt de la vie scientifique.

La journée se partageait comme suit : à cinq heures du matin le tambour nous réveillait dans les dortoirs, distribués en chambrées de huit à dix élèves ; il fallait faire promptement son lit, puis être rendu à six heures précises dans les salles d'études pour y travailler jusqu'à sept heures et demie ; de sept heures et demie à huit heures on déjeunait, en se promenant dans la cour de la caserne, d'un simple morceau de pain ; de huit heures à deux heures, cours, ou étude dans les salles ; à deux heures dîner peu gastronomique dont le bouilli et les haricots secs faisaient la base presque immuable ; de deux heures et demie à quatre heures exercice au fusil, sauf le jeudi où l'on pouvait sortir dans Paris si l'on n'était pas de garde ou puni de la consigne ; ceux qui ne profitaient pas de la sortie, et, en vérité, cela n'en valait guère la peine, allaient se récréer dans la bibliothèque de l'École, assez chichement pourvue de livres récréatifs. Enfin de quatre à huit heures en étude ; à huit heures souper, la doublure du dîner ; puis coucher ; à neuf heures du soir, ordre d'éteindre les lumières et de dormir.

Le dimanche commençait par une sévère inspection militaire à laquelle il fallait se préparer par de fasti-

dieux nettoyages faits le samedi ; puis congé de dix heures à six heures du soir. Quelques permissions de ne rentrer qu'à dix heures du soir étaient, à tour de rôle, distribuées aux élèves. Malheur à vous si vous dépassiez, même d'un quart d'heure, l'heure prescrite pour la rentrée ; la consigne, la salle de police étaient là pour en faire justice.

Cette vie, comme on le voit, était prodigieusement occupée, et malgré cela, certains élèves, plus retardés ou plus zélés que les autres, travaillaient pendant les rares heures de récréations ; on les appelait les *piocheurs* ; tandis que d'autres, plus paresseux, trouvaient moyen de perdre la plus grande partie de leur temps.

On avait une grande et une petite tenue :

Petite tenue, frac bleu à un rang de boutons jaunes à l'aigle impériale avec le nom de l'École, parements de velours noir, culottes de drap bleu, guêtres noires montant aux genoux, chapeau gancé.

Grande tenue, habit bleu à revers blancs, passe-pois rouges et collet bleu, parements de velours noirs, culottes de drap blanc, guêtres blanches montant aux genoux, chapeau gancé.

Quant aux études, nous étions répartis par salles de seize élèves, chacun ayant son bureau sur l'une des deux grandes tables qui garnissaient la salle ; un élève sergent et un élève caporal avaient la responsabilité d'ordre et de surveillance. Les heures de travail étaient réglées pour chaque objet d'étude par un programme affiché dans la salle, et où l'heure de chaque cours

était aussi indiquée. Un roulement de tambour indiquait le moment où l'on se rendait dans l'amphithéâtre pour tel ou tel cours ; le professeur commençait par interroger un certain nombre d'élèves sur la leçon précédente ; chaque élève devait avoir son tour. La bonté de cette interrogation était notée par un nombre dont le maximum était vingt. Au bout de l'année la moyenne des nombres ainsi notés donnait la force relative de l'élève et concourait avec l'examen final à le classer dans son rang de passage d'une volée à l'autre ou de sortie de l'École.

Voici pendant mes deux années d'École les professeurs dont j'ai eu à suivre les cours :

Pour l'algèbre, *Labey*, objet de risée pour sa gaucherie ; je n'ai jamais pu comprendre qu'un homme aussi nul et aussi timide eût été nommé professeur. Il lisait bien plus qu'il n'expliquait l'algèbre de Lacroix.

Pour les calculs supérieurs, *Ampère*, véritable savant à réputation européenne, fort lucide mais souvent fort distrait.

Pour la mécanique analytique, le fameux *Poisson*, mon examinateur d'entrée ; celui-là était la perle sous tous les rapports : facilité d'élocution, lucidité, savoir, rien n'y manquait.

Pour la chimie, *Gay-Lussac*, non moins célèbre, bredouillant un peu trop. Nous eûmes dans cette branche deux leçons d'apparat du fameux *Fourcroy* ; je n'ai jamais entendu dire moins de choses en mots plus pompeux.

Pour la physique, *Hassenfratz*, ancien révolutionnaire, membre de la municipalité de Paris. Il devait son élévation à cela bien plus qu'à son savoir ; ses calculs étaient appris par cœur sans qu'il les comprît lui-même ; il était bègue, ce qui ajoutait au brouillard de sa science. Il était si peu considéré qu'au lieu de le faire passer sous un arc de triomphe lors de sa dernière leçon, nous le forçâmes à marcher sur un de ses ouvrages, traité élémentaire d'astronomie, le plus pitoyable qu'on puisse imaginer, dont nous dispersâmes les exemplaires déchirés sur son passage. Nous en fûmes réprimandés ou punis, mais la plaisanterie n'en fut pas moins mordante.

Pour la géométrie descriptive, *Hachette*, aussi l'un de mes examinateurs d'entrée, petit homme fluët, ne mettant aucun intérêt dans ses leçons, ne cherchant point à être compris. Il avait heureusement pour doublure un M. Girard, excellent dessinateur, qui venait expliquer clairement dans les salles d'étude les hiéroglyphes du professeur.

Nous eûmes deux leçons du célèbre *Monge*, fondateur de l'École, sur la perspective aérienne ; quoique ce ne fût que pour la montre comme celles de Fourcroy, il y avait toute la différence du vrai savant au charlatan. Sa figure et ses gestes étaient de nature à faire impression, et semblaient donner dans l'espace un corps aux objets qui n'existaient cependant que dans sa pensée et par sa parole.

Pour le dessin de la carte et la fortification, *Du*

Hays, bon Alsacien, à l'accent presque allemand, naïf et lourd.

Pour le tracé des ponts et chaussées, *Sganzzin*, inspecteur général des ponts et chaussées ; il n'avait aucune prétention à l'éloquence, et nous lisait, le plus vite qu'il pouvait, un cours écrit, puis se hâtait de remonter dans son cabriolet, traînant invariablement un grand sabre qui, s'il n'était pas dangereux pour l'ennemi, avait du moins l'avantage de nous égayer aux dépens de l'ingénieur civil.

Pour l'architecture, *Durand*, homme franc et rond, s'intéressant vraiment aux élèves, et propre à inspirer le goût de l'architecture qu'il faisait reposer sur trois principes directeurs : *simplicité, solidité, économie*. Il avait le talent de faire sur la planche noire, en quatre traits à la craie qu'il paraissait jeter au hasard, des tracés produisant un excellent effet. Je m'étonne qu'il n'ait laissé d'autre monument qu'un ouvrage in-quarto contenant des tracés d'après les meilleurs architectes italiens.

Pour la minéralogie, *Guyton de Morveau*, homme déjà âgé, célèbre par son concours à un procédé expéditif pour la fabrication de la poudre à canon, qui fut si utile dans les guerres de la Révolution française. Son cours n'était pas de nature à ajouter à cette célébrité ; ce n'était guère qu'une nomenclature aride de petits cristaux qu'il nommait d'une voix faible et à peine perceptible, et qu'il était censé montrer à un auditoire trop éloigné pour en démêler même la couleur.

Ajoutez à cela que, comme ce cours ne donnait lieu ni à interrogation, ni à examen, on le regardait comme une heure de délassement où il était permis de dormir.

Pour la littérature française, *Andrieux*. Son cours, qui ne donnait lieu qu'à quelques compositions en prose et sur lequel du reste ne roulaient point les examens, était, comme le cours Guyton, un délassement, mais il était en outre un amusement ; *Andrieux* était un petit homme à voix fluette, mais pétillant d'esprit ; sa comédie des *Étourdis* et ses poésies légères lui ont fait dans le temps une grande réputation ; on peut dire qu'il nous instruisait en nous intéressant, et souvent même en nous égayant. Nous le chérissions d'abord pour lui-même et ensuite par contraste avec tant de professeurs ennuyés ou ennuyants.

A côté de ces cours étaient certaines leçons pratiques, par exemple une leçon de dessin de la tête, ou d'après la bosse, au crayon ; cette leçon, qui se prenait une fois par semaine, était de toute inutilité pour les trois quarts des élèves ; dans une salle remplie de modèles, chacun choisissait ce qui lui convenait, travaillait ou ne travaillait pas ; personne ne s'en inquiétait, et le professeur daignait à peine jeter, de temps à autre, les yeux sur votre ouvrage en donnant quelques conseils insignifiants.

On était aussi appelé de quinze en quinze jours à pratiquer une manipulation chimique dans le laboratoire de l'École ; c'était certainement un exercice qui pouvait être fort utile ; mais les abus et une surveil-

lance mal entendue paralysaient le plus souvent le résultat demandé, et si l'on détournait de leur destination les matières fournies pour la manipulation, on en était quitte pour dire que l'expérience avait manqué.

On voit, d'après ce que je viens de dire, combien cette si fameuse institution laissait à désirer soit du côté des professeurs, soit du côté des élèves. Et cependant il y avait commandant de l'École, inspecteur des études, discipline militaire, etc., etc. Mais le premier moment de zèle de cette belle institution républicaine était passé ; les célèbres fondateurs avaient disparu et le génie de la guerre éteignait le flambeau de l'étude.

L'École avait alors, et a, je crois, encore, un défaut capital, celui de trop embrasser d'objets d'étude, de s'adresser ainsi bien plus à l'amour-propre national par son universalité qu'à l'utilité réelle, en vue du service public, par sa spécialité. Sans doute, en poussant assez loin les calculs supérieurs, elle tendait à développer l'intelligence jusqu'à un certain point, mais elle négligeait trop les applications pratiques ; on passait, il est vrai, en la quittant, aux écoles d'application ; mais on arrivait là à vingt ans, c'est-à-dire trop tard pour se rompre aux réalités du métier d'ingénieur.

C'est à cette cause qu'il faut attribuer la supériorité de réputation et de fait qu'ont, dans les applications à l'industrie, les ingénieurs sortis de l'école centrale sur les élèves sortis de l'école polytechnique, et les ingénieurs civils anglais sur les ingénieurs français.

Pendant mon séjour à l'École polytechnique, je n'ai

été appelé qu'une seule fois à m'exercer sur le terrain pour un levé à la planchette ; encore l'opération se faisait-elle entre plusieurs élèves, les paresseux copiant tout uniment l'ouvrage des autres.

J'ai déjà cité le commandant de l'École, colonel du génie, nommé Gay de Vernon, officier connu par un ouvrage sur l'art militaire, compilation assez informe et sans méthode en deux volumes in-quarto, comprenant toutes les branches militaires pour toutes les armes, et par cela même fort incomplet sur chaque spécialité ; il avait fait une campagne sous le général Houchard, qui était son héros, et il en tirait toute sa gloire et toutes ses citations. C'était un homme atrabilaire, n'ouvrant la bouche que pour grogner, point communicatif avec les élèves, qui le détestaient cordialement. Il fut la cause de bien des petites mutineries et de beaucoup de punitions. Je n'ai connu de lui que son air maussade et sa présence aux cours des professeurs.

L'inspecteur des études était un M. Lebrun, homme déjà âgé et poudré à blanc, d'un naturel honnête et doux ; celui-là assistait aussi aux cours ; mais, en outre, il faisait des tournées dans les salles d'étude pour voir si tout allait en ordre, ne pénétrant point du reste dans la science même dont il avait l'air de ne pas se mêler. Je me tenais moi-même si bien dans ma coquille qu'il n'a eu avec moi, en deux ans, qu'une seule conversation : je fus un jour cité devant le conseil d'administration de l'École, composé des chefs militaires

et civils, pour n'avoir pas remis à la bibliothèque un livre que j'en avais sorti; c'était une peccadille et ma première faute; j'arrivai, portant sur ma figure l'empreinte d'une consternation fort exagérée. M. Lebrun m'en fit un reproche amical, en me disant qu'il ne s'agissait pas d'une condamnation à mort.

J'arrive enfin au point culminant : le gouverneur de l'École polytechnique, le général comte Lamée de Cessac, astre circulant aux limites extrêmes du système scolaire. Il n'habitait point à l'École, où il faisait une ou deux apparitions par année, choisissant, en sa qualité de militaire, le moment de l'exercice, et criant du plus loin qu'il arrivait et avec une voix bien aigre : *« Du silence! du silence! »* d'où il ne faut pas se presser de conclure que nous étions bavards; le général voulait annoncer seulement qu'il était là, en chair et en os; il y était, j'aime à le croire, plus souvent en esprit, mais dans une sphère trop éloignée pour être visible à l'œil nu. Le comte de Lamée avait été officier sous l'ancien régime; comment s'était-il rattaché au nouveau? je l'ignore; en tout cas, il avait su se mettre dans les bonnes grâces de l'empereur, qu'il pourvoyait de chair à canon en sa qualité de directeur général de la conscription; on sait que Sa Majesté était très-friande de ce morceau.

Il avait fait, dans son début, un petit traité sur le service de l'officier d'infanterie en campagne; cet ouvrage n'est pas sans mérite pour l'époque.

Ce gouverneur, invisible en temps ordinaire, se ren-

daît visible, le jour de sa fête, pour quelques élèves favorisés qu'il invitait à sa campagne de Saint-Mandé. Je ne me suis jamais brûlé les ailes à ce soleil.

Pendant mon séjour à l'École, à défaut de nous faire faire des applications pratiques de ce qu'on nous apprenait à grand renfort d'*x*, on nous fit visiter, pendant la vacance des cours, divers établissements publics, et l'on nous conduisit ainsi à la fabrique de Sèvres, à la vieille machine de Marly, à la pompe à feu de Chaillot, aux Gobelins, aux catacombes, au Conservatoire des arts et métiers, aux reliefs des places fortes, aux Invalides, etc., etc.

Dans ces vacances, qui marquaient la transition d'une volée à l'autre, il se faisait aussi des promenades militaires en armes et des exercices à feu dans les environs de Paris. Le plaisir que nous avions alors à nous montrer, nous figurant être un objet d'admiration pour les passants, était extrême. Un jour, un quidam quelque peu touriste prit à part, pendant une halte, un de nos camarades, et lui demanda s'il était *un des jeunes savants de l'illustre École polytechnique* ; l'autre lui répondit avec un imperturbable sang-froid : « *Oui, Monsieur, vous ne vous trompez pas.* » Nous nous amusâmes assez de cette naïve réponse, dans laquelle se réfléchissait cependant au naturel notre amour-propre. Je ne sais si le quidam emphatique fit la même observation à part lui.

L'École polytechnique fut, outre cela, appelée deux fois à prendre les armes pendant que j'y étais.

La première fois, il s'agissait d'une cérémonie ordonnée pour la translation des restes de l'ingénieur Vauban dans l'église des Invalides; l'intérêt de la fête, assez mesquine du reste, était dans les discours prononcés aux Invalides; nous n'en entendîmes mot, ~~bor-~~ dant la haie dans la rue.

La seconde occasion fut le *Te Deum* solennel chanté dans la cathédrale de Notre-Dame, à l'occasion de l'heureuse issue de la campagne de Prusse. On nous fit border la haie dans la rue Saint-Honoré, et nous eûmes ainsi la vue rapprochée du défilé des voitures impériales et de leur contenu. L'empereur, en grand manteau impérial, était au fond d'une voiture découverte, attelée de plusieurs chevaux blancs, et précédée de coureurs en costume brillant; il avait devant lui son frère Jérôme; une autre calèche contenait l'impératrice Joséphine et ses dames d'honneur dûment far-dées. Napoléon avait l'air assez ennuyé au milieu de sa gloire, et le militaire seul faisait les frais de l'enthousiasme, que ne témoignaient guère les bourgeois de Paris.

Les cours de l'École duraient deux ans; le passage de la première année à la seconde se faisait par de grands examens, et, si l'on échouait, il fallait redoubler la première année et rester ainsi trois ans à l'École.

La seconde année se terminait aussi par de grands examens; ceux-là étaient décisifs: on était admis dans un service public ou classé dans l'infanterie, ou renvoyé sans place si l'on échouait.

Quant à la distribution des services, elle avait lieu de la manière suivante : L'élève, à son entrée, désignait par ordre de préférence les services auxquels il aspirait ; à la sortie de l'Ecole, les élèves étaient classés d'après le numéro de mérite et chacun n'obtenait l'un des services qu'il avait demandés qu'autant que les places à donner ne se trouvaient pas prises par des numéros plus avancés que le sien ; si ces places étaient prises, on était colloqué d'après son rang dans d'autres services moins recherchés lors même qu'on ne les avait pas préférés.

Voici quels étaient les divers services, que je classe d'après la considération qui y était attachée :

Génie maritime ou construction des vaisseaux ;

Mines et usines ;

Ponts et chaussées ;

Génie militaire ;

Artillerie de terre ;

Artillerie de marine ;

L'esprit militaire qui régnait alors faisait que beaucoup d'élèves très-capables préféraient, par ambition et dans l'espoir d'un plus prompt avancement, les services militaires du génie ou de l'artillerie aux services civils qui offraient du reste beaucoup moins de places à donner.

Les cours d'une volée étaient distincts de ceux de l'autre volée, et l'on pouvait vivre à l'École dans deux volées différentes sans se connaître et sans échanger quatre paroles ; c'est ainsi que j'ai bien peu vu trois

compatriotes qui se sont trouvés à l'École en même temps que moi sans être de mon année : Audéoud, Dufour ¹ et Pichard ² ; chacun avait l'emploi particulier des rares heures de liberté accordées aux élèves ; le reste du temps, rempli par l'étude, excluait tout rapprochement.

Du reste j'avais apporté à l'École un caractère réservé qui ne m'abandonna point et fit que je ne me liai qu'avec un petit nombre de camarades qui avaient avec moi des rapports de chambrée ou de salle d'étude ; on devine sans peine que je ne recherchais ni les bavards ni les tapageurs.

Je travaillais beaucoup et j'avais besoin de le faire, car je n'avais pas, comme je l'ai dit, une grande aptitude pour les calculs supérieurs des mathématiques qui faisaient la pierre angulaire de l'enseignement. Ma timidité naturelle ne me laissait pas assez de présence d'esprit pour répondre disertement aux examinateurs et je me voyais par là mis après d'autres élèves plus paresseux ou plus ignorants, mais sachant mieux affronter les questions.

Cette défiance de moi-même ne m'a du reste fait défaut à aucune époque de ma vie, soit lorsque j'étais militaire, soit dans mes fonctions civiles ; je puis occuper convenablement une position donnée, mais je ne cherche point à m'en emparer ; je suis, en un mot, du

¹ Actuellement général de la Confédération suisse. (*Éd.*)

² L'ingénieur vaudois. (*Éd.*)

bois dont on peut faire un bouclier, mais jamais une lance. Les circonstances et non ma volonté ont pu me mettre en vue en m'appelant à d'honorables emplois ; quelques personnes ont pu croire que je m'y trouvais à l'aise : c'était pure illusion. J'ai toujours quitté ces positions avec une satisfaction instinctive pour me confondre avec délices dans la foule. Il est bien rare que le naturel qu'on apporte en naissant se déguise complètement ; il n'est point de préceptes ou d'expérience assez forts pour l'étouffer.

J'étais, avec cette disposition et en dépit de mes efforts, classé dans les élèves médiocres et me trouvais fort heureux d'être admis dans un rang assez reculé à passer à la volée de seconde année.

Or je fus pendant cette seconde année ce que j'avais été pendant la première, fort appliqué mais mal récompensé de ma peine par le résultat. J'ai, longtemps après, cru faire un mauvais rêve en me rappelant ces moments d'angoisse où, au milieu de livres et de cahiers, je me préparais à paraître, pour mes examens définitifs, devant ces redoutables inquisiteurs qui devaient décider de ma carrière future. Ces illustres savants avaient malheureusement toute l'impassibilité du bourreau qui égorge sa victime ; la pitié ne les abordait pas.

C'étaient le fameux *Legendre*, auteur de la géométrie ; le colonel du génie *Malus*, célèbre par ses découvertes sur la polarisation de la lumière, et enfin le non moins célèbre chimiste *Vauquelin*.

Mon triomphe eut lieu sur la partie graphique ; les autres parties furent médiocres ou défectueuses ; en un mot mes examens furent plutôt mauvais que bons. Ce n'était pas faute de préparation de ma part ; j'avais prodigieusement travaillé ou *pioché* comme l'on disait, mais il me manquait la promptitude d'esprit nécessaire pour saisir la question et pêcher, pour y répondre, au milieu des matériaux entassés dans une mémoire trop surchargée. Hélas ! il fallut me résigner à prendre un service que je n'avais pas demandé, et pour lequel les élèves, en général, témoignaient de la répugnance, parce qu'on n'y destinait que depuis une année les jeunes gens sortis de l'École, qu'ainsi il n'était pas peuplé de petits savants, et que, dépendant de la marine, il partageait la défaveur où se trouvait alors cet élément de la force nationale ; je veux parler de *l'artillerie de marine*.

Mes parents auraient voulu pour moi le service pacifique des *ponts et chaussées* ; j'aurais préféré le *génie militaire*. Il y eut, comme on le voit, plus d'une mine allongée, à commencer par celle de mon père qui, toujours bercé par les illusions qu'il se faisait de ma capacité, avait toujours trop présumé de moi.

Par âge et par caractère mes soucis n'étaient pas alors de longue durée et le temps qui s'écoula entre le mois d'octobre 1808, époque de mon retour à Genève au sortir de l'École, jusqu'au mois de février 1809 où je reçus mon ordre de départ pour ma nouvelle destination, suffit pour me réconcilier avec mon sort. Et

puis la perspective d'une liberté de jeune homme soustrait à la tutelle et aux interminables examens, la petite vanité de promener une épaulette, telles étaient alors les consolations qui s'offraient à mon esprit frivole. Une anecdote prouvera le peu de profondeur de mes dispositions et de mes projets pour l'avenir.

Je faisais ma malle pour le départ dont je viens de parler, c'est-à-dire pour rejoindre à Brest le régiment d'artillerie de marine ; j'en bannissais tout uniment mes livres et cahiers de l'École polytechnique parce qu'ils exhalaient pour moi une intolérable odeur d'examens. Survint mon père qui, ayant toujours vécu dans les livres, les regardait comme aussi nécessaires que l'air qu'on respire ; grande fut sa surprise et plus grande encore son indignation à la vue des pauvres bannis ; de là à casser mon jugement, nulle hésitation, et l'ordre me fut intimé d'inclure dans mon bagage scientifique jusqu'au dernier de mes *x*. Je n'étais point habitué à répliquer à mon père et je me soumis. Je dois ajouter que mon premier mouvement fut excellent ; déjà la caisse voyageuse avait fort bien accueilli Lacroix, Poisson et quelques autres savants compagnons, lorsque mon mauvais génie me fit aviser certaine cachette oubliée dans le sombre recoin d'un corridor ; ô honte ! je cédai au tentateur, et versant pêle-mêle la tourbe de mes savants ennuyeux, je les fourrai dans la cachette, les condamnant indéfiniment à la prison, sans même leur permettre d'en rappeler à mon père qui, bien certainement, aurait usé de sa compétence

pour les libérer. Je partis sans remords comme sans entrailles pour ces malheureux que je croyais voués à un éternel silence, mais il est une providence pour les innocents : voilà qu'un an ou deux après le forfait, des réparations à l'appartement mirent au grand jour la fatale cachette et son contenu, et mon ami Gaussen, commensal de la maison par ses liaisons avec mon frère, m'a bien souvent raconté depuis en riant aux larmes la profonde stupéfaction de mon cher père à cette surprenante découverte ; mais j'étais alors à quelques cents lieues de là et passablement émancipé, en sorte que, pour moi, l'orage passa presque inaperçu.

Je partis donc pour Brest, le cœur très-léger de soucis, au mois de février 1809 avec le grade de second lieutenant d'artillerie de marine et rencontrai à Paris un camarade d'Ecole se rendant à la même destination ; nous montâmes ensemble dans la diligence jusqu'à Rennes, mais nous la quittâmes dans cette ville avec l'admirable pensée qu'il serait beaucoup plus agréable de prendre ce qu'on appelait la petite poste aux chevaux ; cette manière plus indépendante de voyager avait bien son piquant pour l'imagination, mais elle avait aussi un autre piquant plus réel pour une certaine place qu'on ne nomme pas et qui se trouva dans un pitoyable état à mon arrivée à Brest.

Voici en quoi consistait le service de l'artillerie de marine à l'époque où j'arrivai à Brest :

1° Ce corps fournissait le service de garde dans les ports de mer ;

2° Il fournissait des détachements dans les forts isolés sur les côtes ;

3° Enfin il était censé fournir des détachements pour le service des colonies et celui des bâtiments de guerre.

Je dis *censé*, parce que, la plupart des colonies étant aux mains des Anglais ou ayant leurs communications interceptées par le blocus, il n'était guère question d'y envoyer des troupes. Quant aux bâtiments de guerre, le service de l'artillerie y était tombé en grande partie entre les mains des officiers de marine et des matelots, parce que les officiers des vaisseaux, à commencer par les capitaines, n'ayant jamais vu de bonne œil une troupe qui ne relèvait pas d'eux à tous égards, la traitaient avec une prévention qui devenait réciproque et engendrait dans le service du bord de tels conflits que le ministère de la marine avait fini par renoncer à mettre, sur un grand nombre de vaisseaux de guerre, autre chose que quelques sous-officiers d'artillerie faisant l'office de *maîtres-canonniers*, spécialement chargés de la manutention des munitions. En 1810 cependant, cet ordre de choses bien peu régulier, et qui frappait de nullité une arme entretenue et recrutée à grands frais, attira l'attention de l'empereur et du ministère de la marine. On nomma une commission chargée de régler le service de l'artillerie de marine. Il en résulta un décret qui fixa le rang des officiers d'artillerie et la force des détachements de cette arme à bord de chaque espèce de bâtiments de guerre.

Le décret ne remédiait pas au mal essentiel, car il ne précisait pas la nature du service que feraient à bord ces détachements. Il était, il est vrai, assez naturel qu'ils fissent le service d'artillerie, mais les officiers de marine, commandants et autres, ne l'entendaient pas ainsi, et c'est ce qu'on vit dès lors sur l'escadre de l'Escaut où l'on ne donnait aucune fonction aux officiers d'artillerie dont on employait les soldats, comme des matelots, aux manœuvres des voiles.

La guerre continentale, en employant ailleurs les troupes de la marine, mit fin à cet état de choses mal entendu qui n'aurait pu subsister encore longtemps.

Aujourd'hui l'artillerie de marine, fort diminuée en effectif, ne fournit plus de détachements aux bâtiments de guerre; une *infanterie de marine* fait le service de garnison sur ces bâtiments. L'artillerie n'est plus employée qu'au service des ports, des arsenaux et des colonies. Les équipages de marine manœuvrent eux-mêmes les canons du bord.

Cette incertitude sur l'emploi des régiments d'artillerie de marine et l'inaction où se trouvait la marine par son infériorité vis-à-vis des Anglais avaient, à l'époque où j'arrivai au régiment, ôté tout nerf à un corps composé de vieux soldats qui se rouillaient dans l'oisiveté des corps de garde.

Les officiers, presque tous sortis du rang des soldats, mariés et vieux pour la plupart, n'avaient que la pratique qu'ils avaient pu acquérir dans les rares occasions où on les avait embarqués, mais aucune

instruction théorique, encore moins d'éducation première. C'étaient en général de bonnes gens qui eurent pour nous autres nouveaux arrivés les plus aimables procédés.

En cela ils furent désintéressés, car entre nos figures rosées, nos belles manières, nos uniformes neufs et leur teint basané, leurs allures de loups marins, leurs habits assez râpés, la comparaison devait rester en notre faveur, aux yeux du moins des demoiselles de Brest. Et puis notre immense magasin de science ! de cela nous faisions juges non plus les demoiselles mais nous-mêmes, et l'on devine jusqu'où pouvait aller à cet égard l'amour-propre presque fabuleux de dix ou douze polytechniciens.

Les officiers supérieurs du régiment auraient dû remettre à l'ordre la vanité de ces jeunes et présomptueux subordonnés ; ils leur auraient aisément prouvé qu'ils avaient plus de choses à apprendre qu'ils n'en savaient réellement, mais frappés eux-mêmes d'insouciance et d'égoïsme, ils auraient eu besoin d'être stimulés et contrôlés ; ils ne l'étaient pas et vivaient des abus au lieu de les combattre.

Le colonel était ce qu'on appelait jadis un roué, homme d'esprit sans moralité aucune, s'inquiétant peu du service et de l'instruction de ses subordonnés, et ne se mêlant de l'administration que pour y faire des bénéfices personnels ou pour causer aux officiers par une vanité puérile des dépenses gênantes en innovant leur tenue.

Nous aurions eu besoin, par exemple, nous autres nouveaux venus de l'École, d'apprendre notre métier d'artilleurs de mer, à nous parfaitement inconnu ; il se contenta de nous faire faire par un adjudant le manie-
ment du fusil que nous ne connaissions que trop, et ainsi du reste.

L'habillement du soldat était pour lui une mine d'or : en recevant de l'État pour chaque habit livré une somme fixe, il avait trouvé moyen, par mille petites simplifications en économie de l'étoffe, de s'en tirer réellement pour une somme beaucoup moindre.

J'ai parlé des dépenses de tenue des officiers ; là il ne simplifiait pas, car, l'officier payant lui-même son habillement, il n'y avait rien à gagner pour lui. Alors il donnait l'essor à une imagination anti-réglementaire. Notre uniforme était fort simple, habit bleu à collet et pattes rouges, garniture jaune, culottes de drap bleu, bottes à revers jaunes, ceinturon d'épée ordinaire. Notre colonel ajouta des grenades en or au collet, substitua au ceinturon ordinaire un large ceinturon de buffle blanc, garni d'une plaque dorée de grandeur fabuleuse agrafant sur le gilet, avec d'énormes canons en relief et, chose plus merveilleuse encore, substitua aux bottes à revers de grosses bottes à l'écuycère garnies d'éperons d'argent ; ajoutez que nous n'avions pas de chevaux à terre, et que, destinés à être embarqués, ces éperons sur le pont d'un vaisseau n'avaient d'autre air que celui d'une mauvaise plaisanterie.

Les vieux officiers râpés, mariés et revenus des vanités de ce monde, trouvaient ces changements fort mauvais et grognaient à qui mieux mieux ; nous autres jeunes gens, nous trouvions cela charmant, car nos réflexions sérieuses sur ce sujet n'allaient pas au delà de montrer cet élégant équipage dans les soirées du préfet maritime ou sur les promenades de Brest. Un bon inspecteur général aurait tancé vivement le colonel et ramené au règlement ; mais l'inspecteur de l'artillerie de marine était un vieillard qui avait fait, je crois, toutes ses campagnes dans les bureaux du ministère à Paris, où il vivait, ne paraissant, une fois l'an, au régiment que pour compter les hommes, sans s'inquiéter autrement de l'instruction ; il aurait eu mauvaise grâce à s'occuper aussi de l'habillement, car il était lui-même fort sale et fort mal habillé.

Ainsi allait la marine française et tout ce qui s'y rattachait. Napoléon ne l'aimait pas parce qu'elle n'avait pas de succès, et son œil vigilant était tout à l'armée de terre.

Le major, commandant en second du régiment, ne surpassait qu'en mal le colonel. C'était un homme superbe, ayant une admirable voix de commandant et une arrogance sans pareille ; je pense que ces qualités avaient pu contribuer à l'élever à son grade, car le nombre de ceux qui s'arrêtent à l'étiquette du sac est toujours bien grand. Mais sous de tels dehors se trouvait un vil débauché, un homme sans principes. Il avait épousé une femme de bonne famille et remplie

de mérite qu'il rendait malheureuse par ses débordements, car il cherchait à séduire d'autres femmes et y réussissait parfois. Son audace même alla jusqu'à tenter la violence envers une demoiselle de la bonne société de Brest ; il échoua, mais le scandale fut grand et je ne sais comment il apaisa l'indignation d'une famille justement irritée.

Lorsqu'en 1815 Napoléon revint de l'île d'Elbe, le major fut le premier à exciter le régiment à la révolte contre le roi ; il fut, à cause de cela, congédié au retour de Louis XVIII, et j'ai ouï dire qu'il avait fini par mourir dans un hospice d'aliénés, digne fin d'une mauvaise vie.

Le profond dégoût que m'inspiraient ces chefs m'en tint toujours éloigné et je ne fus pas en faveur auprès d'eux. Un M. Musset, correspondant de mon père à Paris, m'avait envoyé quelques lettres de recommandation pour eux ; je n'eus pas le courage d'en faire usage.

Le service auquel on astreignit les nouveaux venus, comme moi, se réduisit à fort peu de chose ; c'était la conséquence de la nullité d'emploi des troupes de l'artillerie de marine. Il y avait une garde par semaine à monter au quartier et quelques rondes à faire dans le port pour surveiller la troupe préposée à la garde des travaux qu'exécutaient les forçats : valait-il la peine d'avoir appris le calcul intégral pour en venir là ? C'est ce que je me demandais souvent.

On nous faisait encore assister journellement à l'exer-

cice sans nous donner aucun commandement, ce qui rendait le service sans intérêt, et, qui pis est, sans profit, car l'habitude de commander est ce qui donne le plus de confiance et de considération au jeune officier. Les autres officiers, sauf ceux de l'état-major du régiment tel que les adjudants, se mêlaient au reste fort peu eux-mêmes du commandement; ils étaient spectateurs plutôt qu'acteurs de l'école du canon marin, et quant à l'école d'infanterie, grande affaire alors de l'artillerie de marine, ils prenaient tout juste leur place dans le rang quand le colonel ou le major réunissait le régiment.

Le temps que laissaient aux jeunes officiers leurs devoirs militaires ne se passait guère sur les livres, comme l'eût voulu mon brave père; on peut bâtir là-dessus les plus sages préceptes, mais lorsqu'on ne voit aucune application possible de ses études, il est de fait qu'on n'étudie pas. On se partageait donc entre le café, le spectacle et les soirées hebdomadaires que donnaient les autorités maritimes telles que M. le préfet maritime, M. l'amiral Cafarelli et le contre-amiral Bouvet, commandant du port; là se réunissait la bonne société de Brest; on y dansait souvent et je me suis même surpris à y faire un *reversi*.

La part faite de la curiosité que cause à qui ne les a jamais vus un port aussi magnifique que celui de Brest, de superbes établissements et chantiers maritimes, la vue d'un vaisseau de guerre armé; je sentais que cette vie de garnison mal employée avait beau-

coup de vide et je soupirais pour le changement. On verra ci-après que, si le changement eut lieu, ce ne fut pas souvent pour trouver mieux. Je le dis ici une fois pour toutes en jetant un coup d'œil sur ma vie militaire tout entière : à quelques mois près employés plus tard à des travaux instructifs ou passés en campagne devant l'ennemi, je n'ai trouvé partout que le spectacle et l'exemple des vices engendrés par l'immoralité et une inquiète oisiveté, et si je n'avais retiré de là un peu d'expérience des hommes et des choses, quelque autorité dans l'exercice du commandement, et l'habitude de lutter contre le torrent, si ce n'est pour m'améliorer, au moins pour rester *moi-même*, je ne serais revenu chez moi qu'avec une maigre pacotille. — Ce fut donc avec plaisir que je suivis, au printemps de 1809, mon régiment envoyé pour garder aux environs de Brest la côte de la mer, parce qu'un armement considérable préparé dans les ports de l'Angleterre donnait de l'inquiétude. Ce fut l'expédition qui s'empara de Flessingue et échoua dans son objet principal, qui était de prendre Anvers. Je fus cantonné avec la compagnie dont je faisais partie dans un village nommé St.-Matthieu, avantage de deux batteries de côte et des ruines d'une abbaye abandonnée à la révolution. Il me semblait que l'Océan qu'on voyait là sans bornes allait sans cesse nous amener des Anglais et par conséquent des exploits qui faisaient d'avance battre mon cœur : jeunesse ne doute de rien.

Cette vie nouvelle était une agréable diversion à

celle de garnison ; on se visitait d'un cantonnement à l'autre quand on ne s'exerçait pas au canon de côte, et les penseurs étudiaient les mœurs des paysans bretons, race de petits hommes, Celtes véritables, parlant un langage inintelligible, ayant une saleté et une gale héréditaires. Rien de moins confortable que leurs habitations et par conséquent les nôtres ; cela même avait pour nous du piquant ; les jours de fêtes il nous arrivait quelquefois de nous joindre à leurs rondes champêtres tournées d'un pas lent et sur des airs nationaux dont la couleur musicale n'était pas le premier mérite ; dans ces cas-là nous avions soin de mettre des gants, non pas seulement pour faire les dandys, mais par une prudence que l'on appréciera sans peine.

Mes plaisirs champêtres furent interrompus par un ordre que je reçus à ma grande satisfaction, de faire partie d'un détachement de deux compagnies envoyées à Boulogne-sur-Mer où le régiment avait déjà un bataillon.

Le motif de cela était que l'on avait dégarni Boulogne de troupes pour les envoyer à Anvers lorsque l'expédition des Anglais s'était rabattue sur Flessingue, et l'on y remédiait de cette manière.

Le capitaine de la nouvelle compagnie où je me trouvais classé ajoutait à son nom un de plus ou moins légitime et se disait le neveu d'un général fameux, victime de la révolution. J'exprime ici du doute, car l'amour de la vérité n'était pas son fort ; homme aimable du reste, mais sans principe aucun, n'ayant

qu'une instruction superficielle et une probité plus que douteuse. J'étais fort bien avec lui, et je ne cache pas que ses plaisanteries me divertissaient parfois, mais c'était à charge que je ne me mêlasse ni du service ni de l'administration de la compagnie, car le cher homme aimait certains abus dont il préférait que je ne fusse pas le confident. Il avait aussi le goût et le talent de s'insinuer par la facilité de sa société et ses cajoleries auprès de ses supérieurs lorsque ceux-ci n'y regardaient pas de trop près ; il était enfin grand faiseur de dettes et grand séducteur de femmes. J'ai su depuis qu'il était mort avec la réputation d'un chevalier d'industrie.

J'étais à mauvaise école, mais mon caractère froid et réservé et la petite dose de jugement que j'avais reçue de la nature, aidée par mon éducation première, m'ont toujours mis à l'abri de la contagion de ces vices de garnison ; on s'apercevait bien vite que l'on n'avait pas de prise sur moi, et les précepteurs corrompus me laissaient en désespoir de cause. Ceci n'en prouve pas moins combien les parents qui ambitionnent pour leurs enfants la carrière militaire leur font courir de dangers moraux plus redoutables encore que les chances du combat.

Le détachement arriva à Boulogne à la fin du mois d'août 1809 ; nous reçûmes un excellent accueil des nouveaux camarades que nous y trouvâmes.

Le bataillon de notre arme occupait un petit camp de baraques adossé au port, mais les deux compagnies

nouvellement arrivées furent immédiatement envoyées le long de la côte à une demi-lieue, l'une à droite, l'autre à gauche de Boulogne, pour y servir des batteries de côte destinées à tirer sur les croiseurs anglais lorsqu'ils s'approchaient de trop près.

Ma compagnie occupait en outre un fort nommé *Mont-de-Couple*, et ce qui n'y était pas caserné était réparti dans des baraques placées derrière les batteries de côte. Le principal service consistait donc à tirer la bombe à très longue portée sur tout bâtiment anglais qu'on pouvait atteindre à rigueur; je dis à *rigueur*, car la difficulté d'apprécier la distance en mer et l'incertitude du tir à longue portée rendaient à peu près nulles les chances de toucher son but; on se contentait d'effrayer le croiseur, et cela suffisait.

A cela près, notre service se réduisait à peu de chose; il en était de même de celui du bataillon, à Boulogne; les officiers ne quittaient pas l'habit bourgeois, ne logeaient point au camp avec la troupe, qui était abandonnée à la direction d'un adjudant sous-officier, et en étaient quitte pour faire quelques rondes dans le port. Mon capitaine passait son temps à la chasse, et, tout détachés que nous étions, nous avions en commun une chambre en ville où nous couchions très-fréquemment pour aller plus commodément en société.

Le chef de bataillon, nommé Bertrand, était un homme du monde, peu militaire et peu exigeant; j'aurais tort d'en médire, car il fut toujours pour moi obli-

geant et bon. Je le retrouvai à l'armée d'Allemagne, nommé général de brigade, et alors il me combla d'amitiés et me fit mille offres de services dont je n'ai jamais eu l'occasion de profiter.

Avant de quitter le chapitre bien court de notre service, je donnerai aux amateurs un petit exemple de notre sybaritisme militaire : un poste d'officier de garde fut, pendant mon séjour à Boulogne, établi extraordinairement, car, comme je l'ai dit, le service se réduisait à des rondes. Les officiers, fort courroucés et dédaignant les rats du corps de garde, louèrent à frais communs, dans la proximité, une bonne chambre bourgeoise, où ils passaient la nuit de garde, dans un excellent lit, entre deux draps, et, malgré cela, ils se plaignirent tellement, et, par leurs relations sociales, eurent si bien voix en chapitre auprès des autorités supérieures, que le service n'y tint pas ; il fut supprimé.

Voici encore quelques autres exemples de notre manière de servir :

Lorsque ma compagnie occupait les batteries de la côte, une frégate anglaise s'approcha assez près pour qu'on tirât sur elle ; il n'y avait en ce moment au poste ni capitaine ni lieutenant, et un sergent mal instruit crut faire merveille en mettant trente livres de poudre dans un mortier qui ne devait se charger qu'avec douze livres ; la conséquence fut que le mortier, qui était de bronze, se fendit dans toute sa longueur ; sur quoi, rapport de mon capitaine constatant que la fonte

du mortier innocent était mauvaise puisqu'elle n'avait pas résisté à une charge dont il se gardait bien de dire la quotité, qu'on supposa normale; le colonel inspecteur de l'artillerie prit tout cela pour bon, et le mortier, qui était neuf, fut renvoyé au fondeur avec un blâme très-prononcé et la perte de sa fonte.

Un jour de Sainte-Barbe fêté en commun avec les officiers d'artillerie de terre, un de nos vieux capitaines, ganache des ganaches, eut la tête si bien prise que, sortant de là pour retourner au camp de droite où sa compagnie était détachée et ne voyant pas clairement son chemin à travers les brouillards de son cerveau, il n'imagina rien de mieux que de montrer à tous les passants la liste des mots d'ordre qu'on lui avait donnés pour la quinzaine, la prenant pour le fil qui devait le tirer du labyrinthe où il se trouvait engagé.

L'année qui suivit mon arrivée à Boulogne, en mai 1810, nous eûmes la visite de l'empereur accompagné de la nouvelle impératrice Marie-Louise; je ne vis jamais de si près Napoléon, car, arrivant en calèche de Dunkerque, il nous trouva sur sa route rangés en bataille, et comme il n'avait pas sous la main son cheval de selle, il passa à pied, en capote grise, devant nos rangs. Quelques heures après, il vint visiter le fort occupé par ma compagnie, et j'eus l'honneur de le voir réprimander avec la dernière dureté, pour une petite misère, le pauvre colonel d'artillerie de terre, le même qui avait constaté avec tant de bonhomie la fente de notre mortier. Ce n'était au fond qu'un prétexte pour

donner essor à l'humeur un peu massacrante qu'il témoigna pendant son séjour à Boulogne, où il n'accepta aucune des fêtes préparées à grands frais pour sa réception.

Ce passage donna lieu à un incident dont la conséquence fut le déplacement de ma compagnie, qui rejoignit à Boulogne le reste du bataillon. — Voici le fait :

Le camp de gauche, et par conséquent celui où se trouvait ma compagnie, était sous les ordres d'un général de brigade; cet officier, homme d'esprit et très-intrigant, avait espéré que le passage de l'empereur serait pour lui une occasion d'avancement; il fut déçu dans ses espérances, et en conçut une telle irritation qu'un beau matin il força, le pistolet sur la gorge, des pêcheurs, à le conduire à un brick anglais qui était en croisière devant Boulogne. Cette désertion fit que, par mesure de précaution, on changea de poste les troupes de la côte, et que ma compagnie fut rappelée à Boulogne.

Mon cher capitaine avait, suivant sa coutume, cherché à s'insinuer auprès du général, dont il était devenu l'intime; grand fut son désappointement lorsqu'il vit la brusque fin de cette liaison; je m'amusai même à lui mettre légèrement la puce à l'oreille en lui parlant de la possibilité qu'on recherchât les amis du déserteur, ce dont il riait, mais du bout des dents.

Dans cette même année, notre chef de bataillon Bertrand fut appelé à servir en Espagne, et remplacé par un autre chef de bataillon, revenant de l'armée d'Al-

lemagne et nommé M. Blébé. Ce dernier était certainement plus militaire que l'autre; à notre grande alarme, il commença son règne par nous donner des leçons de théorie, et par nous obliger à aller coucher au camp avec la troupe; cela tint quelques semaines, mais les habitudes anti-militaires étaient trop bien prises et trop séduisantes; le brave homme y perdit son latin, et fut bientôt entraîné lui-même par le courant; tout rentra dans l'ornière habituelle.

A tout prendre, mon séjour à Boulogne figure dans ma courte vie de garnison comme la portion la plus agréable; les officiers de l'artillerie de marine étaient privilégiés pour l'admission dans la bonne société, que n'abordaient pas les officiers de l'armée de terre, et cette bonne société était parfaitement agréable; l'hiver, on dansait beaucoup; l'été, il y avait nombre de fêtes dans les maisons de campagne; j'allais toujours là en costume bourgeois, et finissais par oublier dans ces plaisirs que j'étais militaire. Mes camarades officiers se composaient pour les deux tiers d'ours non présentables; le reste était composé de *gentlemen* fort sociables, à la tête desquels se trouvaient deux lieutenants en premier, jeunes encore, quoique bien plus âgés que moi; ils se nommaient *de Coisy* et *Collot*; le premier est aujourd'hui à la tête de l'arme en qualité de lieutenant général, inspecteur du personnel et du matériel; c'était alors un fort joli garçon, s'occupant beaucoup plus des plaisirs que du service, et ayant un merveilleux talent pour se mettre en avant, et se faire

bien venir auprès des supérieurs; c'est sûrement ce talent qui lui a procuré une si belle position. Il en usa un jour dans un moment de grand embarras: le général Vandamme, être brusque, fantasque et peu aimé, avait été envoyé par l'empereur, à la suite de sa visite à Boulogne, pour prendre le commandement des troupes; un beau jour on voit paraître un ordre du dit général ordonnant la suppression immédiate de toutes les moustaches et de tous les favoris. Voilà Coisy bien capot; il avait de charmants favoris qu'il était sans cesse occupé à caresser; sans hésitation il va auprès du général, auquel, suivant sa coutume, il avait fait une cour assidue, et plaide la cause des favoris, car il ne portait pas moustache; il la gagna pour son propre compte et pour celui des autres; j'ai lieu de croire que les moustaches eurent aussi leur grâce, les caprices du général n'ayant pas de profondes racines.

Collot a été tué en 1813, à la bataille de Dresde. Je ne parle point de mes camarades de l'École polytechnique, ils étaient tous restés à Brest.

Je n'eus pas, comme on le voit, plus de moyens de m'instruire de mon métier à Boulogne qu'à Brest; c'eût été partout la même chose; la marine, dans toutes ses branches, était négligée et en décadence; cependant je recherchais, autant que je le pouvais, les rares occasions d'apprendre quelque chose, et je lisais quelques ouvrages instructifs; mais la pratique manquait, et, pour un jeune homme, le travail volontaire

ne vaut jamais le travail imposé; mon cher père, qui avait été à cet égard pendant sa carrière militaire beaucoup plus vertueux que moi, s'informait toujours avec sollicitude de mes études, et trouvait que l'histoire de mes plaisirs prenait trop de place dans ma correspondance.

Comme tout prend fin dans ce monde, mes jouissances de Boulogne eurent aussi leur terme, et, en mars 1811, la compagnie dont je faisais partie reçut l'ordre de s'embarquer sur l'escadre de l'Escaut, et de se rendre en conséquence à Anvers.

L'escadre se composait alors de trois vaisseaux de quatre-vingts canons, dix de soixante-quatorze, et de trois frégates; les équipages étaient les uns français, les autres danois et hollandais. Mon lot fut d'abord d'être embarqué sur le vaisseau amiral *le Charlemagne*.

Le vice-amiral était le comte de Missiessy, marin connu par une expédition aux Antilles, où il avait fait quelques prises sur les Anglais, homme déjà âgé, aux formes douces et polies; je me rappelle que, m'ayant invité un jour à sa table, il me plaignit avec une douce sympathie de ce que mes savantes études de l'École polytechnique ne trouvaient pas d'autre application que l'artillerie de marine; il avait bien raison, car la vie que je menais à son bord était celle d'un chanoine, n'ayant aucun service à faire et point d'autre souci que celui de boire, de manger et d'aller faire des excursions dans les villages qui bordaient la rade de Fles-

singue, où l'escadre était mouillée à poste fixe et bloquée par les Anglais. Je ne restai qu'un mois dans cette position, car je pris au bout de ce temps le commandement d'un détachement de cent hommes mis à bord d'un autre vaisseau de l'escadre, *le Duguesclin*, commandé par le capitaine de vaisseau Robin ; là commencèrent pour moi les tribulations. J'ai déjà dit combien était mal défini et désagréable le service d'un officier d'artillerie de marine à bord d'un vaisseau : non-seulement il y restait étranger en ce qui concernait son arme, mais encore il était sans cesse en lutte avec les officiers de marine, qui se substituaient à son autorité sur ses propres soldats, et les traitaient comme les matelots de l'équipage, les punissant à plaisir et même les frappant. Le capitaine Robin n'était point malveillant à mon égard ; mais, placé sous l'influence de ses officiers du bord, et dominé par ses propres habitudes, il ne me donnait point la place et l'autorité auxquelles j'aurais eu droit, et me poussa ainsi plus d'une fois à des actes de résistance et de mauvaise humeur qui n'étaient point dans mon caractère. La carrière du marin peut sans doute devenir fort intéressante lorsqu'il navigue et tient la mer, mais en rade et au mouillage c'est une fort sottise chose à mon avis.

Le capitaine, le second qui le remplaçait, capitaine de frégate, et le premier lieutenant de marine avaient seuls à bord des chambres proprement dites ; les autres officiers étaient logés chacun dans une chambre factice, formée par un entourage de toile entre deux

canons ; cette chambre offrait tout juste la place d'un hamac d'une petite taille et d'une chaise. A l'aube du jour, on était réveillé par le nettoyage du vaisseau, fait à grand bruit et à grand renfort d'eau jetée sur les ponts que grattaient ensuite les matelots ; puis venaient de temps à autre des exercices de branle-bas de combat où disparaissaient toutes les chambres de toile, ainsi que les hamacs, effets et malles, qu'on jetait à fond de cale, et qui vous revenaient plus tard en grand désarroi ; puis, enfin, l'idée constante de cette espèce de captivité en présence des mêmes personnes, souvent fort désagréables, et le sentiment d'oisive nullité attaché à mon service en particulier, tout cela, réuni au mal de mer que me causait le paisible roulis du vaisseau, me prédisposait fort mal pour la vie de marin, et me faisait regretter sincèrement mon heureuse existence de Boulogne. Je serais cependant injuste si je ne disais pas que j'eus d'agréables relations avec quelques officiers de marine, instruits et de bonne éducation, qui me firent passer d'heureux moments au milieu des autres ennuis, et que, comme les notions acquises sont toujours une jouissance pour l'esprit humain, celles que je pris des détails d'un vaisseau, de sa manœuvre, de sa discipline, quoiqu'elles fussent bien imparfaites, ont été une acquisition dont je me suis félicité.

En juillet 1811, environ cinq mois après mon embarquement, un nouvel ordre vint me faire quitter l'escadre de l'Escaut, alors composée de vingt-deux bâtiments

de guerre. J'étais désigné, avec dix-sept autres officiers de mon arme, pour organiser dans l'île de Walcheren un bataillon de recrues destiné à porter au complet le régiment.

Il est bon de dire que, lorsque l'empereur avait visité les côtes de l'Océan, il avait été si content de l'apparence des corps d'artillerie de marine, composés de vieux soldats, ce qui commençait à être une rareté dans ses armées décimées par la guerre, que loin d'ordonner leur licenciement, comme le demandaient les officiers de marine, il avait au contraire ordonné d'en compléter et même d'en augmenter l'effectif.

Débarqué le 20 juillet 1811, je séjournai dans l'île de Walcheren, habitant successivement Flessingue, alors fort endommagée par l'expédition anglaise en 1810, Middelbourg, Terveer. Nous étions dans l'attente de conscrits qui n'arrivaient point, et de la fièvre qui n'arriva pas non plus, quoiqu'elle eût exterminé l'armée anglaise, et qu'elle désolât assez habituellement, dans cette île malsaine, indigènes et étrangers.

Enfin, le 1^{er} septembre suivant, les conscrits attendus ayant reçu une autre destination, je fus dirigé, avec mes camarades de service et en poste, sur l'île de Ré, où j'arrivai à la fin de septembre 1811. Là, ainsi que dans l'île voisine d'Oléron, nous fûmes employés à recruter et à dresser au port d'armes environ huit cents conscrits choisis dans un dépôt composé des réfractaires du midi de la France ; c'est dire que nous n'avions pas un choix d'hommes fort bien disposés, d'au-

tant plus que, devant extraire ces soldats du corps d'infanterie où ils se trouvaient déjà incorporés depuis quelque temps, leurs chefs cherchaient par tous les moyens possibles à nous négocier les plus mauvais sujets.

Les habitants de Ré et d'Oléron ont des mœurs simples et primitives qui rendirent en général agréables nos rapports avec eux, et j'en ai conservé un bon souvenir. Nous les quittâmes le premier avril 1812 avec nos réfractaires, qui n'eurent pas plutôt touché le continent qu'ils se mirent à désertre en si grand nombre, que notre pauvre bataillon fut réduit de près de la moitié ou du moins d'un bon tiers ; la désertion était dans le midi favorisée par les habitants, et ce ne fut qu'à Poitiers, où un décret de l'empereur, prononçant peine de mort contre les déserteurs de cette catégorie, fut mis à exécution contre un conscrit, que le mal s'arrêta.

Nous mîmes trente-sept jours à atteindre Anvers, lieu de notre destination, où nous arrivâmes le 8 mai 1812.

J'ai oublié de dire que le premier avril j'avais été élevé par ancienneté au grade de premier lieutenant.

Le détachement que nous conduisions fut aussitôt réparti sur les vaisseaux de l'escadre, et les officiers rejoignirent leurs corps ou furent aussi embarqués. Quant à moi, dont l'enthousiasme de marin était entièrement passé, je fus charmé d'accepter l'offre que me fit le chef de bataillon, directeur d'artillerie du port,

nommé Coupe, de me faire attacher à sa direction ; je voyais en même temps là une occasion de m'instruire, et l'on sait que ces occasions avaient été rares pour moi. Mais ici aussi mes espérances furent en partie déçues : M. Coupe était un original, point dépourvu d'instruction ni de connaissances dans son arme, mais n'ayant pas toute la suite, l'ordre et le jugement qui en auraient fait sans cela un officier distingué.

L'empereur, dans son dernier voyage à Anvers, avait eu une entrevue avec lui, et aimant en général tout ce qui avait un air de décision, les réponses brusques et point courtoises de M. Coupe lui avaient plu, et avaient valu à celui-ci la décoration de la Légion d'honneur.

Je me mis au mieux avec ce nouveau chef ; j'étais là dans un élément qui me convenait ; point de garde fastidieuse à monter ; beaucoup d'instruction à puiser dans une arme qui ne m'avait offert encore que des occasions bien incomplètes de l'étudier à fond ; point de lutte d'autorité à soutenir contre des officiers de marine.

La direction d'artillerie d'Anvers étant chargée d'exécuter tout ce qui concernait l'armement de l'escadre, sauf cependant la fonte des canons, fournissant aux vaisseaux le matériel d'artillerie et le réparant lorsqu'il en avait besoin, il en résultait pour elle une grande et intéressante activité à laquelle je regrettais de n'avoir pas participé plus tôt. Je compte mon séjour

à Anvers comme l'époque la plus instructive de ma courte carrière militaire.

J'eus pendant ce temps-là à remplir la mission d'aller faire emmagasiner dans une poudrière située près de Gand toutes les poudres de l'escadre de l'Escaut, au moment où elle désarmait pour passer l'hiver dans les bassins d'Anvers. Je puis donner à cette occasion une idée des abus auxquels prennent part dans de grandes administrations des hommes du reste fort honorables.

On allouait une somme fixe pour le transport d'un certain nombre de barils de poudre, à raison de *tant* de journées de chevaux nécessaires pour ce transport. Ordinairement il y avait économie sur ce nombre de journées, et cette économie entraînait dans la poche de l'officier d'artillerie chargé d'emmagasiner, cet officier inscrivant toujours sur les états de dépense qu'il fournissait le nombre normal et non le nombre réel des journées de chevaux. Je m'en tins consciencieusement au nombre réel pour ne pas profiter de l'abus, et mon opération fut moins coûteuse que celle des années précédentes, à la satisfaction de mon chef, mais non à celle de mes égaux qui trouvaient que je gâtais le métier.

Anvers ne m'offrit pas les distractions de société que m'avait offertes Boulogne; les Français n'y étaient point aimés par les habitants qui leur fermaient leurs salons; il fallait se contenter de ceux des autorités, qui n'avaient rien d'attrayant, ou vivre retiré. Je m'en

dédommageais dans la société de M. et de M^{me} Coupe où je me trouvais souvent. Madame était une bonne et aimable femme, et Monsieur avait un tour d'esprit un peu excentrique qui m'amusait beaucoup. Outre cela Anvers offrait tant de travaux gigantesques qu'il y avait à les suivre un véritable intérêt, lorsque l'on n'était pas occupé ailleurs.

Je vis creuser par des prisonniers de guerre espagnols l'un des deux bassins destinés à recevoir pendant l'hiver l'escadre de l'Escaut ; je vis aussi construire des ouvrages de fortification fort étendus dont le but était de couvrir les vastes chantiers de construction de la marine.

Je me résignais à passer le reste de mes jours à Anvers, lorsque la nouvelle des désastres de l'armée française en Russie fut suivie par l'ordre, arrivé vers la fin de l'hiver, en 1813, de mettre à la disposition du ministre de la guerre toutes les troupes d'artillerie de marine. Ces troupes devaient se réunir à Mayence et ce fut dans les premiers jours de février 1813 qu'on retira de l'escadre les détachements d'artillerie qui y étaient embarqués pour les diriger sur cette ville.

Rester à Anvers lorsque mon régiment marchait à l'ennemi, c'eût été à mes yeux renoncer aux lauriers et à l'avancement. Impossible de rester en place, et résistant à toutes les représentations de M. Coupe qui voulait me garder auprès de lui, je me fis inscrire sur le rôle de la troupe qui partait. Bien me prit que ce départ ne fût pas différé, car deux ou trois jours après,

M. Coupe obtint du ministère de la marine l'ordre de me faire rester à Anvers, mais l'oiseau était déniché.

Mon père, que je ne consultai point, comme cela se comprend, ne voyait pas du même œil et avec le même espoir que moi la gloire des armes françaises, et préférerait de beaucoup pour moi un service savant et plein de sécurité au service aventureux où j'allais risquer bras et jambes. Il vit mon escapade de fort mauvais œil.

De tels calculs n'abordaient pas mon esprit, et ce fut en héros d'avenir que j'entrai à Mayence le 23 février 1813. Ce que je vis là était fait pour rabattre quelque peu mes fumées de gloire ; c'étaient les premiers débris de la retraite de Russie, officiers et soldats arrivant isolément, couverts de vêtements délabrés, plusieurs mutilés par la gelée.

Telle était cependant la confiance qu'on avait encore en Napoléon, qu'il ne venait en la pensée d'aucun de ces conscrits qu'on menait au carnage et qui avaient sous les yeux un si décourageant spectacle, de douter des futures victoires.

Le maréchal Kellermann commandait alors à Mayence ; il ne nous laissa point entrer dans cette ville, mais nous fit rétrograder sur Kreutznach, où nous restâmes cantonnés pendant un mois environ en attendant l'arrivée des autres troupes d'artillerie de marine venant de Brest et des autres ports. Au bout de ce temps nous fûmes passés en revue et traversâmes le Rhin au commencement d'avril 1813, pour être réunis en corps

d'armée aux environs de Francfort. Ce corps d'armée était le sixième, commandé par le maréchal duc de Raguse, soit Marmont ; il se composait de deux divisions : la première, dont mon régiment faisait partie, était commandée par le général de division *Compans* ; la seconde l'était par le général *Bonnet*. Le corps d'armée comptait en tout environ 16,000 hommes dont 14,000 environ d'artillerie de marine.

A cette époque, le 16 avril 1813, je fus nommé capitaine ; j'entrai donc en campagne à la tête d'une compagnie ayant pour lieutenants deux jeunes officiers sortis de l'École de St-Cyr. On ne devait, malgré notre titre d'artilleurs, nous faire faire que le service d'infanterie, et comme l'on complétait nos cadres, depuis longtemps négligés, les lacunes furent, provisoirement et pour le temps de notre service à terre, remplies en partie par des officiers d'infanterie.

J'avais pour chef de bataillon un excellent homme, nommé Prévile ; peu militaire, il avait fait ses campagnes à Paris comme officier chargé du recrutement de l'arme.

Ce fut aux environs de Naumbourg, ville située sur la route de Francfort à Leipsick, que notre premier bivouac eut lieu ; c'était le signal de l'approche de l'ennemi et ce ne fut pas sans émotion que je vis à deux lieues de là, à Weissenfeld, les traces du bivouac de l'avant-garde russe qui s'était retirée à notre approche. Il y avait aux environs quelques cadavres laissés sur place à la suite d'une affaire qui s'était passée entre

•

la division russe commandée par Wintzingerode et le troisième corps français, division Souham, affaire de mauvais augure, car le maréchal Bessières, commandant la cavalerie de la garde impériale et ami intime de Napoléon, y avait été tué par un boulet perdu.

Le lendemain, 2 mai 1813, l'armée se mit en mouvement sur Leipsick, notre corps faisant arrière-garde; mais l'on s'aperçut que l'ennemi, au lieu de se concentrer autour de Leipsick comme on le croyait, faisait une diversion sur la droite de l'armée qu'il cherchait à tourner; ordre fut aussitôt envoyé au sixième corps d'armée de se porter à travers champs et au pas de course sur la droite, où le général en chef ennemi Wittgenstein avait rassemblé une formidable artillerie et toute sa cavalerie pour couper la retraite des Français, dont le gros de l'armée se trouvait arrêté à Lutzen par les forces ennemies.

Nous nous trouvions ainsi, le sixième corps, exposés, afin de protéger le reste de l'armée, à une puissante attaque, et fûmes obligés de soutenir de pied ferme et pendant environ quatre heures de temps, sept charges de cavalerie, plus une grêle incessante de boulets et de mitraille qui nous décimait. Nous n'avions pour nous soutenir ni artillerie ni cavalerie, l'artillerie ayant été concentrée au centre de l'armée, et la cavalerie, détruite dans la retraite de Russie, n'ayant encore pu être réorganisée.

Je ne cache pas que le premier membre que je vis emporter par un boulet me fit une fort désagréable im-

pression, et que, malgré toute mon ardeur martiale, je me serais trouvé plus à l'aise à une distance plus respectable des canons ennemis. Je finis cependant par surmonter passablement cette première émotion ; il n'y avait d'ailleurs pas moyen de changer de position ; et, comme on se fait à tout, le spectacle continu des hommes frappés à mon côté, dont les cervelles rejaillirent plus d'une fois sur moi, le tonnerre toujours roulant de centaines de canons, le sifflement des projectiles, les hourras des charges de cavalerie, le bruit de la mousqueterie, les cris des blessés, tout cela causait un assourdissement et une excitation tels qu'on ne songeait plus à sa propre conservation.

Je vis le moment où nous allions être forcés à la retraite ou mis en déroute et tournés par des forces supérieures, affaiblis par un combat si disproportionné ; heureusement alors le corps d'armée du général Bertrand arrivant d'une position éloignée et à marche forcée à notre secours, vint appuyer notre droite menacée et faire reculer l'ennemi ; l'avantage restait aussi aux Français à Lutzen, centre de l'armée, en sorte que, la bataille gagnée, nous eûmes un répit bien nécessaire pour nous rajuster. Je me trouvai fort heureux d'en être quitte pour la contusion que me causa sur la nuque une balle de mitraille frappant de biais sur le collet rembourré de ma capote ; le coup m'avait violemment jeté le nez en terre, et en me relevant j'avais eu un avant-goût de mon décès en trouvant

mon lieutenant qui s'était mis à la tête de ma compagnie, persuadé que j'étais tué.

La bataille de Lutzen fut glorieusement gagnée par une armée de jeunes conscrits, mais l'absence de cavalerie en rendit nuls les résultats, et si nuls que, craignant la nombreuse cavalerie qu'avait par contre l'ennemi, nous fûmes obligés de passer la nuit formés en carrés sur le champ même de la bataille. Bien nous en prit, car à dix heures du soir et par une profonde obscurité nous entendîmes soudain le piétinement des chevaux, la trompette sonnait la charge, et fûmes cernés par la cavalerie ennemie bien déconcertée de nous trouver sur nos gardes ; la surprise était manquée, et, après avoir galopé deux ou trois fois autour des carrés en déchargeant ses pistolets, elle fut réduite à se retirer laissant de nombreuses victimes du feu de notre mousqueterie.

Nous fûmes opposés dans cette échauffourée à un corps de cavaliers volontaires organisé à Berlin, jeunes gens de bonne famille et supérieurement équipés ; plusieurs vinrent tomber au milieu de nos carrés.

L'expérience d'une grande bataille m'apprit combien y est passif le rôle d'un officier subalterne ; enclavé dans un rang, il n'a le plus souvent que le mérite de la patience, rarement celui du courage actif ; à ce prix le plus lâche peut se croire un héros. Il ne connaît ordinairement ni les lieux, ni la force des armées, ni leur position générale, ni le but des opérations, et il est réduit à s'admirer après coup, pour des

exploits dont il ne se doute pas, dans des bulletins boursoufflés, tandis que l'honnête bourgeois lisant la gazette les pieds sur le chenêt, sait mille fois mieux que lui ce qu'il a fait lui-même.

De Lutzen l'armée se dirigea sur Dresde à la poursuite de l'armée russo-prussienne qui se retirait en très-bon ordre gardée par sa cavalerie ; à Dresde même l'avant-garde fut obligée de se canonner pendant tout un jour avec les Russes qui avaient fait sauter une arche du beau pont sur l'Elbe.

Nous primes à Dresde du 10 au 12 mai un repos bien nécessaire, car il ne faut pas oublier que nous étions à notre début de la vie des camps et des batailles, et ce début avait été aussi brusque qu'il était rude. Outre les coups de l'ennemi nous avions eu la fatigue de marches incessantes et surtout la privation de toute distribution régulière de vivres : plus, des nuits passées à la belle étoile.

Notre inaction ne fut pas longue, et le 12 mai nous étions en marche sur la route de Bautzen et traversions les rues chaudes et dévastées de la petite ville de Bischofswerda, entièrement brûlée dans les combats d'avant-garde ; le 13 nous arrivâmes en vue de Bautzen, jolie ville située sur la Sprée au fond d'une vallée couronnée par des hauteurs. Le coup d'œil qui s'offrit à nous était magnifique et tel que dans une vie d'homme on en rencontre rarement. La vue embrassait de part et d'autre de la vallée deux armées établies en présence l'une de l'autre et comptant chacune près de cent mille

hommes. C'étaient à perte de vue des armes reluisantes et des colonnes de poussière élevées par les corps qui prenaient position ; les avant-postes respectifs étaient presque en contact, séparés par un cours d'eau étroit et peu profond. De près, l'agitation de cette multitude réunie, des chevaux, des voitures allant dans tous les sens, des fourrageurs partant et d'autres revenant chargés de la dépouille des villages voisins, des alertes vraies ou fausses causées par la proximité de l'ennemi, et qui faisaient prendre les armes, tout ce brouhaha, en un mot, répété sur une étendue de près de trois lieues, était un étourdissant spectacle.

L'armée russo-prussienne s'était donc arrêtée à Bautzen, ville qu'elle occupait et avait fortifiée, se développant du reste sur la rive droite de la Sprée et nous offrant la bataille.

Notre inaction ne pouvait durer longtemps, car la concentration de tant d'hommes sur une étroite zone de terrain amenait la disette des vivres et forçait les soldats à se répandre au loin pour la maraude, où ils s'exposaient à être pris par les cosaques, ce qui fut le cas pour plusieurs.

Le 20 mai, à l'aube du jour, Napoléon parcourut la ligne avec son état-major pour reconnaître la position de l'ennemi ; c'était le présage de la bataille, bataille prévue et méditée pendant plusieurs jours et non improvisée comme l'avait été celle de Lutzen. Ainsi, de tant d'hommes encore pleins de vie, plusieurs, dans quelques heures, allaient être des cadavres ; mais aucun

d'eux ne paraissait se préoccuper de cette pensée, chacun croyait avoir un bon lot dans cette loterie de vies humaines : enthousiasme pour l'empereur, victoire assurée, voilà tout ce qui entraînait alors dans l'esprit du soldat français, soldat d'action, peu penseur de son naturel, né pour le succès, qui n'est point fait pour les idées sérieuses ou philosophiques, et avec lequel on peut tout entreprendre, mais à charge de réussir.

Notre corps d'armée occupait le centre de la ligne en présence de la ville de Bautzen; une canonnade engagée sur l'extrême gauche par un corps envoyé pour tourner l'ennemi, commença l'action. Nous eûmes mission de nous emparer de Bautzen, et pour cela il fallut défiler sous le feu d'une formidable batterie qui en défendait les abords et que nous dûmes prendre à revers après avoir traversé à gué la Sprée. Cette manœuvre réussit, mais elle nous coûta bien des hommes; la batterie tournée fut évacuée et nous nous trouvâmes formés en bataille sur la gauche de la ville que nous fîmes occuper sans beaucoup de peine. Je ne puis m'empêcher de citer ici une manœuvre d'un autre genre de notre colonel : il avait fait distribuer avant la bataille des effets d'habillement à la troupe, mais d'une manière incomplète, comptant sans doute que la mort viendrait à son aide pour justifier ou plutôt pour embrouiller ses états de livraison, soldant à son profit dans tous les cas; il eut raison, matériellement parlant, et ceci me rappelle qu'une de mes distractions pendant que le boulet décimait ma compagnie, fut de

prélever sur les tués les objets qui manquaient aux vivants.

Après cinq heures de combat et après avoir essuyé quelques charges de cavalerie, nous prîmes position, à la nuit, devant l'armée ennemie qui n'avait fait que se retirer sur une seconde ligne choisie et fortifiée à l'avance ; ce n'était donc que demi-ouvrage fait et nous avions la certitude de recommencer la danse le lendemain.

Il fallait bien que l'honneur militaire soutînt les soldats, car la journée s'était passée sans manger autre chose que quelques malheureuses pommes de terre pillées de la veille, et il n'était pas question de renouveler la provision sous le feu de l'ennemi.

Le lendemain 21 mai, Napoléon vint au point du jour, sans état-major, descendre de cheval devant notre régiment, et braquer sa lunette sur les corps ennemis ; je le vis parler au général Compans dont il tira l'oreille, signe ordinaire de sa satisfaction ¹.

Devant nous était une énorme batterie russe de gros calibre, dûment fortifiée ; placé, comme la veille, au

¹ Voici un trait de l'empereur que nous reproduisons tel que nous l'avons recueilli de la bouche de l'auteur. « En passant
« ses troupes en revue, l'empereur se plaisait parfois à sur-
« prendre ses officiers par des questions faites à l'improviste.
« Si l'on répondait avec promptitude, et surtout avec assurance
« et décision, les réponses quelles qu'elles fussent étaient
« agréées ; mais l'officier qui avait le malheur d'hésiter, ne fût-ce
« qu'un instant, quel que fût d'ailleurs son mérite, était perdu
« sans retour dans ses papiers. » (*Éd.*)

centre de la ligne, notre corps d'armée avait ce jour-là la mission de faire devant lui une fausse attaque et de tenir bon tandis que la véritable attaque aurait lieu sur la gauche par le corps du maréchal Ney ; ceci explique pourquoi toute la journée se passa de notre part à recevoir passivement des boulets l'arme au bras. Comme à Lutzen notre perte fut grande ; une batterie d'obusiers nous inquiéta surtout ; les obus pleuvaient au milieu de nos carrés, qui étaient obligés de se coucher pour attendre le moment où le projectile aurait éclaté. Plus d'une fois placé dans la ligne de tir d'un boulet, j'évitai le coup par un mouvement latéral ; je ne puis oublier dans cette sanglante boucherie deux incidents qui me firent une impression particulière : Je vis un vieux soldat dont la cuisse venait d'être atteinte par un boulet se mettre sur son séant, couper froidement les lambeaux de chair qui retenaient encore le membre, et allumer sa pipe qu'il fumait en criant : Vive l'empereur ! — Un jeune et charmant lieutenant, arrivé depuis peu de jours de l'École de St-Cyr et appartenant à une bonne famille, voulut, malgré les avertissements contraires, sortir du carré pour voir plus à l'aise ce qui se passait ; il fut instantanément atteint d'un éclat d'obus qui lui déchira le bras, blessure mortelle. Cela me confirma dans la superstition de ne jamais changer devant l'ennemi mon poste officiel ou mon tour de service, croyant éviter ainsi d'inutiles et regrettables blessures.

La première journée fut nommée bataille de Bautzen ;

la seconde reçut le nom de bataille de Wurschen, petite ville située en arrière du camp retranché de l'ennemi, et dont la prise par le maréchal Ney décida de la victoire. Cette victoire fut infructueuse par le défaut de cavalerie, car l'ennemi, ne laissant que ses morts, se retira en bon ordre, sans perdre de prisonniers ni d'artillerie. Quoi qu'il en soit, ce fut pour nous un beau moment que celui où nous vîmes fuir ces canons qui nous persécutaient, et où nous occupâmes le camp retranché abandonné par l'ennemi.

Il faut ajouter que, ce jour-là au moins, nous avions le sentiment d'avoir bien compris la bataille, car la position d'amphithéâtre qu'occupait respectivement chaque armée laissait aisément voir et saisir l'ensemble et le résultat des manœuvres. L'empereur fut presque constamment placé en arrière de notre corps, et fit la remarque que *nous devions souffrir beaucoup* ; il faut avouer que l'ambition et l'égoïsme se réjouissaient quelquefois de ces pertes, et que ce n'était pas toujours par pure commisération que les jeunes officiers comme moi s'informaient soigneusement après l'affaire de la santé de leurs supérieurs.

Le 22 mai nous vit de bonne heure sur les traces de l'ennemi ; le sixième corps n'étant pas à l'avant-garde, nous n'eûmes qu'à marcher et non à combattre ; nous étions à la droite de l'armée, côtoyant les montagnes de la Bohême, et ayant devant nous Wittgenstein, qui se retirait sur Breslau. Nous arrivâmes ainsi à Jauer, près de Schweidnitz, à une quarantaine de

lieues de Bautzen, le 29 mai. Je souffris beaucoup, dans cette circonstance, de la privation de sommeil ; je souffrais aussi de la visite d'une nouvelle connaissance, la vermine, qui me fut inoculée par la paille des bivouacs où les Russes nous avaient précédés. Il m'arriva souvent alors de rêver en marchant et même de tomber endormi ; le soldat atteint ainsi du sommeil tombait aussi, ou laissait souvent échapper son fusil. La halte de la nuit, halte tardive, partagée entre les devoirs de la garde et l'obligation de s'abriter et de se nourrir, reposait bien peu. Un commandant de compagnie avait en outre le souci de voir ses soldats, harassés ou affamés, se disperser en route et de n'arriver au bivouac qu'avec la moitié ou le quart de la compagnie. Alors même, force était d'envoyer officiellement à la maraude ce qui restait de troupe, pour piller dans les villages voisins bois, paille et vivres ; puis il fallait préparer avec les matériaux ainsi rassemblés un abri, c'est-à-dire une espèce de toit suffisant pour couvrir au moins la tête du soldat couché sur la paille, puis il fallait cuire les aliments, à supposer qu'il y eût et du bois à brûler et des aliments à cuire, ce qui n'arrivait pas toujours. Enfin, après un frugal repas, on prenait un tardif repos, bientôt interrompu, au jour naissant, par le tambour qui appelait la troupe à rester sous les armes pendant que des reconnaissances de cavalerie allaient observer la position de l'ennemi.

Les gardes de police et d'avant-poste se fournissaient par compagnies entières, et l'on y faisait un service

que dictait bien plus l'instinct de la propre sûreté que des règlements ignorés par les officiers supérieurs eux-mêmes. Je ne me rappelle pas, par exemple, avoir jamais donné ni reçu un mot d'ordre pendant toute la campagne.

Le défaut de distributions régulières relâchait nécessairement les règles de la discipline ; il se formait sur les derrières de l'armée des corps de traîneurs, bien plus redoutés par les malheureux habitants que l'armée elle-même.

Les officiers, tout en déplorant la maraude, ne pouvaient vivre qu'en prenant une part dans le pillage de leurs soldats.

On comprend que cela changeait assez les rapports du chef au subordonné, et que, s'il y avait moins de sévérité que dans la vie de garnison, il y avait par contre plus d'intimité. Une compagnie devenait une espèce de famille où l'on s'aidait par bienveillance encore plus que par devoir, et rien n'était malheureux quelquefois comme un officier d'état-major sans troupe. Je n'ai point conservé, pour ma part, un souvenir désagréable de cette manière d'être les uns vis-à-vis des autres, quoique je ne me sois jamais complètement départi d'une sévérité qui était dans mes allures.

La différence est grande, en général, entre la théorie réglementaire et la pratique sérieuse du métier de militaire en campagne. Il faut, dans la vie de garnison, occuper les loisirs du soldat, et le rompre à la discipline par mille devoirs minutieux qui se désappren-

nent à la guerre, où tout prend la forme nouvelle que dictent les circonstances et l'impérieuse nécessité; c'est une autre école, mais une école intelligente qui tend à son but par le chemin le plus court et dont les leçons se gravent pour toujours dans la mémoire. On paraît disposé, dans l'époque actuelle, à mettre davantage en harmonie le régime de la paix et celui de la guerre; on sent la nécessité de simplifier un peu les complications du service, de rendre l'uniforme moins gênant et moins chargé d'inutiles superfluités, d'élaguer enfin bon nombre de manœuvres d'esplanade, et de se borner à ce qui se pratique devant l'ennemi.

Ce que j'ai vu en 1813 est bien propre à justifier de telles simplifications; une armée, composée en grande partie de conscrits à peine dégrossis, se comportait en ligne avec le sang-froid et l'aplomb de vieux soldats.

Nous nous arrêtâmes en avant de Jauer pendant trois ou quatre jours, pour attendre la conclusion d'un armistice qui se traitait à Neumark, dans le voisinage de Breslau, et fut signé le 4 juin 1813. Nous retrogradâmes alors sur Buntzlau, ville de Silésie, ayant, non sans satisfaction, la perspective d'une paix qui nous permettrait de montrer en France nos lauriers.

La division Compans, dont je faisais partie, se trouva cantonnée pendant l'armistice aux environs de Buntzlau. Mon régiment occupait un bourg, nommé Gnadenberg, à deux lieues de cette ville. Ce bourg était une fondation et un établissement actuel de frères Moraves. Ma compagnie était établie dans un village attendant

au bourg, dont les habitants avaient fui, et où il ne restait que quelques gens âgés. Dans la ville même de Buntzlau, la partie civile de la population avait émigré, dans la crainte ou la haine des Français.

L'armistice fut regardé avec raison, par ceux qui se mêlaient de politique, comme une grande faute de l'empereur. Il n'avait, de la part des alliés, d'autre but que celui de se réorganiser et de se renforcer en attirant à eux l'Autriche, neutre jusqu'alors, et dont l'épée allait faire pencher la balance de leur côté. L'armée française, peu initiée aux secrets de la diplomatie, vit la trêve avec plaisir, car elle était fatiguée.

Notre maréchal, Marmont, paraissait lui-même un peu las de la guerre; il avait du courage, mais peu de bonheur, et plus tard sa capitulation de Paris en 1814 a prouvé qu'il préférait la paix quand même à la guerre pour son empereur.

J'ai rarement vu de figure plus sombre que la sienne; une barbe et des cheveux fort noirs contribuaient à cet effet; ses lèvres, enfin, ignoraient le sourire. On ne pouvait, du reste, lui contester la bravoure; il avait, ainsi que les généraux Compans et Pelleport, un imperturbable sang-froid au milieu du feu le plus terrible, et les uns ni les autres ne trahissaient alors la moindre émotion.

Marmont avait souvent été blessé à la guerre; lorsqu'il prit le commandement de notre corps d'armée, il avait encore le bras en écharpe d'un éclat d'obus reçu

à l'armée d'Espagne. Mais le courage militaire tout seul ne suffit pas aux officiers généraux : il faut qu'ils sachent en outre exciter le soldat par des mots heureux et par un air d'assurance et de gaité. C'est ce que ne faisait pas le duc de Raguse ; aussi, pour cela, le regardait-on avec une complète indifférence.

Le général de Pelleport était un homme de grand mérite. Il commandait notre brigade depuis le passage à Dresde. Il a, depuis la paix faite, été en grande faveur comme lieutenant général, ayant figuré dans le comité directeur de l'infanterie, et a été l'un des meilleurs inspecteurs de cette arme.

Parfaitement instruit lui-même, il tenait à s'assurer personnellement de l'instruction de ses subordonnés. Il contrastait avec notre colonel, ordinairement invisible (sans être enchanteur), et grondeur par habitude et sans motif.

Le général de Pelleport m'a souvent donné des marques d'intérêt dont je garde un précieux souvenir, car j'ai le sentiment que la flatterie, qui n'est pas mon faible, n'y eut aucune part. Plein d'humanité envers les victimes de la guerre, il avait l'urbanité d'un homme bien élevé, sans jamais se départir de la tâche peu facile de veiller à la régularité du service. Il était difficile de ne pas l'estimer, et on ne pouvait l'estimer sans l'aimer en même temps.

Quant au major, la guerre ne faisait qu'ajouter à ses défauts. Il reçut, au début de la campagne, quelques éloges pour une expédition dont il s'était bien tiré ; son

orgueil naturel s'en était accru au plus haut point, et sa brutalité ordinaire tournait à la férocité. Je l'ai entendu un jour, à la fin d'une marche très-fatigante, donner l'ordre à un sous-officier d'administrer des coups de baguette à un soldat qui s'était laissé arriérer, et celui-ci n'exécutant qu'à contre-cœur cet acte de sévérité outrée, j'ai vu le major descendre de cheval, saisir une baguette de fusil, et rouer lui-même de coups avec cette dure verge un pauvre diable exténué de fatigue; tout cela en présence de tout un régiment, qui pensait que son chef méritait la fustigation bien plus que sa victime; mais la discipline commandait un triste silence.

Ma chaumière de paysan, près de Gnadenberg, me parut un palais après cinq ou six semaines de bivouac à la belle étoile, et la paille me fit l'effet du plus confortable des lits. J'y logeais avec mes lieutenants, et nous avions en commun la jouissance d'une vache laitière, répartie du parc de la division. Je jouissais, de plus, d'une petite jument qu'un de mes soldats m'avait procurée, et dont le titre de propriété n'était, hélas! justifié que par le droit de la guerre et par l'impossibilité où je m'étais trouvé de faire, comme je l'aurais voulu, restitution au véritable propriétaire d'une prise que je n'avais point ordonnée, et dont je ne profitais qu'avec répugnance. En route, ce cheval portait ma modeste valise et celles de mes officiers; je ne le montais point. En cantonnement, il me servait à faire des courses dans les environs, surtout à Buntzlau, où

se réunissaient dans une tabagie les officiers du corps d'armée pour boire de la bière, fumer du tabac prussien et parler politique.

Le bourg de Gnadenberg n'était point veuf de tous ses habitants; les sommités seules s'étaient éloignées. Il se composait d'un quadrangle de bâtiments très-propres, construits sur un plan uniforme; au centre se trouvait l'église. Les habitants que nous vîmes étaient bons, honnêtes et serviables. Lorsque, au retour de la captivité de Russie, nous traversâmes en guenilles ce bourg que nous avions occupé en vainqueurs, ces mêmes personnes nous reconnurent malgré notre misère, et nous comblèrent de marques d'intérêt et d'offres de service, ce qui faisait leur éloge et un peu le nôtre, en prouvant que nous n'avions pas abusé de la victoire.

L'armistice fut mis à profit pour faire manœuvrer de temps à autre la division dans les champs de blé qu'on foulait aux pieds sans miséricorde; on était en pays vaincu. Le général, non content du règlement d'exercices, y ajoutait quelques manœuvres de son fait. Inutile de dire que jamais l'ennemi n'eut l'agrément d'en voir exécuter aucune, car les manœuvres réglementaires elles-mêmes étaient réduites, lorsqu'on les employait au sérieux, à leur plus simple expression. Quoi qu'il en soit, il était assez intéressant pour moi d'être exercé de cette manière en compagnie de sept à huit mille hommes, chose rare dans les exercices de garnison.

Dans une de ces manœuvres, je me trouvai à la tête

d'un peloton sur lequel devait se déployer la division tout entière. Je me croyais sûr de mon affaire, lorsqu'un malencontreux adjudant, se croyant à l'école de bataillon, vint faire arrêter le peloton à hauteur de la tête du bataillon, tandis qu'il fallait le conduire à hauteur de la tête de la division, quelques centaines de pas plus loin. Sans me rendre bien compte du but, je crus que cet adjudant agissait par ordre supérieur, et je fis halte. Mais un orage, sous forme d'un aide de camp du général de division, vint fondre sur moi et me faire remarquer ma bétise. Vint ensuite le général lui-même dans un état de furie concentrée; je crus qu'il me transpercerait de son épée, et, sans écouter ma justification, il ordonna, un peu vaguement, il est vrai, qu'on me mît aux arrêts après l'exercice. On comprit qu'il y avait là une colère du moment qui serait bientôt oubliée, et je n'ai jamais entendu parler de ces arrêts. Je ne sais si Compans, qui vient de mourir en 1845, me les a légués dans son testament comme une preuve de sa mémoire.

Il y eut pendant l'armistice une distribution de croix d'honneur, dans laquelle je n'étais point compris. J'en éprouvai un grand mécompte, parce que je voyais décoré plus d'un officier dont le mérite était équivoque; mais le colonel présentait la liste des propositions, et il ne fallait attendre de ce côté qu'une injuste partialité. Le bon Monsieur Préville, mon chef de bataillon, n'était pas complice du passe-droit, car il m'en témoigna tout son chagrin.

Ce cher colonel reçut lui-même alors une récompense non moins gracieuse pour nous que pour lui : il fut nommé général de brigade et nous quitta. Bon voyage ! J'ai appris dans la suite qu'il avait été fait prisonnier à Dresde avec le corps d'armée du maréchal Gouvion St-Cyr et qu'il était mort pendant sa captivité.

A cette époque on compléta le nombre, fort décimé par la guerre, des officiers du régiment par des officiers d'infanterie, tirés de l'armée d'Espagne. Ces messieurs avaient en général la bourse beaucoup mieux garnie que nous, ce qu'on attribuait en partie à certaines exactions envers les habitants, fort usitées à l'armée d'Espagne. Quelques-uns regrettaient même assez naïvement cette ressource, qui manquait à l'armée d'Allemagne. Je me hâte de dire, à l'honneur de mes compatriotes, que l'un d'eux faisait exception : il était Genevois et se nommait Ramu. Son grade était celui de capitaine, et on le classa précisément dans mon bataillon. On comprend que je me mis bientôt en liaison avec lui ; je le fis d'autant plus volontiers que Ramu, sans avoir précisément reçu une éducation libérale, avait du jugement, de l'expérience, beaucoup de courage et un aimable caractère.

L'armistice avait été prolongé dans l'espoir d'une pacification ; mais cet espoir se trouva déçu, et l'on devina bientôt que les hostilités allaient recommencer, lorsque l'empereur fit avancer au 10 août la célébration de sa fête, dont la date ordinaire était le 15.

Ce jour-là le maréchal Marmont, son bâton en main, comme la statue du *Festin de pierre*, et non moins grave et sombre que cette statue, passa en revue notre corps d'armée. Puis il y eut dans l'église de Gnadenberg un repas de tous les officiers de la division, où des santés assez ampoulées furent officiellement portées à l'empereur et à sa famille. Notre général Pelleport, qui n'était point bavard, le fut encore moins qu'à l'ordinaire, car il porta sans aucun commentaire la santé du petit roi de Rome, comme un soldat qui exécute sa consigne. Il aurait porté avec le même sang-froid la santé du pape, si le pape eût été en place, tant il faisait réglementairement les choses.

L'armistice expira le 16 août 1813, après deux mois et demi de durée, et notre corps d'armée quitta ses cantonnements pour reprendre le bivouac.

Le feld-maréchal Blücher commença les hostilités sur la Bober, rivière qui passe à Buntzlau. Son attaque eut lieu à Löwenberg, au-dessus de Buntzlau. L'empereur arriva de Dresde avec sa garde et repoussa Blücher, pendant que nous manœuvrions sur sa gauche pour couvrir Buntzlau.

Mais, le 23 août, arriva la nouvelle de l'invasion en Saxe d'une autre armée alliée, dont faisaient partie les forces fournies par l'Autriche, qui renonçait ainsi à sa neutralité.

L'attaque avait lieu par les montagnes de la Bohême sur Dresde. Cette nouvelle décida l'empereur à se diriger subitement, à marches forcées, avec sa garde,

sur le point attaqué, laissant à notre corps d'armée l'ordre de le suivre. Macdonald, duc de Tarente, restait en Silésie pour contenir Blücher.

En nous rendant à cette nouvelle destination, nous couchâmes sur le champ de bataille de Bautzen, encore couvert des débris de la dernière bataille. Nous l'avions quitté victorieux ; nous y revenions avec moins d'espérance, point découragés cependant. De Buntzlau à Dresde il y a environ quarante lieues, que nous fîmes en trois jours, par une pluie battante et continue, et presque sans manger. Quelques heures de halte avaient lieu, sans abri, pendant la nuit ; on se couchait dans un sillon, et l'on se réveillait le corps à moitié dans l'eau.

Que de fois j'ai pensé alors aux précautions sans nombre que l'on prend chez soi pour se préserver d'un coup de froid, que l'on n'évite pas toujours. Je n'ai pu, en y réfléchissant plus tard, m'empêcher de voir une parfaite justification du système médical hydropathique dans cette vie si mouillée, si contraire aux règles de l'hygiène, et qui, pourtant, me laissa en bonne santé. Il faut avouer cependant que plus d'un pauvre soldat, tombant exténué sur la route, aurait mal plaidé en faveur du système.

Et pourtant on n'entendait aucune plainte ! Mais on marchait au feu avec l'empereur. Cela faisait passer sur tout et partout.

Nous arrivâmes à Dresde le 26 août. On s'y battait, de l'autre côté de l'Elbe, depuis le matin, et nous en-

tendions au loin le bruit du canon et de la mousqueterie. Nous trouvâmes un abri momentané dans le faubourg, où l'on nous fit stationner, mouillés jusqu'aux os, pendant toute cette journée. Le lendemain 27, second jour de la bataille de Dresde, ce ne fut que dans l'après-midi qu'ordre fut donné au corps d'armée de traverser la ville pour se porter sur le champ de bataille par la barrière de Dippoldiswalde. L'affaire était alors presque terminée; nous en fûmes quittes pour quelques boulets perdus.

Nous eûmes, pour nous dédommager, le spectacle de la rentrée à Dresde de l'empereur, tout ruisselant d'eau, et celui d'une colonne de prisonniers autrichiens avec une batterie, aussi autrichienne. Le regard farouche de ces prisonniers, l'exaltation des Français qui les escortaient, l'enthousiasme de la population de Dresde, tout cela faisait un contraste des plus dramatiques qui ne sortira jamais de ma mémoire. De plus, après toutes ces émotions et pour y mettre le comble, on eut soin de nous faire défiler devant une redoute qui avait été prise, reprise, puis encore attaquée dans la journée, et dont les fossés étaient, à la lettre, comblés des cadavres de grenadiers hongrois, dont les figures portaient encore l'empreinte de la rage désespérée qui les avait conduits à l'assaut.

Nous bivouaquâmes, pendant la nuit du 27 au 28 août, dans l'eau et sur le champ de bataille. Le matin du 28, la pluie fit place au plus beau soleil. L'ennemi avait déménagé pendant cette nuit, et l'on nous lança

à sa poursuite dans les défilés des montagnes de la Bohême. L'empereur devait nous y accompagner ; mais, étant indisposé, il se contenta de nous voir défiler devant lui, établi, les mains derrière le dos, sur le bord de la route, en avant de sa tente et d'un énorme brasier. On le voyait comme une figure monumentale : les grosses bottes, le petit chapeau, la redingote grise, rien n'y manquait ; c'était la ressemblance exacte de son portrait ou de sa statue.

Or nous fit escalader les montagnes de la Bohême par la vallée de Dippoldiswalde, poussant devant nous l'arrière-garde ennemie, commandée par les généraux Colloredo et Chasteler, et obligée de laisser, dans d'affreux chemins détrempés par la pluie, voitures, caissons et projectiles.

Ici commença pour nous une guerre de détail, plus intéressante et non moins dangereuse que la guerre en rase campagne, car il y avait entre ces deux guerres toute la différence qui se trouve entre le courage actif et le courage purement passif.

Les deux divisions qui composaient le corps d'armée alternaient entre elles pour marcher à l'avant-garde. Presque toujours, matin et soir, il y avait un engagement, soit pour occuper la position de nuit, soit pour la quitter. En outre, si, dans sa marche, l'ennemi trouvait une position avantageuse, il nous la disputait pour retarder la poursuite.

Malgré cela, il était facile de reconnaître le désarroi dans lequel la bataille perdue avait mis l'armée autri-

chienne ; car les traîneurs, affamés et fatigués, se laissaient ramasser en grand nombre et sans résistance par nos soldats, aussi peu ménagés qu'eux-mêmes, mais bien plus alertes, et montés d'ailleurs par le succès.

Il y eut le 29 août un engagement assez vif, où nous fûmes obligés de débusquer à la baïonnette l'ennemi, qui occupait la lisière d'un bois, d'où il inquiétait nos flancs. Son canon, placé sur une hauteur voisine, nous tua quelques hommes en tirant dans l'épaisseur du fourré où nous étions.

Comme il était difficile de bien distinguer les objets dans un bois fort sombre, l'un de nos officiers, égaré de sa compagnie, fit pendant quelque temps route avec les Autrichiens qu'il prenait pour des Français. Qu'on juge de sa confusion, lorsqu'il reconnut son erreur. L'ennemi, qui avait heureusement à songer à sa propre sûreté, lui laissa le temps de faire, à la faveur des arbres, une prudente retraite.

Le 30 août, l'arrière-garde ennemie, ayant atteint le point culminant de la vallée, voulut tenir bon quelque temps avant de descendre dans la vallée de Tœplitz, où se concentrait le gros des Autrichiens.

Le bataillon dont je faisais partie, avec un bataillon de voltigeurs, fut chargé d'attaquer une hauteur occupée par des tirailleurs et du canon de montagne. L'attaque, qui réussit et où plus d'une balle siffla à nos oreilles, nous fit de l'honneur, car nous avions pour témoin le reste du corps d'armée, arrêtée au pied de

la hauteur. J'eus occasion de remarquer alors le courage de mon compatriote Ramu : il entraîna par sa détermination un nouveau chef de bataillon qu'on nous avait donné, officier d'infanterie plus bavard et présomptueux que brave dans l'occasion. Ma compagnie et celle de Ramu ayant été lancées en avant pour tirer, je pus voir de très-près combien était hardi et courageux mon compatriote.

Nous eûmes dans cette petite action le curieux spectacle d'un officier de voltigeurs à grosses moustaches, auquel le cœur avait failli, et que ses propres soldats poussaient, en l'accablant d'injures, pour le faire avancer au feu. Plus tard peut-être, le même officier aura fait retentir les murs d'un café de garnison du bruit de ses exploits dans cette journée. C'est ainsi que cela se passe souvent de la part de ces épouvantails de paix.

Le lendemain, 31 août, point de mouvement en avant, mais une fusillade continuelle dans les bois, et, le soir, ordre d'allumer de grands feux et de se mettre en retraite pendant la nuit. La cause de ce changement fut bientôt connue : c'était la défaite du général Vandamme à Culm, sur notre gauche ; elle avait eu lieu le 30 août.

La marche de nuit dans une montagne boisée fut pénible. Le sort des blessés était surtout assez triste ; on était obligé de les faire porter par les soldats et par corvée ; heurtés, renversés quelquefois, et presque

abandonnés par négligence ou mauvaise volonté, ces malheureux avaient beaucoup à souffrir.

Cependant l'ennemi ne nous inquiéta pas, et nous n'eûmes à notre suite que quelques éclaireurs de cavalerie et quelques tirailleurs.

Notre retour à Dresde était triste, comparé au départ. Il n'était plus question que de revers. Le 23 août, défaite du duc de Reggio, marchant sur Berlin; le 26, défaite de Macdonald en Silésie; le 30, défaite de Vandamme à Culm; enfin, quelques jours après, défaite de Ney à Dennewitz, sur la route de Berlin, par l'armée suédo-prussienne, qui avait déjà battu le duc de Reggio (Oudinot). L'orage grossissait évidemment sur nos têtes, et nous étions cernés par les puissantes armées des alliés, bien plus nombreuses en masse que la nôtre.

Blücher vainqueur s'avancait sur la route de Dresde, et notre corps d'armée, revenu des frontières de la Bohême, reçut l'ordre de suivre, avec la garde impériale, la route de Bautzen, où se trouvait déjà l'avant-garde prussienne.

C'était la seconde fois que nous marchions avec la garde, et si cette circonstance flattait notre amour-propre, elle avait aussi ses inconvénients; car la garde, corps privilégié, absorbait toujours, au détriment des autres troupes, ce qu'il y avait de mieux en fait de cantonnement et d'approvisionnement. C'était cependant, toute prévention à part, une admirable chose que de voir, au milieu de tous les combats, désastres

ou intempéries, un corps toujours parfaitement tenu et discipliné, marchant et se battant comme un seul homme, dont l'âme était Napoléon.

Mon nouveau chef de bataillon n'était pas méchant, mais léger et présomptueux. Il voulut, au commencement, me chicaner à tort sur quelques points de service; je le rembarrai de manière à lui en faire perdre l'habitude, et il devint charmant avec moi.

Notre excursion sur la route de Silésie ne fut pas de longue durée; partis de Dresde le 3 septembre, nous nous avançâmes au delà de Görlitz, poussant devant nous l'arrière-garde de Blücher, qui, sachant bien qu'il avait à faire à l'empereur, ne tint pas et se retira derrière la Queiss, où on le laissa en paix pour revenir à Dresde. Notre retour eut lieu le 7 septembre; nous fûmes établis jusqu'au 9 sous les murs de cette ville, dans un camp de ramées, construit avec toute l'élégance possible par la jeune garde qui nous l'avait laissé. Nous y prîmes un repos fort nécessaire et fort agréable par les ressources qu'offre une grande ville; mais ce repos ne fut pas de longue durée, car, le 9 septembre, notre corps d'armée fut envoyé en observation sur la route de Torgau, avec toute la cavalerie commandée par Murat, roi de Naples.

Nous étions destinés à empêcher la jonction de l'armée de Silésie, commandée par Blücher, avec celle de Berlin, commandée par Bernadotte, prince royal de Suède, qui combattait ainsi ses anciens compatriotes. Nous stationnâmes à Grossenhain, sur la rive droite

de l'Elbe, à environ dix lieues de Dresde. J'eus l'occasion de voir là Murat en chapeau retroussé, garni de plumes blanches, bottines jaunes, habit fantasquement garni de broderies; tout cela, relevé par une figure mâle, faisait bien à la tête de la cavalerie, mais contrastait un peu trop théâtralement avec les habits poudreux d'une armée fatiguée.

Notre station à Grossenhain se passa en reconnaissances sur la ligne de l'Elster que garnissait l'armée de Blücher. Il m'arriva de commander un jour deux compagnies détachées du bataillon pour appuyer un régiment de chasseurs à cheval chargé d'éclairer le pays assez boisé. Je fus mis pour cela sous les ordres d'un vieux général de cavalerie, dont j'ai oublié le nom, et qui surveillait l'opération. Au bout d'un certain temps, la reconnaissance paraissant terminée, et mes soldats, tenus depuis longtemps sous les armes, mourant de fatigue et de faim, j'allai, de concert avec Ramu, capitaine de l'autre compagnie, prier le vieux général de nous libérer en nous renvoyant au camp; celui-ci, croyant ou paraissant croire que nous voulions l'abandonner aux Prussiens lui et ses cavaliers, nous reçut fort mal, disant qu'il ferait son rapport d'une démarche qu'il regardait comme contraire à la discipline; cette colère nous parut assez ridicule et nous ne nous en émûmes pas plus que de la menace, sachant à quoi nous en tenir sur ces bouffées capricieuses. Nous eûmes raison, car le rapport du vieux général est encore à faire, et, qui plus est, celui-ci, honteux

sans doute de nous avoir oubliés, mais, comme de raison, ne pouvant en convenir, nous fit partir trois minutes après son algarade. Ainsi va la guerre. Ramu aimait toujours à me rappeler la colère de commande du vieux général et notre surprise pleine de candeur.

Ce fut dans le camp de Grossenhain que j'eus un beau jour, la troupe étant sous les armes, la joie de m'entendre appeler pour recevoir la décoration de la Légion d'honneur. A vingt-cinq ans un pareil hochet fait nécessairement plaisir, et je jetai plus d'un coup d'œil, les premiers jours, sur ma boutonnière. Heureux âge où l'on n'est encore blasé sur rien ! Que de désenchantements j'ai eu dès lors ! Le moindre n'a pas été de voir cette décoration que j'avais obtenue au risque de ma vie sans l'avoir demandée, prodiguée depuis à l'intrigue, à la courtisannerie de tant de gens qui seraient embarrassés d'énumérer leurs mérites.

Blücher ayant passé l'Elbe, loin de nous, le 3 octobre, ce mouvement força le sixième corps à repasser lui-même le fleuve à Meissen, puis à se diriger sur Düben où nous restâmes trois jours, en face de cette ville, en présence des avant-postes ennemis, dont nous séparait la rivière appelée la Mulde. L'empereur nous rejoignit là, le 10 octobre, avec sa garde, mais Blücher se retira à son approche et nous occupâmes Düben.

Napoléon séjourna à Düben jusqu'au 15 octobre ; pendant ce temps il dirigea sur Leipsick notre corps d'armée, parce qu'il apprit que les forces alliées se concentraient sur ce point.

Nous trouvâmes réunis à Leipsick les corps du duc de Bellune, du duc de Castiglione et du général Bertrand; l'empereur nous y suivit bientôt avec le reste de l'armée. Après beaucoup de contre-marches autour de Leipsick, nous prîmes position au nord de la ville autour des villages de Möckern et d'Euteritsch, ayant à dos la Partha et chargés de tenir tête à l'armée que commandait Blücher, forte de 70,000 hommes par l'adjonction des corps de Sacken et de Langeron.

Nous étions en position autour de vastes fabriques ayant une vue assez étendue sur le futur champ de bataille; des avant-postes de cavalerie se faisaient déjà une petite guerre peu meurtrière et qui ne ressemblait pas mal à un jeu de théâtre.

Le jour néfaste du 16 octobre 1813 parut enfin. Nous étions, comme je l'ai dit, au nord de Leipsick dans une situation assez isolée du reste de l'armée dont nous formions l'extrême droite. A 9 heures du matin le canon se fit entendre vers le centre de l'armée, c'était l'attaque commencée par les alliés contre le village de Wachau occupé par les Français; nous prîmes les armes et fûmes rangés en bataille sur une hauteur au pied de laquelle se montraient déjà des forces imposantes. Nous n'avions, pour nous appuyer dans notre position éloignée et exposée à une puissante attaque, qu'une seule division du corps du maréchal Ney; les deux autres divisions de ce corps devaient former notre ligne de réserve et auraient peut-être sauvé la journée en nous évitant une défaite et la captivité; mais

le maréchal Ney eut la malheureuse idée de les envoyer au centre de l'armée, où elles ne furent d'aucune utilité à cause de leur tardive arrivée. Ainsi 25,000 hommes et la cavalerie peu nombreuse du corps du maréchal Ney se trouvaient exposés sans appui au choc de près de 70,000 hommes. Tandis que nous prenions position, Ramu trouva moyen de me dire : « La journée sera chaude; si je suis tué ou blessé, soignez mon schako; j'y ai placé des papiers qui ont pour moi de l'importance. » On verra l'usage que je fis de cette recommandation.

Rien de plus solennel que le dispositif de la bataille, soleil brillant, profond silence ; on nous déploya en ligne comme pour une revue, nous faisant placer sur deux rangs au lieu de trois, afin de faire paraître un front plus grand, ce qui était mauvais signe.

J'entends encore le porte-drapeau, nommé Mutel, demander s'il ne conviendrait pas de mettre l'aigle dans sa fourre parce que son éclat au soleil présentait un point de mire à l'ennemi, et le major lui répondre du plus haut de sa voix, qu'en un si beau jour on ne pouvait trop faire briller l'aigle impériale. Je crois que Mutel et beaucoup d'autres ne trouvaient pas qu'à tout prendre le jour fût si beau.

Mais bientôt au calme profond succéda le fracas de la canonnade et de la mousqueterie; notre unique batterie d'artillerie est écrasée en un clin d'œil par la formidable artillerie de l'ennemi, et pour comble de malheur un caisson rempli d'obus chargés prend feu

et vomit la mort autour de lui ; les tirailleurs sont obligés de se replier devant des forces supérieures ; afin de recevoir la cavalerie qui s'approche, on nous fait quitter l'ordre de bataille, pour nous former en masse par bataillons, mais la mitraille ne nous laboure que plus profondément ; nous tenons bon cependant, espérant que des troupes de réserve viendraient nous soutenir ; vain espoir ! Cependant un régiment de chasseurs à cheval fait une démonstration pour charger l'ennemi et surtout son artillerie, mais il n'a pas fait vingt pas en avant qu'il tourne bride et nous laisse à notre malheureux sort.

Nous voilà donc abîmés de plus en plus par la mitraille, toujours en ligne par bataillons en masse ; aucun ordre ne nous vient, le commandement d'aucun chef ne se fait entendre, nous sommes en quelque sorte abandonnés sur le champ de bataille.

Ceci s'explique par le fait que le maréchal Marmont et le général Compans étaient blessés ; je ne sais trop si Pelleport l'était aussi ; en tout cas je ne le vis plus ; quant à mon petit chef de bataillon rodомont, invisible ! j'ai su depuis qu'il avait pris prétexte d'une égratignure pour se retirer honteusement de la mêlée, ainsi que le lieutenant de ma compagnie, tout cela sans mot dire. Si le major qui commandait le régiment ne donna signe de sa présence, c'est qu'il était sans doute ahuri par la tourmente ; il ne se sauva pas du moins et nous le retrouverons captif.

Cependant les bataillons d'infanterie prussienne s'ap-

prochaient tellement, à l'aide de leur artillerie et de notre immobilité, qu'ils se confondaient avec les nôtres ; si bien qu'un adjudant du régiment, nommé Mourgue, les prenant pour français, à cause de leurs capotes bleues, semblables aux nôtres, s'en fut officieusement au devant de l'un d'eux pour le prévenir qu'il tirait mal à propos sur ses compagnons ; il fut fort heureux d'en être quitte pour être pris au collet, et m'a lui-même raconté le fait étant en captivité.

La position devenait intenable : outre l'artillerie, qui nous tuait à bout portant, une formidable cavalerie attendait immobile, à vingt pas, le moment de notre déroute pour s'élancer sur nous, comme le tigre qui guette sa proie. Les compagnies se désorganisaient, et bientôt les bataillons, pelotonnés sur eux-mêmes, n'offrirent plus que des amas informes, d'où partaient encore quelques coups de fusil, et sur lesquels les officiers n'avaient d'influence qu'en restant eux-mêmes et retenant matériellement les soldats. Cela ne pouvait durer longtemps : l'instinct de la conservation, quoique mal inspiré dans la circonstance, devint enfin plus fort ; on se débanda en fuyant. Entraîné dans le premier moment par le torrent, je vis bientôt que toute retraite était impossible au fantassin devant la cavalerie, et que, mourir pour mourir, autant valait du moins se donner la consolation de voir venir le coup. Je fis donc volte-face, bien résigné à mon sort ; mais je n'eus guère le temps de philosopher, car, prompt comme la foudre, un hussard prussien me porta un coup

de sabre sur la tête; le coup, en partie paré par le schako, me fit au front, au-dessus du sourcil droit, une superbe balafre, plus étendue que profonde, car l'os ne fut pas entamé; puis, rencontrant ma main droite, qui tenait mon épée, en coupa le pouce à la première phalange. Jeté ensuite à terre par le choc du cheval, je passai sous les pieds de tout un escadron, dont les chevaux m'enjambèrent sans me toucher; puis je fus sur le point d'être écrasé par une batterie d'artillerie, dont les roues effleurèrent ma tête. Tout cela se passa en moins de temps qu'on n'en met à lire cette courte description, c'est-à-dire deux ou trois secondes, car à la guerre *les morts vont vite*, comme dit la ballade.

Je ne me sauvai de cette scène de carnage que pour tomber dans celle, moins dramatique, du pillage, dont les acteurs étaient de sauvages Cosaques suivant à la piste les combattants; blessé et encore gisant par terre, ma bourse, ma montre, mes épaulettes me furent lestement enlevées, et mes habits y auraient aussi passé sans l'intervention d'un officier prussien, chargé de rassembler les prisonniers; je n'y perdis que mon schako.

Au moment de la déroute, le brave Ramu se trouvait à mes côtés, et je le vis tomber, le pied traversé par une balle. Ma mémoire me servant trop bien dans cet instant, je crus faire pour le mieux en me conformant à sa recommandation et prenant son schako. En cela je fus malheureux, car, n'ayant pu conserver ma propre coiffure, je pus encore bien moins sauver celle de Ramu au milieu de la bagarre que je viens de raconter.

En retrouvant le lendemain ce cher Ramu que j'avais cru mort, et qui était captif comme moi, blessé et, par ma faute, veuf de son schako, et surtout du contenu, qui lui eût été doublement précieux, j'éprouvai un vif regret et lui fis de sincères excuses de ma maladresse. Cet excellent homme prit la chose au mieux; il m'apprit dans la suite qu'il n'avait rien perdu financièrement, les lettres de change ou de crédit confiées au schako lui ayant été plus tard payées sur les attestations qu'il avait fournies.

Revenons au champ de bataille. Je perdais beaucoup de sang; un de mes sergents, grièvement blessé lui-même, eût encore la générosité de me forcer à prendre son foulard pour bander ma plaie à la tête; mon propre mouchoir enveloppa ma main. Ce foulard a été ma seule coiffure jusqu'à Königsberg.

Telle fut ma dernière bataille, qui termina la première journée de celle de Leipsick.

L'armée française s'était maintenue dans ses positions, autres que celle qu'occupait notre corps d'armée, trop faible pour résister à l'attaque dirigée contre lui. L'empereur, qui n'aimait que le succès, fut d'abord de fort mauvaise humeur de cet échec, et publia un bulletin où il ne ménageait pas notre corps; mais bientôt la vérité se fit jour, et l'on nous rendit justice lorsqu'on sut qu'abandonnés contre des forces triples, nous nous étions fait prendre ou tuer à notre poste; on ne pouvait demander davantage. Aussi, voici comment le baron Fain, secrétaire du cabinet de l'empereur à cette

époque, s'exprime, dans la relation qu'il a publiée de cette journée en 1824, sous le titre de *Manuscrit de 1813* :

« Les détails qu'il [Napoléon] reçoit des pertes du
« duc de Raguse sont d'une gravité affligeante. Cette
« armée est restée pendant cinq heures sous le feu de
« plus de cent pièces de canon. L'élite de nos régi-
« ments de marine a péri; les généraux Compans et
« Frederich et le duc de Raguse lui-même ont été
« blessés. »

Et ailleurs :

« Au nord de Leipsick, la bataille a été soutenue
« avec non moins d'acharnement que dans la plaine du
« midi, et quoique le résultat en soit défavorable, l'ex-
« trême disproportion du nombre jette ici un nouvel
« éclat sur les armes françaises. On s'est battu yingt
« contre soixante..... Le prince de la Moskowa et le
« duc de Raguse n'ont pas craint de tenir tête, avec
« leur faible armée, aux trois armées réunies de Blü-
« cher, et la lutte a duré toute la journée.....

« Nos braves ont tenu avec une telle vigueur dans
« les villages de Möckern et de Grosswetteritz que les
« armées d'York et de Langeron, lasses d'attaquer,
« ont fini par appeler le secours de Sacken et de sa
« troisième armée. »

Notre régiment fut à peu près détruit dans cette affaire; le major qui le commandait et l'aigle furent pris; tous les officiers, sauf ceux qui prudemment s'étaient retirés avant la débâcle, furent pris ou tués. Les

autres régiments d'artillerie de marine souffrirent moins, ne se trouvant pas comme nous à l'extrémité de l'aile attaquée. Notre porte-drapeau Mutel, qui fut ramassé avec son aigle et conduit, ainsi que moi, en Russie, m'a raconté souvent que, voyant la mal-emparée, il avait cassé le bâton de l'aigle et mis l'animal sous son manteau, afin de le cacher, si possible; mais, atteint par la cavalerie, sa bosse factice n'en avait point imposé, et l'aigle et le manteau avaient servi de trophée aux ennemis; lui-même, gros garçon fort enjoué, s'en était tiré sans blessure, ce qui faisait une petite ombre à l'héroïsme du porte-drapeau, qui aurait eu meilleure façon étant mort ou blessé; mais il ne s'affectait pas outre mesure d'avoir conservé sa vie et ses membres.

Le soir du 16 octobre j'arrivai de nuit, avec un certain nombre de prisonniers, dans la petite ville de Schkeuditz, située à peu de distance de la frontière de Saxe, sur la route de Halle; impossible de reconnaître personne, à cause de l'obscurité; on nous enferma pêle-mêle et horriblement entassés, valides, blessés et mourants, dans l'église du lieu, où je passai la plus triste nuit du monde, couvert de sang, mon pouce pendant à un lambeau de chair, ayant soif et faim, et au milieu des cris et des gémissements d'autres blessés.

Le matin, on fit sortir les blessés pour les panser dans une ambulance voisine; je fus du nombre, et en entrant dans ce local, la première personne que je reconnus fut le major, parfaitement intact; masqué par

le sang comme je l'étais, il ne dut pas me reconnaître au premier abord; quoi qu'il en soit, je regardai, sans lui dire un mot, cet objet de mon mépris, et ne tardai pas à trouver des connaissances plus intéressantes au milieu des autres officiers du régiment, dont plusieurs se trouvaient dans un bien triste état. J'ai déjà dit que de ce nombre était mon compatriote Ramu.

On ne mit pas beaucoup de façons à panser mes blessures; un carabin, avec une paire de ciseaux de tailleur, me coupa ce qui retenait encore mon pouce, me mit un peu de charpie et un léger bandage à la main et à la tête, et déclara que j'étais en état de faire route, déclaration conforme à mes désirs; car, en voyant tant de blessures beaucoup plus graves, je ne sentais pas les miennes, et l'idée de rester au milieu des amputés et des mourants me faisait frémir.

Pendant que l'on nous pansait ainsi, les prisonniers plus valides restés dans l'église étaient soumis à un second pillage de la part de sous-officiers ou de soldats prussiens, échappés, j'aime à le croire, à la surveillance de leurs officiers, et qui s'emparaient sans façon de l'argent et des habits sauvés du champ de bataille; ma bonne étoile m'évita ce désagrément, et je lui dois d'avoir ainsi conservé un surtout qui me fut de la plus grande utilité pendant ma captivité. Bref, je fis partie d'un grand convoi d'officiers et de soldats, la plupart de mon arme, et je me mis en route sous la garde d'un détachement d'infanterie prussienne, laissant à Schkeuditz mon pouce (auquel on aura donné, je l'espère, une

honorable sépulture), plusieurs camarades invalides, dont Ramu, et des rues encombrées de chariots amenant les Russes et les Prussiens blessés la veille, dont les cris s'entendaient au loin.

Le 17 octobre 1813, nous arrivâmes à Halle, dans un fort triste état, mourant de faim et n'ayant rien mangé depuis la veille au matin, fatigués d'ailleurs, comme on le comprend, par tant d'actions et d'aventures émouvantes. On renferma les officiers d'un côté et les soldats de l'autre, dans des bâtiments publics, où nous reçûmes quelque nourriture et de la paille pour nous coucher; je n'ai jamais mieux dormi que dans la nuit du 17 au 18; j'éprouvai le matin, en me réveillant, une machinale satisfaction de n'être plus obligé, comme au bivouac, de tirailler mes soldats au point du jour pour leur faire prendre les armes; ma captivité, l'inquiétude de mes parents, ne se présentaient qu'en seconde ligne dans mon esprit atteint de la légèreté de ceux qui m'entouraient : le moindre mieux-être ramenait parmi nous la gaité et les plaisanteries. Cette insouciance était un attribut de la jeunesse et de la vie militaire; plus sérieux, j'aurais dû songer aux dangers que couraient ma patrie, ma famille dans cette guerre acharnée de toute l'Europe; j'aurais dû surtout rendre grâce à Dieu qui m'avait conservé, au milieu de tant de dangers, une vie dont j'étais si loin d'être digne.

A dater de ce jour, nous vécûmes dans une ignorance presque absolue de ce qui se passait à l'armée; nous ne comprenions pas l'allemand, et du reste nous étions

décidés à ne croire qu'au succès de nos armes, et à traiter de mensonge toutes les nouvelles défavorables aux Français.

Notre route se continua sur Berlin ; le convoi se composait d'une soixantaine d'officiers, dont une douzaine de mon régiment, et de quelques centaines de soldats ; chaque jour à l'étape on nous enfermait ; en marche, nous étions escortés par un détachement de milice, soit landsturm.

Mes blessures, sans me rendre précisément malade, me firent assez souffrir pendant les premiers jours ; je ne reçus d'autres pansements que ceux que je m'administrais moi-même, aidé au besoin de quelque camarade. Je me faisais de la charpie avec les rognures de toile que j'obtenais de la compassion de mes logeurs.

Plus heureux que d'autres officiers, auxquels on avait pris jusqu'à leur pantalon, et qui firent en caleçon la route de Leipsick à Berlin, je n'avais, de mon habillement, perdu que le schako, et la coiffure pittoresque avec laquelle je traversai toute la Prusse était un foulard tout souillé de sang.

Comme chacun, dans ces moments de misère, s'attache un camarade de prédilection avec lequel, par un échange de services, il allège le malheur et s'en distrait, le mien était un capitaine de mon régiment, nommé Thouvenin ; à peu près de mon âge, il avait un aimable caractère, et je suis resté son débiteur, non par la bourse, car nous n'avions le sou ni l'un ni l'autre.

tre, mais par la complaisance avec laquelle il se chargeait de ce que m'interdisait mon bras en écharpe. Nous avons ainsi passé ensemble, en dépit du sort, plus d'un moment agréable; nos souffrances même nous prêtaient quelquefois à rire; c'est ainsi qu'un jour l'ami Thouvenin se sentant malade, ne mangeait point, je lui dis très-sérieusement et d'un ton pénétré: *Que vous êtes heureux, Thouvenin! vous n'avez pas faim, que je voudrais être malade comme vous!* Cette exclamation, que m'arrachait de bonne foi un estomac mal nourri, nous a plus d'une fois divertis dans les moments d'abondance et Thouvenin ne se lassait pas de me la rappeler. Cet ami est aujourd'hui commandant en second d'un régiment d'artillerie de marine. Depuis mon retour à la vie civile, j'ai pendant quelque temps soutenu une correspondance avec lui; elle a cessé je ne sais par la faute duquel de nous deux, et je la regrette sincèrement.

Ce fut entre deux haies de *landsturm* que nous vîmes Berlin, pour y être renfermés dans une caserne où nous n'avions de rapport qu'avec des juifs qui, pour quelques *groschen*, venaient acheter la défroque des prisonniers, heureux de pouvoir se procurer ainsi un peu plus de pain.

M^{me} Trembley de Ribaupierre, que j'appelle ma providence, parce qu'intime amie de mes parents, elle s'occupa de moi avec la plus touchante activité dans mes phases d'infortune, avait longtemps résidé à Berlin où son mari était académicien distingué; elle y

avait de bons amis tant dans la haute société prussienne que dans l'émigration française; elle en tira parti pour moi soit alors, soit plus tard.

C'est par les recherches qu'elle fit faire par ses amis en Prusse que mes parents, sans nouvelles et dans une mortelle anxiété depuis la bataille de Leipsick, apprirent que j'avais traversé Berlin comme prisonnier de guerre: si on l'avait su à temps, l'ordre aurait été donné de m'arrêter au passage dans la capitale prussienne pour m'y faire séjourner jusqu'à la paix; mais, comme je l'ai dit, les recherches n'aboutirent qu'à constater mon passage, on ne put découvrir ni où j'allais, ni où j'étais. Cependant l'obligeante activité de M^{me} Trembley ne fut pas tout à fait perdue: elle profita à Ramu, lequel, remis de sa blessure, fut retenu à Berlin et y vécut agréablement, étant introduit dans les familles auxquelles j'aurais été moi-même recommandé.

Nous ne séjournâmes qu'un jour ou deux à Berlin et notre convoi fut dirigé vers le nord de la Prusse. Nous éloignant du théâtre de la guerre, les précautions devinrent superflues et on finit par nous loger librement chez les particuliers, qui étaient tenus de nous nourrir. Quelques cavaliers de milice faisaient notre escorte. Les Prussiens étaient alors animés d'une haine violente contre les Français; ils étaient en outre ruinés par la guerre, en sorte que les bourgeois chargés de nous alimenter s'en acquittaient le plus chichement possible; leur pauvreté ou leur mauvaise volonté

nous affamait à la lettre. Que de fois ne me suis-je pas vu envoyé en députation vers un logeur de mauvaise humeur pour lui demander modestement *noch ein wenig Brod*, qui m'était ordinairement refusé.

Cette traversée de la Prusse fut pénible à cause de l'irritation du peuple, qui souvent nous insultait, non content de nous affamer. Dans une petite ville, nommée je crois Schweinfurt, nous étions, par exemple, placés en rang sur la place pour recevoir nos logements, lorsqu'un gros monsieur de la classe aisée avec quelques amis vint nous prodiguer insultes et crachats à la figure. Impossible de se révolter au milieu d'une population montée qui ne demandait qu'à nous faire un mauvais parti. Notre major reçut pour sa part un coup de pied dans le derrière au moment où il tournait le dos à cette scène, ce qui faisait contraste avec son arrogance passée. Mon tour serait sans doute arrivé sans l'intervention de nos gardes qui firent cesser ce désordre.

J'en finirai avec le major en racontant qu'il obtint, à raison de son grade, je suppose, l'autorisation de nous quitter pour rester en Prusse ; mais il couronna ses rapports avec nous par un trait bien digne de lui.

Le 16 octobre, au moment où, entassés dans l'église de Schweidnitz, nous craignions encore le pillage, un lieutenant du régiment crut mettre en sûreté sa petite fortune cachée dans sa botte en priant le major de lui garder quelques napoléons.

Le pauvre homme ne faisait que changer de cosa-

que ; jamais le major ne lui rendit cet or, et il quitta notre convoi sans lui mot dire, l'abandonnant à toutes les privations.

Ce fut à la fin de novembre que nous entrâmes dans Königsberg. Jusqu'alors mal accueilli des Prussiens, j'éprouvai dans cette ville un premier acte de bienveillance de leur part. Mon costume assez délabré et surtout mon étrange coiffure attirèrent l'attention d'un honnête bourgeois qui me força d'accepter une casquette en cuir vert, dont il fit choix dans un magasin. J'aurais absolument refusé ce don si j'avais pu m'expliquer en allemand ; cette difficulté et la crainte de froisser ce brave homme par un refus gesticulé m'en empêchèrent. Je pris la casquette avec force signes de reconnaissance. Malheureusement elle se trouva gêner ma blessure au front qui était, il est vrai, fermée, mais encore très-sensible. L'idée me vint d'utiliser ce cadeau en le découpant et cousant tant bien que mal les morceaux de manière à fermer une certaine fenêtre de mon pantalon, où le froid de novembre me causait un malaise inexprimable dans un endroit inexpressible. C'était aller à la lettre d'un extrême à l'autre. Ah ! si mon généreux bienfaiteur était venu s'assurer par ses propres yeux de l'usage de son bienfait, quel n'eût pas été mon embarras pour lui en procurer le doux spectacle !

Nous apprîmes à Memmel de la bouche du gouverneur militaire que nous allions passer en Russie. Ce fut l'objet de bien tristes réflexions ; à l'habitude de

mourir de faim allait se joindre celle de mourir de froid dans le pays dont l'hiver avait dévoré une armée française.

La neige commença pour nous à Pollangen, précisément à la frontière russe. Cette apparition de mauvaise augure dissipa, pour le moment, le peu de gaieté qui nous restait.

Nos noires prévisions étaient cependant exagérées ; le génie bienfaisant de l'empereur Alexandre tempéra pour nous la Russie. D'après ses ordres généreux chaque prisonnier recevait une allocation suffisante pour se procurer de chauds vêtements à son entrée en Russie, il recevait de plus une solde journalière pour pourvoir à sa nourriture. La gratification fut, pour le convoi dont je faisais partie, de soixante francs par officier sans distinction de grade, et la solde journalière d'environ cinq sous de France.

Je pus m'acheter avec ces soixante francs une pelisse en gros drap de laine, une casquette ouatée à oreillettes, des souliers fourrés, des gants à poil extérieur et intérieur, et enfin deux chemises et une paire de bas de laine ; il me resta même quelque argent en surplus. Le changement de linge fut une grande jouissance ; je me débarrassai ainsi de la vermine qui m'avait cruellement tourmenté lorsque, blessé, je ne pouvais ni me déshabiller, ni me gratter.

Le 28 décembre 1813, nous arrivâmes à Riga. L'hiver était alors en grande rigueur et la Duna servait de grand chemin.

J'eus l'occasion, dans cette ville, de visiter un noble Livonien, nommé le baron de Mengden, auprès duquel je fus introduit par Thouvenin qui s'était fait, je ne sais comment, recommander à lui. Ayant appris que ce baron avait sa mère en séjour à Lausanne, le but de ma visite était de lui demander de vouloir bien faire parvenir par son entremise une lettre adressée, pour plus de simplicité, à ma tante Rieu à Rolle. C'était la première occasion que j'avais, depuis ma captivité, d'écrire à mes parents.

Ma lettre, datée du 30 décembre 1813, n'arriva à sa destination que le 3 mai 1814, soit par la négligence du baron, soit aussi par la difficulté des communications en temps de guerre. Quelque tardive qu'elle fût, elle donna cependant les premiers détails certains sur mon sort à mes parents, qui avaient seulement appris vaguement que j'étais prisonnier de guerre.

J'eus le chagrin, en quittant Riga le 1^{er} janvier 1814, d'y laisser Thouvenin, qui se prévalut de l'offre que lui fit le baron de Mengden de lui donner asile, ainsi qu'à plusieurs autres officiers. Mais cela ne lui profita guère ; car, envoyé avec ses camarades dans une terre du baron, ils y souffrirent tellement de froid et d'ennui qu'ils demandèrent au bout de quelques jours à continuer leur route. Je n'en fus pas moins définitivement séparé de Thouvenin, qui fit dès lors partie d'un autre convoi.

A partir de Riga, nous formâmes un convoi d'officiers seulement, ayant pour nous conduire un officier russe et trois cosaques Bashkirs.

Ces cosaques étaient une nouveauté pour nous ; leur coiffure consistait en un haut bonnet cylindrique de drap vert, veste de même, pantalons à l'asiatique. Ils avaient pour armes un sabre, un carquois et un arc. C'étaient de bonnes gens dont nous n'eûmes qu'à nous louer ; leur occupation principale étant de nous pourvoir de traîneaux ou de chars, de nous distribuer nos logements en route et de nous protéger au besoin contre les insultes du peuple, ce qui heureusement fut rarement nécessaire.

De Riga, nous fûmes dirigés sur Witebsk, ville de la Pologne russe. Napoléon y avait séjourné en 1812, et là s'était livré le premier combat sérieux depuis l'entrée de l'armée française en Russie. Le voyage de Riga à Witebsk fut la partie la plus pénible de notre route, à cause de la rigueur du froid. Parcourant un chemin couvert d'une neige gelée, sur des traîneaux de paysan découverts et garnis d'une botte de foin, il n'y avait moyen ni de marcher, à cause du verglas, ni d'étendre ses membres engourdis. La température, qui descendit jusqu'à 27 ou 30 degrés Réaumur, devenait intolérable, surtout lorsqu'il faisait du vent.

Il y avait alors obligation de se couvrir, comme on pouvait, le nez et les oreilles, pour les empêcher de geler, et quant aux pieds, qui étaient le siège de la principale souffrance, on cherchait, en les agitant et les cachant sous le foin du traîneau, à les dégourdir autant que possible. Je n'étais pas sans crainte pour les miens, quoique j'eusse par-dessus la botte des sou-

liers fourrés. La vapeur de l'haleine se changeait en glaçons, qui s'attachaient aux cheveux, à la barbe, à tout ce qui entourait la figure et l'on ressemblait alors assez exactement à ces figures de l'hiver qu'on voit sur les almanachs.

Dès que l'on passait devant une maison habitée, on s'arrêtait pour y faire provision de chaleur, et malheur à celui qui, ayant un membre engourdi, s'approchait trop vite du poêle, il ne tardait pas à éprouver de vives douleurs ; j'ai vu même l'un de nos camarades dont les oreilles commençaient à geler et qui voulut brusquement les chauffer, couvert, dans cette partie, de gonfles absolument semblables à celles des brûlures. Ces gonfles percées, il eut les oreilles en chair vive et la plaie fut lente à se guérir.

Plus d'un nez et plus d'un pied à moitié gelés furent traités avec succès par des frictions de neige ; je n'eus aucun accident de ce genre, parce que j'étais bien calfeutré avec ma pelisse, mes oreillettes et mes souliers fourrés, et que j'avais soin de me tenir la figure bien couverte jusqu'aux yeux à l'aide de mes vêtements.

Les jours étant fort courts, nous ne faisions pasheureusement de grandes étapes, en sorte que nous n'atteignîmes Witebsk que dans le courant de février 1814, pour y séjourner environ six semaines.

Notre solde journalière nous mettait à même d'acheter, soit au marché, soit chez nos logeurs, les denrées que nous apprêtions ensuite nous-mêmes pour nos

repas. Nous nous réunissions en conséquence par escouades pour faire à frais communs une cuisine meilleure et plus économique, chacun s'y employant à tour de rôle. J'ai fait ainsi pour ma part plus d'un excellent bouillon dont les soupes maigres de nos cuisines bourgeoises auraient eu à rougir, à supposer qu'elles fussent susceptibles d'une autre couleur que celle de l'eau, et je me vois encore marchandant en mauvais russe des œufs ou des pommes de terre sur la place publique.

Il va sans dire qu'il n'était pas question de vin ou d'autre boisson spiritueuse, on y suppléait par la boisson moins capiteuse des ménages russes, nommée *quasse*, espèce d'eau acidulée par la fermentation d'un peu de farine d'orge qu'on y mélange, et qui n'a pas un goût désagréable.

Je fis à Witebsk une étude un peu approfondie des Juifs polonais qui infestaient la ville. J'étais logé chez un individu de cette classe, avec un autre camarade. Le logement de notre hôte se composait de deux pièces : dans l'une, il couchait avec sa femme et quatre ou cinq enfants; l'autre servait de cuisine, de salon, de réfectoire, de salle d'étude, etc.; nous y couchions sur le plancher recouvert d'un sâle feutre, ayant du reste nos vêtements pour matelas, draps et couvertures, le premier objet venu pour oreiller. Un vieux rabbin, qui dans la journée venait apprendre à lire aux enfants, avait l'attention d'éplucher pendant la leçon sa vermine sur le plancher où nous passions la

nuit. Le confort est relatif, et l'on se fait à tout, même à la sâleté; nous n'avions pas l'idée de nous trouver malheureux après un voyage glacé, lorsque nous avions part à la chaleur de l'étuve de notre Juif. Lui-même et sa famille nous regardaient de l'œil le plus indifférent, et ne se déridaient qu'à la vue de nos *pétacles*, qui payaient les articles qu'ils nous fournissaient.

Les bains de vapeur étaient ici en honneur, comme dans toute la Russie. J'en usai avec jouissance dans les bains publics, qui sont on ne peut plus économiques, je crois même gratuits; ils servaient à notre propreté personnelle et à celle de nos habits, que nous y exposions à un degré de chaleur suffisant pour tuer la vermine, notre grand fléau, comme je l'ai dit.

La vapeur est produite dans ces bains par de l'eau qu'on projette sur des pierres rougies au four de l'étuve, et l'on a un degré de chaleur plus ou moins fort en se plaçant plus ou moins haut sur des gradins disposés à cet effet. Lorsque le corps ruisselle de sueur, et que le sang est bien échauffé, on s'asperge avec délices d'eau à la glace, ce qui ne fait aucun mal, si l'on a soin de reprendre ensuite sa chaleur dans l'étuve.

Witebsk ne nous offrit d'autre distraction que le repos; une campagne gelée offrait peu d'attraits, et la ville est une bicoque peuplée de Juifs avides et sâles, comme tous les Juifs polonais. Ces Juifs ont une louable émulation pour tromper dans les marchés, dont ils sont les agents inévitables, tous ceux qui ne sont pas leurs coreligionnaires.

J'ai parlé d'un camarade de logement, et je dois ajouter que je n'en changeai point pendant le reste de ma captivité en Russie. C'était un lieutenant de mon régiment, nommé Gerfau, jeune homme d'un bon naturel et doué d'une imagination vive et originale, qui m'amusait beaucoup. Nous avons fait ensemble, outre celui de Russie, plus d'un voyage dans le pays des chimères, personnifiant, prêtant un langage à tout au monde, et riant comme des fous, au grand étonnement de ceux qui n'avaient pas la clef de nos plaisanteries, du reste fort innocentes.

A la fin de mars 1814, nous partîmes enfin de Witebsk, nous dirigeant sur Smolensk, ville de l'ancienne Russie, autrefois réputée forte à cause de son enceinte d'épaisses murailles. Elle fut célèbre dans la campagne de 1812 par le combat livré sous ses murs, et portait les traces récentes des ravages de la guerre et de l'incendie, qui en avait brûlé les deux tiers.

Rien de plus facile que l'incendie d'une ville en Russie, quoique les maisons y soient en général espacées par des cultures, et élevées, au plus, d'un étage dans les petites villes : ces maisons sont construites en bois ; des poutres, dégrossies à la hache et superposées horizontalement, en forment les murs ; la mousse garnit les interstices ; le tout est le plus souvent en bois ou en chaume, en sorte que rien n'est plus combustible que cet ensemble. Les vents violents, qui règnent dans ces contrées de plaine, rendent souvent les secours inutiles et favorisent la propagation du feu.

L'hiver n'était pas terminé ; mais il était assez doux pour être très-tolérable ; en sorte que, logés comme d'habitude chez des paysans et dans l'étuve unique qui forme l'habitation de toute une famille, nous avions presque à nous plaindre de la chaleur. L'arrangement des habitants dans les étuves est de la plus grande simplicité : toute la famille couche sur un vaste poêle sans cheminée ; lorsqu'on chauffe le poêle, la fumée sort par où elle peut, et, pour respirer librement, il faut se coucher sur le plancher, la fumée occupant de préférence la région supérieure. Des bancs à poste fixe règnent le long des parois ; ces bancs, sur lesquels nous étendions nos pelisses, nous servaient de lit ; dans un angle est toujours l'image de Saint-Nicolas et celle de la Vierge, que chacun salue en entrant du signe de la croix, accompagné d'une inclinaison.

Nous ne tardâmes pas à apprendre que, couchés sur les bancs, il ne fallait jamais tourner les pieds du côté des images ; cette pose, regardée comme peu respectueuse, eût été fort mal vue par les indigènes.

A une journée de Smolensk, un des seigneurs de l'endroit, nommé Schiroff, ayant le titre de major, invita tout le convoi à passer la nuit dans son château, où il nous donna à souper, et abondance de paille dans une vaste salle où nous couchâmes. Il avait une femme jolie et d'un ton excellent. Lui-même était homme de bonne compagnie. Il m'apprit, le premier, l'occupation de Genève par les Autrichiens. La nouvelle ne me fit nul plaisir ; l'idée de voir ma patrie rendue à la liberté

ne me vint pas à l'esprit, tant je m'étais identifié avec le nom français.

Outre les ruines, le passage de l'armée française était visible à Smolensk par un immense parc de voitures, caissons, fourgons et affûts, abandonnés dans la retraite et qui couvraient une vaste place. Il semblait qu'on errait dans l'autre monde en lisant encore sur ces voitures les noms des généraux, des corps d'armée, etc., auxquels elles avaient appartenu.

Nous aurions pu nous attendre à trouver beaucoup d'irritation contre les Français sur une route suivie, en 1812, par leur armée ; nous n'eûmes cependant que bien rarement à nous en plaindre, et, chose singulière, ce fut plutôt au delà de Moscou que nous trouvâmes une mauvaise disposition contre nous. Au reste, tout se réduisait en général à quelques injures verbales, auxquelles nous répondions avec abondance et en épuisant le plus mauvais vocabulaire russe, lorsqu'on nous régalaient de : *Chiens de Français* ; — *Paris est pris*, etc.

Il faut convenir, en même temps, que quelques-uns de nos camarades se conduisaient avec la suffisance et la légèreté françaises, frappant souvent les paysans pour le moindre motif, ce qui aurait entraîné, dans plus d'un autre pays, de graves représailles.

Notre route jusqu'à Moscou passa par les villes de Dorogobus, Wiasma et Mojaïsk. C'est aux abords de cette dernière ville que nous vîmes les traces de la fameuse bataille livrée en 1812, dont la place était encore indiquée par des redoutes à moitié détruites et

quelques débris d'armes. Nous avions avec nous pour cicerone un capitaine d'infanterie, qui avait eu la singulière destinée d'assister sain et sauf à la campagne et à la retraite de 1812, pour venir se faire prendre à Leipsick et recommencer tous les pas d'une course lointaine.

Nous arrivâmes aux portes de Moscou le 1^{er} mai 1814. Ce jour-là commença, sans transition de printemps, l'été avec sa chaleur, et nous assistâmes à la débâcle de la rivière de la Moscowa.

Nous n'entrâmes point à Moscou ; mais on nous fit séjourner pendant une quinzaine de jours dans un village voisin, d'où l'on voyait les innombrables coupoles de la grande ville en partie brûlée, brûlant nous-mêmes du désir de la voir de plus près.

Ce désir fut bien superficiellement satisfait ; car, au départ, on nous fit seulement traverser Moscou, mentés sur des chars, et dûment escortés, vu qu'on n'était pas sans crainte sur les dispositions de la population à notre égard. Il ne se passa cependant rien, à quelques injures près, et nous pûmes nous convaincre, en traversant le Kremlin, que cette fameuse citadelle, que les bulletins français avaient fait sauter, était encore assez bien portante. Malgré la rapidité du passage, je n'oublierai jamais l'impression que firent sur moi ces rues de Moscou, bordées de ruines charbonnées, au milieu desquelles s'élevaient comme des oasis quelques belles constructions, rebâties à neuf ou sauvées de l'incendie. On les voyait encore peuplées

des ombres de cette belle armée française que le froid avait pétrifiée, si récemment encore. On voyait au loin des quartiers restés intacts, et portant le caractère de toutes les villes russes, c'est-à-dire entremêlées de terrains cultivés.

Moscou dépassé, quel devait être le but ou le terme de notre voyage? C'est ce que nous ignorions absolument, et c'est ce qui nous inquiétait, car les passants nous disaient tout uniment que nous allions en Sibérie. L'avis, il est vrai, n'était pas officiel, mais il nous gelait en imagination.

Au delà de Moscou, la chaleur devint étouffante. Les chemins se couvrirent d'une poussière noire, que les chars ou le vent mettaient en mouvement, et qui se fixait, en guise de masque, sur la figure. Masque pour masque, celui-là valait mieux que celui de glaçons, et la verdure des champs avait un incontestable avantage sur la triste monotonie des vastes plaines couvertes de neige.

Nos traîneaux s'étaient convertis en petits chariots, à essieux en bois, non graissés et criant d'une manière désordonnée.

Ici, plus de traces de la guerre, plus de ruines et de débris; les denrées se trouvaient à bas prix et en abondance, en sorte que nos cinq sous suffisaient à notre nourriture et à l'entretien de nos chaussures.

Je n'ai point la prétention de décrire la Russie. Notre vieux continent est si connu, et mes moyens de voir

et de juger les choses étaient si limités, que je serais réduit à des lieux communs ou à des inexactitudes.

Au rebours des prédicateurs, qui doivent s'abstenir de se mettre en scène dans leurs sermons, je me fais un devoir de parler beaucoup plus de moi que d'autre chose.

Après avoir passé par Wladimir, seule ville de quelque apparence qui se trouva sur notre chemin, nous arrivâmes, vers le milieu de juin 1814, à Simbirsk, ville située sur le Volga, à environ cent soixante lieues à l'est de Moscou, et chef-lieu du gouvernement de même nom.

Nous y trouvâmes plusieurs prisonniers français, qui dataient de la retraite de 1812. C'était un signe que nous n'irions pas plus loin.

Nous fûmes provisoirement logés chez les particuliers; mais bientôt on nous assigna pour caserne une maison inhabitée, qui avait appartenu, disait-on, à quelque noble, exilé en Sibérie. Je me trouvais en ce moment logé, avec deux camarades, chez un riche négociant de l'endroit, nommé Twerdichef. Ce brave homme, s'intéressant à nous, obtint du gouverneur la permission de nous garder chez lui. Je ne sais en vérité quel est celui de nos mérites qui le captiva en notre faveur, à moins que ce ne fût notre bonne mine, car il ne parlait point français, nous ne parlions pas russe et n'avions pu que lui faire des signes. N'ayant point demandé cet acte de bienveillance, il nous surprit d'autant plus agréablement.

Nous avions ainsi l'usage d'une chambre, garnie de l'inévitable paille en guise de lit, et place au feu de la cuisine pour cuire les aliments que nous achetions. Notre hôte nous invita une fois à sa table, et eut en général avec nous des rapports bienveillants, dont nous fûmes touchés et reconnaissants.

Et cependant nous eûmes la mortification de lui refuser une demande qu'il nous fit, de lui fabriquer un feu d'artifice pour la fête de l'empereur Alexandre, dont la date était prochaine. Il est clair qu'il comptait sur notre expérience d'officiers d'artillerie. Mais il comptait sans son hôte; nous en savions juste assez, les uns et les autres, pour faire un pétard, mais rien de plus. Au lieu d'en convenir simplement, ce qui eût été plus loyal, nous eûmes le faux amour-propre de prendre un prétexte, nous retranchant derrière un prétendu sentiment national qui ne nous permettait pas de concourir à la fête d'un souverain ennemi de la France. Je ne sais ce que pensa le cher homme d'un motif un peu tiré par les cheveux; il eut du moins la politesse de s'en contenter.

Simbirsk ne s'écartait pas du plan des autres villes de Russie : mélange de maisons de belle et de chétive apparence, séparées par des espaces en culture, et force églises à coupoles vertes. Sa situation sur le Volga domine la rive opposée de ce fleuve, et laisse voir de vastes plaines sans habitations; on sent presque le voisinage des steppes de l'Asie. Le Volga est lui-même un fleuve large et majestueux, dont le cou-

rant presque insensible est favorable aux nombreuses barques qui le montent ou le descendent pendant l'été. Ses eaux, dans lesquelles j'essayai une fois de me baigner, me parurent très-froides, même pendant un été fort chaud, et je leur préférerais l'eau d'une petite rivière qui y afflue près de la ville.

Pendant notre station à Simbirsk j'appris un jour par le chef de la police que j'étais signalé et demandé dans un papier public russe. J'ai su depuis que c'était encore le résultat d'une démarche faite à l'aide de ma providence, M^{me} Trembley, qui avait employé pour cela le bon office d'un frère établi en Russie et honorablement connu dans la diplomatie de cet empire, M. de Ribaupierre.

Toutefois je ne profitai pas de l'avis. La paix alors était faite et notre retour certain. Je tenais d'ailleurs à ne pas me séparer de mes compagnons d'infortune. Un officier, qui partait en poste pour la France, s'était enfin chargé d'une lettre pour mes parents, et je savais que leur inquiétude serait tout aussi promptement calmée de cette manière, comme elle le fut en effet.

Après un mois de séjour à Simbirsk, et la guerre européenne étant terminée, arriva l'heureux moment de notre départ pour la France, qui eut lieu vers le milieu de juillet 1814. Nous avions pour escorte même officier et mêmes Baschkirs, et notre convoi s'était augmenté de quelques officiers, prisonniers de la retraite de 1812, et de quelques soldats qui s'attachaient

au service des officiers pour voyager plus commodément.

J'appris qu'il y avait au nombre de ces recrues un officier se disant Genevois, et moi d'aller aussitôt me frotter à ce compatriote. Je vis un petit jeune homme qui me dit s'appeler Montfort, et ne put jamais répondre d'une manière bien satisfaisante à mes questions sur sa famille et sur Genève. Je n'approfondis pas du reste beaucoup ce mystère, ayant appris que cet officier prétendu était tout au plus un sous-officier, et ne trouvant d'ailleurs en lui qu'un bavard fort peu réservé, je le lâchai tout à fait. Je ne sais s'il se trouva lui-même satisfait de trouver un compatriote sur lequel il n'avait pas compté peut-être.

Notre retour n'eut pas lieu par le même chemin que l'arrivée; nous fûmes dirigés plus au midi, par le duché de Varsovie. Après avoir passé par Tula, Mohilof et Minsk, nous arrivâmes à Bialistock, ville de la Russie polonaise, frontière du duché.

Excepté Tula, où se trouvent d'assez grandes fonderies pour l'artillerie, nous ne vîmes rien de remarquable dans ce trajet au travers d'un pays uniformément plat et souvent boisé de tristes sapins.

De Simbirsk à Bialistock il y a 380 lieues environ, que nous fîmes en cinquante jours; ce qui dura jusqu'au commencement de septembre 1814.

Notre manière d'aller n'avait point changé, toujours sur des chariots de paysan, logeant dans les vil-

lages et passant nos nuits plus volontiers sur le foin de la grange que sur le banc de la chambre.

Mon camarade Gerfau et moi avons ajouté un renfort à notre vie de voyage, en nous attachant un soldat napolitain parlant russe et ayant une femme excantinière. Nous étions ainsi débarrassé du souci de chercher notre logement, que le mari allait reconnaître d'avance, et de celui de préparer nos repas que la femme apprêtait au mieux. Déjà perçait entre les officiers du convoi l'esprit de parti qui divisait alors la France. Ceux qui admettaient franchement les nouvelles politiques et croyaient à la restauration des Bourbons et à la chute de Napoléon étaient réputés royalistes, tandis que ceux qui ne démordaient pas de l'invincibilité de Napoléon et refusaient de croire à sa déchéance s'appelaient bonapartistes. Je crois qu'on en serait venu aux mains, si le voyage se fût prolongé.

Bialistock, à notre arrivée, se trouvait encombré de prisonniers de guerre qu'on y concentrait pour leur délivrer successivement des feuilles de route pour la France. Nous n'étions pas les premiers arrivés et il nous fallut attendre notre tour pendant vingt mortels jours, entassés dans des maisons de particuliers changées en casernes. Ajoutez à cela que l'encombrement était augmenté par le passage actuel de l'armée russe revenant de France. Le retour de cette armée, fort belle et parfaitement tenue, dérangeait un peu les espérances de nos bonapartistes entêtés.

Enfin, au commencement d'octobre 1814, je me vis

dûment colloqué avec quelques camarades de mon choix, sur une feuille de route, et nous partîmes joyeux et sans escorte, aussi légers que l'oiseau qui sort de cage.

Je me hâtai d'oublier le peu de russe que j'avais appris pour faire des emplettes de cuisine et répondre à des injures. Je n'avais pas à désapprendre non plus beaucoup d'allemand ; mais du reste, j'entendais de nouveau avec plaisir parler cette langue, qui semblait me rapprocher de ma patrie.

Dans le duché de Varsovie, c'était la langue des Juifs, avec lesquels seuls nous avions à faire, car ils y cumulent tous les genres de commerce.

Ces Juifs, plus sales que partout ailleurs, étaient ordinairement nos logeurs, et les précautions à prendre pour éviter chez eux la gale et la vermine étaient innombrables. Rien de plaisant comme leurs ruses pharisaïques pour éluder leur loi religieuse ; par exemple, ne pouvant trafiquer le jour du sabbat, les marchands recevaient ce jour-là l'argent de ce qu'ils vendaient sur un plat ou sur la main recouverte d'un tablier.

Quant aux paysans polonais, on cherchait vainement en eux la fierté des militaires de leur nation. Leurs allures étaient d'une extrême servilité et leur misère profonde. Je me suis vu, moi, prisonnier fort râpé, embrasser les pieds par l'un d'eux auquel j'octroyais un morceau de pain. Leurs demeures sont des arches de Noé, où ils vivent en commun avec poules, veaux

et cochons, et je ne pus jamais parvenir à avaler un morceau de leur pain, composé de feuilles et de terre, où la farine entre pour la moindre partie. Lorsqu'on compare cela à l'air propre et dégagé du paysan russe, on comprend que la liberté tant regrettée des Polonais n'a jamais profité qu'aux nobles.

L'état militaire, comparé à cette vie d'abjection, est une vie de jouissances, et ces mêmes hommes, s'y trouvant heureux, deviennent d'excellents soldats.

Nous vîmes à Varsovie le grand-duc Constantin, gouverneur du duché. Ce prince avait parfois des vues bienveillantes, mais que gâtaient des manières brusques ou bizarres.

Nous séjournâmes un jour à Varsovie, alors rempli de troupes russes, et nous en partîmes pour Kalish, ville du duché frontière de Prusse.

Bientôt nous atteignîmes le théâtre de nos exploits de 1813, traversant la Silésie et la Saxe, revoyant Buntzlau, Gnadenberg, Bautzen, Dresde, lieux témoins de nos combats, aujourd'hui témoins de notre misère, je pourrais dire aussi de notre joie, car l'idée de revoir nos pénates nous consolait de tout.

En entrant à Dresde, le prince Repnin, qui était alors gouverneur de la Saxe au nom des puissances alliées, se trouva sur notre passage. Je ne sais si c'était à dessein ou fortuitement ; le dernier est plus probable. Il nous arrêta pour nous adresser quelques questions sur notre situation et notre destination.

Ce prince, favori de l'empereur Alexandre, au com-

ble des honneurs, ne prévoyait guère que vingt-six années plus tard il viendrait se recommander à la bienveillance de l'un de ces prisonniers, sur lesquels il jetait à peine un regard de pitié. Qui aurait pu me faire pressentir à moi-même qu'un jour je le verrais, disgracié et exilé, venir me visiter comme premier syndic de la république de Genève.

La feuille de route nous dirigeait sur Mayence; mais cette ville étant encombrée de troupes, on nous fit faire un détour par Manheim où nous repassâmes le Rhin pour nous rendre à Strasbourg par Landau. Nous touchâmes le sol français le 2 novembre 1814, après une année et dix-huit jours de captivité.

Le voyage de Simbirsk à Strasbourg avait duré, en y comprenant les stations, trois mois et demi, et l'espace parcouru était d'environ six cent cinquante lieues.

Le voyage de Leipsick à Simbirsk, passant par Riga, avait duré huit mois, en y comprenant toutes les stations, et notamment celle de plus de six semaines à Witebsk, et nous avions parcouru environ six cent vingt lieues.

Il est évident que nous avons été beaucoup plus lentement en allant qu'en revenant, soit à cause de la brièveté des jours d'hiver et de la rigueur du froid, soit par la multiplication des séjours, soit enfin parce que, plus libres en revenant, nous avons hâte de revoir la patrie et allions jusqu'à tripler les étapes.

En résumé notre promenade, depuis la bataille de Leipsick, avait été de douze cent soixante-dix lieues

environ, sans qu'il nous en coûtât un sou. C'était voyager à bien bon marché. Nous n'étions, il est vrai, chargés ni d'argent, ni de bagages, les cosaques ayant eu l'obligeance de nous mettre à l'abri des voleurs.

Nos incrédules bonapartistes furent convaincus lorsqu'ils virent les troupes françaises en cocarde blanche et l'ordre du lis à la boutonnière de tous les officiers. Que de changements en notre absence ! Notre étonnement était égal à celui des dormeurs du conte des fées qui se réveillent après quelques centaines d'années. La France était réduite aux limites exiguës de l'ancien royaume ; cela paraissait bien mesquin. Sur le trône se trouvait un Bourbon dont nous avions à peine soupçonné l'existence, et le grand Napoléon passant du sublime au ridicule, était roi d'une petite île après avoir fait la loi à l'Europe. Enfin notre propre destinée était mise en question par le licenciement d'une partie de l'armée.

Les étrangers étant renvoyés du service français, je me voyais sans place après tant d'inutiles sueurs, et ce fut le cœur partagé entre cette triste réflexion et le plaisir de rejoindre ma famille que je pris congé de mes compagnons d'infortune, chacun prenant la route de son chez-soi.

Pour moi, je m'acheminai à pied, sans argent et avec une feuille de route, vers Paris, où je devais trouver des lettres de Genève attendues avec impatience et des ressources pécuniaires plus prosaïques, mais indispensables.

J'eus enfin la joie inexprimable de trouver un gros pli à mon adresse. Avec quel délice je le dévorai !

Tout allait au mieux ; Genève se délectait de sa liberté, et mes parents se trouvaient en parfaite santé. Ce qui dépassait en outre mes espérances, c'est que je conservais ma place au service de France. Ma providence, M^{me} Trembley, avait fait auprès d'un de ses intimes amis, qu'elle avait connu à Berlin comme émigré, maintenant en grande faveur par la Restauration, d'actives et fructueuses démarches, d'après lesquelles mes parents avaient obtenu l'assurance officielle que je serais maintenu dans l'artillerie de marine. L'ami dont je parle était le duc d'Escars.

Il est bien vrai que je n'étais mis qu'en demi-activité, devant passer six mois au régiment à solde entière et six mois en congé à la demi-solde. La bizarrerie de cet arrangement, qui ne m'était pas spécial, était adoucie par la perspective de retrouver bientôt l'activité entière à l'aide des vacances successives dans les places d'officier.

Dans tous les cas, c'était une faveur pour moi, que la qualité de Suisse aurait dû exclure de l'armée française.

Je changeai, à Paris, ma chrysalide en papillon, dès que j'eus quelque argent, et me présentai, sur mon propre, chez le duc de Noailles, vieille connaissance de ma famille, pour lequel j'avais une lettre de recommandation. Je fis aussi une visite à M. Chabanon, premier secrétaire du ministère de la marine, qui me

facilita le règlement de compte de ma solde arriérée. Me trouver à la tête de quelques écus, après avoir été dans l'indigence pendant plus d'une année, c'était être millionnaire.

Le duc de Noailles me fit dîner chez lui avec sa fille, M^{me} la comtesse de Montagu, qui connaissait aussi ma famille, et la lionne du moment, la sœur Marthe, sœur de la charité, comblée de présents et même de décorations par les souverains alliés pour s'être vouée avec un zèle remarquable au soin des blessés de toutes les nations pendant la campagne de 1814. C'était une bonne femme, ne joignant pas l'esprit à la bonté, et pour laquelle la modestie d'une hospitalière eût été une parure plus convenable que les décorations et une place à la table des grands.

Au dessert le duc me fit passer dans son cabinet avec une solennité qui me fit presque battre le cœur, puis, signant un diplôme de l'ordre du lis dont il avait une pile en blanc, il le mit à mon nom et me le donna en y joignant le lis en argent suspendu au ruban blanc. Le bon duc croyait me combler de joie, tandis que supprimant une grimace je lui faisais de polis remerciements. Il est bon de dire que cet ordre n'était qu'une cocarde qui se donnait à qui voulait et que les officiers de l'ex-armée impériale le regardaient plus comme une humiliation forcée que comme une marque d'honneur.

Je montai enfin dans la diligence de Genève à la fin de novembre 1814, plus léger de soucis, moins léger

de bourse, et j'arrivai plus tôt que je ne m'étais annoncé. Profitant de cette circonstance, je m'annonçai à la bonne Henriette, qui m'ouvrit la porte sans me connaître, comme un quidam qui avait à parler à M. Rieu. J'étais bien décidé à jouer avec mon père pendant un moment le rôle d'étranger, afin de mieux jouir ensuite de sa surprise, s'il ne me démasquait pas à première vue; mais, la porte de sa chambre ouverte, je n'y tins pas, et, oubliant mon rôle projeté, je pris celui, plus naturel, d'un fils qui revoit son père après tant d'événements et d'inquiétudes.

Ma voix ne se fit pas plutôt entendre, que, comme par un ressort unique, les portes de toutes les autres chambres s'ouvrirent à la fois, et que je me vis pressé, presque étouffé, dans les bras de mon père, de ma mère, de mon frère Charles et de ma sœur Élisabeth. Moment unique dans ma vie ! je n'en ai jamais retrouvé le pendant.

Quelques jours passés dans la maison paternelle me rendirent bien vite à toutes mes anciennes habitudes ; j'étais le Jean-Louis d'autrefois, et je suis moi-même surpris, quand j'y pense, en me rappelant combien, grâce à la réserve de mon caractère, je m'étais peu imprégné du contact de l'étranger pendant six années consécutives d'absence.

Les années avaient bien peu marqué mes parents ; elles avaient par contre développé remarquablement bien mon frère et ma sœur. Il en était de même de l'intérieur de la république rendue à la liberté. Tout

alors était zèle et concorde; chacun voulait avoir sa part des affaires publiques; chacun y mettait une importance quelquefois exagérée.

C'était le règne naissant des commissions, des comités de tout genre; un silence de quinze ans avait délié toutes les langues en leur conservant toute leur fraîcheur. C'était à qui délibérerait, discuterait, voterait, etc. La phrase se faisait avec un plaisir sans mélange, je ne dis pas pour les auditeurs, qui trouvaient perdu le temps passé à écouter. Je fis route un jour dans la voiture de Nyon avec deux respectables citoyens, qui, pendant tout le trajet, s'entretenaient d'une délibération très-importante. dont leur cercle paraissait fort occupé. Je crus, moi novice, avoir affaire au moins à deux syndics; je découvris ensuite que c'étaient deux membres de la Chambre de netteté, uniquement chargée alors d'enregistrer les vases de nuit indûment jetés par la fenêtre.

Les conseillers d'Etat ne quittaient ni le tricorné, ni l'épée; je crois même qu'ils les gardaient en se couchant, et le syndic de la garde, s'identifiant avec la lettre de son titre, passait tous les jours à midi la revue de la garde montante, qu'un conseiller-major en épaulettes faisait défiler.

On se trouvait dans une ruche d'abeilles, moins la reine.

J'étais encore bien français, très-peu enthousiasmé de tout cet étalage républicain, qui parfois m'ennuyait assez, et mon pauvre père, qui était, lui, fort bon ré-

publicain, mais parlant peu et redoutant les longues délibérations, faisait quelquefois chorus avec moi.

Hélas ! quand, devenu tout de bon genevois, j'ai réfléchi plus tard à ces moments de patriotisme sans esprit de parti, même avec leur accompagnement de petits ridicules, combien j'ai regretté ce temps heureux où le peuple genevois, purifié par l'épreuve du malheur, n'avait d'autre passion que celle de la patrie et d'une sage liberté ! Le souffle impur de la presse et du radicalisme n'avait pas encore passé par là pour corrompre, par le mécontentement sans motif, la calomnie et la haine, le bonheur public comme le bonheur particulier.

Je retrouvai à Genève deux camarades d'École polytechnique encore indécis sur leur sort. L'un était Dufour, capitaine du génie, aujourd'hui quartier-maître général de la Confédération ; l'autre, Audéoud, capitaine d'artillerie de terre, mort en 1840 capitaine de notre garde soldée. Je retrouvai aussi mon camarade de campagne, le capitaine Ramu, qui avait, comme je l'ai dit, passé à Berlin le temps de sa captivité. Ce brave homme, arrivé à Genève longtemps avant moi, avait été, comme on le devine, questionné à fond sur mon compte par mes parents, auxquels il avait plu par sa modestie et son langage simple et sans prétention. Une éducation première, qui n'avait pas été poussée bien loin, donnait même à ses paroles une tournure naïve parfois amusante. C'est ainsi qu'il avait prodigieusement excité le sourire, lorsqu'appelé à dire si je

ressemblais à ma sœur Élisabeth, il avait répondu *que je lui donnais un peu d'air par le bas.*

Nous fûmes bien heureux, lorsqu'il se présenta comme aspirant à une place d'officier dans la garnison, depuis garde soldée, de briguer franchement et heureusement en sa faveur. Il mourut d'une maladie de poitrine quelques années après, étant encore capitaine de la garde soldée.

Après un hiver passé à Genève dans les bals et les sociétés du dimanche, j'étais à Rolle chez ma tante, où je jouissais en même temps de la société de M^{me} Trembley, ma providence, et de ses filles, lorsqu'arriva inopinément la nouvelle du débarquement de Napoléon à Cannes et du mouvement qui se prononçait en France en sa faveur.

Ma position devenait assez embarrassante. Mes souvenirs étaient à Napoléon et je n'étais pas bien fervent pour les Bourbons. D'un autre côté, tout ce qui m'entourait à Genève et à Rolle, à commencer par mes parents, était monté au plus haut degré contre l'*usurpateur*, comme on l'appelait alors, et il faut avouer que les Genevois avaient bien quelque raison de trembler pour leur liberté naissante.

En ma qualité de militaire français, je ne pouvais me croiser les bras, et il fallait prendre parti. Je pris celui de la monarchie censée légitime et me décidai à partir pour Paris dans le commencement de mars 1815.

Je pris une chaise de poste en commun avec Louis

Rilliet, depuis Rilliet-Constant, et de Vincy cadet, aujourd'hui de Vincy-Alliez. Le premier était alors garde du corps de S. M. Louis XVIII, le second était officier des cent Suisses, garde intime du roi.

Tout chargés de soucis que nous étions au départ, nous nous déridâmes prodigieusement en route. Impossible d'être triste avec Rilliet; la naïve bonhomie de de Vincy n'y gâtait rien. Il me souvient que la chaise s'étant embourbée jusqu'au moyeu dans une route de traverse, il fallut en descendre et prêter main-forte au postillon pour la retirer de l'ornière. Rilliet et moi nous nous mîmes à une roue et plaçâmes de Vincy à l'autre, étant bien d'accord de ne faire, à grands cris, que des efforts simulés, tandis que nous encourageons l'ardeur de notre camarade, qui y allait bon jeu bon argent. Après que nous lui eûmes ainsi fait faire, à notre grand divertissement, un cours de gymnastique, tout à fait infructueux, cela va sans dire, nous eûmes pitié de ses sueurs et quelques paysans du voisinage nous tirèrent du mauvais pas.

Nous nous amusâmes aussi beaucoup d'une rencontre que nous fîmes, à notre grande surprise, près de Nantua, celle de deux braves gentilshommes, le chevalier du Puech et M. Soret-Goudet, tous deux officiers de l'ancien régime, depuis longtemps mariés et établis à Genève. Ces deux champions étaient partis de Genève, deux ou trois jours avant nous, pour aller offrir leur bras au trône et à l'autel, comme on disait alors. Malheureusement ils étaient arrivés à Lyon en

même temps que Napoléon et, désespérant de la sainte cause, n'avaient pas jugé nécessaire d'aller plus loin. Ils rebroussaient donc avec tous les signes du plus grand désappointement, pour aller tranquilliser leurs femmes. Cette douleur fort convenable et le prodigieux appétit avec lequel ils dépêchèrent avec nous un excellent souper à Nantua, nous donna à plaisanter pour longtemps. Nous ne fûmes pas les seuls, car on racontait à Genève que du Puech, faisant l'historique de cette expédition avortée, disait être monté avec Soret sur un tonneau pour voir l'entrée de Napoléon à Lyon, et que Soret, l'interrompant, s'était écrié avec indignation : « Excusez, mon cher, c'était bien sur une diligence. »

Quant à nous qui avions sur nos deux preux l'avantage d'être plus jeunes et point mariés, nous ne pouvions décemment rebrousser comme eux, et Lyon nous étant fermé, nous primes le parti de gagner par la traverse la route de Dijon à Paris par Lons-le-Saunier.

Le chemin n'était pas beau et ce ne fut pas sans perte de temps que nous atteignîmes Lons-le-Saunier, précisément au moment où un corps d'armée, dont le maréchal Ney devait prendre le commandement, y était rassemblé pour barrer le passage à Napoléon. Il nous fut bien aisé de juger à première vue que cette troupe servirait d'escorte et non d'obstacle à l'empereur. Partout les soldats proféraient des cris bonapartistes et des injures pour les Bourbons.

Lorsque notre chaise de poste partit de Lons-le-Saunier, après avoir obtenu à grand'peine un relai, le maréchal Ney y arrivait et le tambour rappelait les troupes qu'il devait passer en revue. On sait que le maréchal, après avoir promis, en partant de Paris, à Louis XVIII de lui ramener l'*usurpateur* dans une cage de fer, se prononça inopinément dans cette revue pour Napoléon, et dicta ainsi l'arrêt de mort, qu'il encourut au retour des Bourbons.

Quelque glorieuse qu'eût été jusqu'alors la carrière militaire de ce maréchal, cet acte n'en était pas moins une injustifiable trahison. Ney n'aurait sans doute jamais pu décider son corps d'armée à combattre Napoléon, mais après la promesse qu'il avait faite au roi, son devoir impérieux était de se retirer de sa personne, s'il ne pouvait l'exécuter. La peine capitale prononcée contre lui fut donc aussi juste qu'inévitable; mais Louis XVIII, mieux conseillé, aurait dû commuer cette peine irréparable, par égard pour un nom qu'entourait tant de gloire et qui était si cher au soldat.

A Dijon, la moitié des habitants étaient, sur notre passage, en cocarde blanche et l'autre moitié en cocarde tricolore. Le préfet avait sa chaise de poste attelée pour fuir. Rien en un mot de plus précaire que l'état des esprits dans cette ville. La route directe sur Paris devenait, à cause de cela, trop chanceuse, et il fallut encore changer notre itinéraire et nous diriger par Langres.

L'influence de Napoléon ne s'étendait pas encore

jusqu'à cette ville. Elle y était du moins encore faible. Chacun, sur la nouvelle route, faisait encore son compte avec prudence; compte égoïste où l'entraînement n'entraînait pour rien. A chacun de nos relais nous étions entourés de la foule des politiques de l'endroit, demandant avec anxiété des nouvelles sur la marche de Napoléon. Les pauvres gens ne savaient pas qu'ils avaient affaire à d'impitoyables railleurs qui leur débitaient de sang-froid les plus absurdes bourdes, diamétralement contraires à la réalité. Tout cela était accueilli bouche bée, et nous de remonter en chaise et d'en rire jusqu'au prochain relai.

Nous arrivâmes à Paris le 18 mars 1815, et après nous être installés dans un hôtel commun, chacun fut à ses affaires. J'allai pour ma part au ministère de la marine, où je trouvai une inscription ouverte pour une espèce de bataillon sacré, que devaient former les officiers tenant à la marine et présents à Paris. M'étant inscrit, je me trouvai classé dans une compagnie que devait commander le commandant Counard, vieille connaissance, sous les ordres duquel j'avais été dans le bataillon organisé à l'île de Ré. Ce ne fut pas non plus sans un vif plaisir que je retrouvai là mon camarade d'infortune Thouvenin.

Paris offrait alors en apparence le spectacle du plus vif enthousiasme pour la cause royale. Un homme venait d'être assommé à coups de parapluie devant les Tuileries pour avoir crié : *Vive Napoléon!*

Au théâtre français, où je me trouvais, on fit chanter

aux acteurs la chanson remise à la mode de *vive Henri IV*, que répétait spontanément le parterre, tandis que les dames des loges agitaient leurs mouchoirs blancs.

Le 19 mars 1815, le bataillon improvisé dont je faisais partie, se réunit le matin et fut conduit sur la place du Carrousel, en face du balcon central du palais des Tuileries, et bientôt parut sur le balcon, marchant à grand'peine à cause de ses jambes enflées, S. M. Louis XVIII. Il salua affectueusement, mais d'un air bien triste, et se retira au milieu des cris de : *Vive le Roi*, sortis de la poitrine des royalistes purs. Ce n'était pas précisément aussi fort que les hourras qui accueillaient Napoléon passant à cheval ses revues sur cette même place.

Auprès de nous était un corps de volontaires sans uniforme et diversement armés, de tout rang, de toute position sociale et de tout âge. Le dévouement de ces volontaires était intéressant, mais en voyant l'air si martial des soldats de la vieille armée, on prévoyait qu'il ne servirait à rien contre ceux-ci.

Le comte d'Artois, en uniforme de la garde nationale, passa dans la journée la revue de quelques légions de cette garde, dont la tenue calme et impartiale sauva Paris de grands désordres dans cette révolution des cent jours. J'assistai à une de ces revues sur la place Vendôme. Le prince s'efforçait de paraître souriant, mais il devait être bien triste au fond du cœur, lorsqu'il rencontrait sur son passage les regards

malveillants de vieux militaires en bourgeois, tenant à demi-voix des propos fort peu royalistes.

Congédiés après cette revue du roi, on nous assigna un rendez-vous pour le lendemain. En rentrant à mon hôtel, je n'y trouvai plus ni Rilliet ni de Vincy, qui avaient reçu l'ordre dans la journée de rester en caserne avec leurs corps respectifs. Je ne devais plus les revoir à Paris, car, dans la nuit suivante, la maison du roi et la cour prirent la route de Gand, se voyant abandonnés du reste de l'armée. Rilliet suivit la cour à Gand et se rendit ensuite en mission auprès de l'état-major des alliés, pour être au courant des opérations militaires. Il assista, je crois, en cette qualité à la bataille de Waterloo. Quant à de Vincy, son corps fut congédié à la frontière, et il revint dans ses pénates.

En sortant de mon lit, le 20 mars, après avoir dormi du sommeil du juste, je ne fus pas médiocrement surpris d'apprendre que le roi était parti, et que dans la journée on attendait Napoléon. Quelle métamorphose ! Dans les rues plus de *vive Henri IV* et encore moins de *vive Louis XVIII*, mais des *vive l'empereur* furibonds ; plus de cocardes blanches, partout des cocardes tricolores, et puis foule compacte sur les boulevards pour attendre Napoléon et ses braves de l'île d'Elbe. En un mot, à la population royaliste avait succédé comme par magie une population bonapartiste.

On voyait ainsi quelles faibles racines avaient jetées les Bourbons en France ; ceux-là même qui n'aimaient pas Bonaparte n'avaient pu s'attacher à une famille

qui, sans protéger aucun des intérêts créés par la révolution, semblait n'avoir pris à tâche que de ressusciter un régime oublié.

J'aurais dû revenir à Genève, car ma présence à Paris était sans but depuis ces événements; mais j'étais jeune, mes souvenirs se rattachaient tous à l'empereur et je me trouvais au milieu d'anciens camarades qui n'avaient aucun scrupule de servir Napoléon. Je pris le parti de ne pas me presser de quitter Paris, pour voir la tournure que prendraient les choses, et sachant fort bien que mon hésitation ne serait point du goût de mes parents, je pris aussi la résolution encore moins convenable de ne pas me hâter de leur écrire. J'étais donc sourd et muet pour eux depuis plus de quinze jours, lorsqu'un beau matin je vis entrer dans ma chambre Charles Vernes, sous-gouverneur actuel de la banque parisienne, alors associé de mon ami Dassier, à la demande duquel il agissait au nom de ma famille.

Il était porteur d'une liasse de lettres de Genève et, en outre, d'un plaidoyer verbal tendant à me prouver, par mille bonnes raisons, que je ne devais pas embrasser une aussi mauvaise cause que celle de Napoléon, cause d'ailleurs si mal vue à Genève.

Je fus encore plus touché de son ton obligeant et modéré que de ses raisons. J'avais déjà reconnu d'ailleurs que je ferais une peine extrême à mes parents en prenant du service sous Napoléon; je ne pouvais plus longtemps faire la sourde oreille : je me rendis.

J'allai donner ma démission d'officier d'artillerie de marine au ministère de la marine, après avoir prévenu de mes motifs le vieux général Sugny, inspecteur de l'arme sous tous les régimes; au lieu de voir le côté intéressant d'une démarche consciencieuse, il me reçut fort mal, me faisant entendre fort désagréablement que je me retirais au moment où mes services devenaient nécessaires.

Quoi qu'il en soit, ma démission me fut accordée le 20 avril 1815, et je repartis pour Genève, bien attristé de me voir de nouveau sans place et ne pouvant même me consoler par la pleine approbation de ma conscience, car je me retirais à contre-cœur d'une route dans laquelle me poussait une inclination naturelle.

Je trouvai à Genève un revers de médaille bien différent de la scène que je perdais de vue: toute la population virile était en armes par crainte de Napoléon, qu'elle avait en horreur, et mon frère Charles, tout étudiant de théologie qu'il était, manœuvrait le canon sur les remparts. L'Europe aussi était en armes contre la France.

Le jour de mon retour à Genève fut celui de l'arrivée du général de Sonnenberg, nommé par la Confédération commandant de la place. Il fut reçu avec les plus grandes démonstrations de joie. Outre la milice genevoise, la garnison se composait d'un bataillon fribourgeois, d'un bataillon vaudois et d'une compagnie d'artillerie zuricoise.

Dans l'état-major du général figuraient MM. Auguste

Bontems, lieutenant-colonel fédéral, Charles Bontems, capitaine fédéral, Schumacher, capitaine fédéral, aujourd'hui conseiller d'État de Lucerne, Kunkler, frère du syndic, officier fédéral, Serre-Brameral et Massé (Johanny), officiers cantonaux.

Peu de jours après mon retour, j'eus la visite de M. Auguste Bontems, qui venait me proposer, au nom du général de Sonnenberg, la place provisoire de capitaine d'artillerie fédérale, adjoint à l'état-major. Le général ne me connaissant pas, il était clair que c'était Bontems qui m'avait indiqué, et auquel je devais toute la reconnaissance de ce choix. L'emploi, dans les circonstances où je me trouvais, était honorable et, sous le rapport pécuniaire, n'était pas à dédaigner, car ma fortune était loin d'être faite. Je n'avais, il est vrai, presque aucune pratique de l'artillerie de terre; mais, avec mes études théoriques et l'habitude du commandement militaire, j'espérais m'en tirer. Je savais d'ailleurs que personne à Genève n'y entendait rien, et me fiais au proverbe *dans le royaume des aveugles*, etc. J'acceptai.

Le général de Sonnenberg était un homme assez froid. Il s'occupa très-peu de moi, et si j'avais à me plaindre de quelque chose, c'était de ne recevoir de lui aucun ordre précis, et d'ignorer s'il était ou non content de mes services. L'état-major général de l'artillerie fédérale, dont le siège était à Berne, ne me donna jamais, non plus, le moindre signe de vie; en

sorte que je puis dire que j'étais absolument livré à mes propres inspirations.

En d'autres temps, on aurait pu prendre ce laisser aller pour une marque de confiance; c'était alors tout simplement le résultat de l'enfance des institutions militaires en Suisse. Les faits de guerre ayant au reste été nuls pour Genève, mon occupation principale fut de donner quelque instruction à l'artillerie naissante de la milice genevoise.

Un seul moment critique signala cette époque: ce fut celui où le général français Dessaix occupa Carouge pour faire, avec quelques troupes, une pointe sur le Chablais. Quoiqu'il eût l'intention de respecter le territoire suisse (Carouge appartenait alors au roi sarde), il y eut cependant des coups de fusil tirés par les patrouilles françaises d'une rive à l'autre de l'Arve. On répondit à cette démonstration en lançant trois obus sur Carouge. La menace de continuer fit cesser les hostilités.

La déroute de Waterloo, le 18 juin 1815, et l'arrivée par la route du Simplon d'un corps d'armée autrichien commandé par le général Frimont, décidèrent la retraite des troupes françaises. J'assistai, au bout du pont de bois sur l'Arve, à la signature de la capitulation, en vertu de laquelle la province de Carouge devait être évacuée dans un court délai par ces troupes. Le jour même, Carouge fut occupé par les Suisses, et l'armée autrichienne traversa Genève pour se porter vers la frontière de France.

Je fis, à l'occasion de cette armée autrichienne, une rencontre assez curieuse. J'allais avec un autre officier à Vézenas, le jour où la colonne autrichienne arrivait par la route du Simplon, lorsqu'un soldat de cette colonne, marchant isolément en avant, s'adressa à moi en bon français, et me demanda si je connaissais à Genève un M. Rieu. Il ne pouvait mieux s'adresser et ma surprise fut grande. Il se trouva que ce militaire, qui avait le grade de sergent-major, avait été autrefois au service de France, dans la compagnie de mon père. Je lui indiquai notre demeure, et il eut avec mon père une reconnaissance réciproque.

Toute crainte ayant cessé pour Genève, car, loin d'avoir rien à redouter, elle avait son contingent à l'armée fédérale et sur le territoire français, ma place devenait inutile, et je fus remercié de mes services fédéraux, qui avaient duré environ deux mois. Il ne m'en resta qu'un habit vert que je livrai aux gerces.

Ce fut encore ma providence, la bonne dame Trembley-de Ribaupierre, qui écrivit à son ami le duc d'Escars, de retour en France avec les Bourbons et toujours en faveur, pour me faire retrouver ma place dont j'avais donné ma démission sous le régime des Cent-Jours. La démarche réussit et eut pour résultat une lettre autographe du ministre de la marine, le vicomte du Bouchage, renfermant la promesse de ma réintégration sur le rôle des officiers d'artillerie de la marine, ce qui me fut officiellement confirmé peu de temps après. Je fus classé en activité entière dans le

second régiment d'artillerie de marine en garnison à Toulon.

En fait de places, j'avais du reste l'embarras du choix ; car le Conseil d'État du canton de Genève paraissait très-disposé à m'indiquer comme capitaine de la compagnie genevoise qui devait figurer dans le régiment suisse de la garde royale, en vertu de la capitulation récemment signée. On sait que dans la garde le grade de capitaine était assimilé à celui de chef de bataillon dans la ligne.

Je n'eus pas à opter comme on pourrait le croire, et l'on va voir pourquoi ; mais si j'avais eu à le faire, malgré la tentation de porter un bel habit rouge et des épaulettes à gros bouillons, mon penchant m'eût décidé pour le corps où j'avais mes habitudes et d'anciens compagnons d'armes. La vie de corps de garde des troupes suisses me paraissait d'ailleurs peu séduisante. J'avais enfin tant de compétiteurs pour le service capitulé, que j'aurais reculé devant l'idée de faire des malheureux.

L'enfant qui porte des ailes et un carquois, mon ami Dassier aidant, se moqua et du duc d'Escars et du vicomte du Bouchage, et même, ô irrévérence ! du Conseil d'État de Genève. Au beau milieu de mes indécisions, je vis entrer un matin ce cher Dassier dans ma chambre ; c'était en février 1816. Il commença par me faire une superbe sortie contre le service militaire en temps de paix, puis un éloquent plaidoyer sur les douceurs du mariage et de la vie civile, et, pour conclu-

sion, me fit remarquer que je dansais beaucoup avec une certaine demoiselle Marie Lasserre, à laquelle je ne paraissais pas déplaire ; que ce serait là, si j'étais agréé, un beau parti pour un homme qui n'avait pour toute fortune qu'un pouce coupé et une balafre au front ; qu'il connaissait un peu le papa, et qu'enfin, si je n'y mettais opposition, il irait de ce pas lui demander pour moi la main de sa fille. Son éloquence, qui ne faisait qu'encourager un secret désir, que la réserve naturelle de mon caractère n'aurait jamais mis au jour sans cette invitation, n'eut pas de peine à me persuader.

Aussitôt dit, aussitôt fait. Mes parents avertis n'eurent, comme on le pense, aucune objection à faire, et dans le jour même j'eus la certitude qu'une demande en forme serait accueillie. Jamais affaire importante ne fut plus vite arrangée et jamais la surprise de mes autres parents et amis, à l'ouïe d'une aussi prompte issue, ne fut plus légitime.

Je fis un mariage d'une autre nature avec la république en prenant une place d'*auditeur*. Tout était alors impromptu pour moi, car j'étais aussi peu préparé à cette magistrature civile que je l'eusse été pour être évêque ou pape.

En un mot, pour donner une idée de mon exactitude à faire coïncider les dates, je dirai que j'entrai dans les fonctions de ma place d'*auditeur* le 15 avril 1816, et que je fus marié à l'église de Chêne-Bougeries, le lendemain 16 avril 1816.

Ici commence la partie de ma vie passée sous les yeux de mes concitoyens, et par conséquent mieux connue que celle dont je viens de parler. Cette seconde partie a eu aussi ses tribulations, mais les douceurs dont elles ont été entremêlées, le sentiment d'être utile à ma patrie et les marques d'approbation qu'on a bien voulu me donner quelquefois, ont été pour moi une douce compensation ; plus qu'une compensation, puisque j'y ai trouvé le bonheur, autant du moins qu'on peut le trouver ici-bas.

Aujourd'hui, ce qu'il y avait d'extérieur, de superficiel, dans ce bonheur est fini pour moi. Séparé par l'infirmité de mon ouïe des affaires publiques, je ne suis plus qu'un membre inutile de la société. Puissé-je travailler à mon bonheur intérieur en triomphant de ce qu'il y a d'inquiétude, d'impatience, d'égoïsme et de défaut de bienveillance et de charité dans mon caractère, en contribuant au bonheur de ce qui m'entoure, en faisant ma paix avec ma conscience et surtout avec Dieu qui m'a toujours accordé une protection dont je ne saurais être digne que par ma reconnaissance et mon amélioration spirituelle.

NOTES SUR MA CARRIÈRE CIVILE

RÉCAPITULATION ET DATE DE MES DIVERSES FONCTIONS

1° *Auditeur*, dès le 15 avril 1816 ; nommé d'abord jusqu'au 31 décembre 1816, puis réélu alors pour trois ans, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1819. N'étant pas alors rééligible d'après la loi, je cessai mes fonctions.

2° *Membre du Conseil Représentatif*: élu le 16 décembre 1816, j'y suis resté jusqu'à mon entrée au Conseil d'État en 1824.

3° *Membre du Conseil militaire*: élu en date du 11 juillet 1818. J'y remplaçai mon père démissionnaire et j'en étais membre lors de mon entrée au Conseil d'État.

4° *Capitaine d'artillerie* du contingent en date du 29 mai 1818.

5° *Lieutenant-colonel commandant le bataillon d'artillerie* en date du 15 mars 1824. Je quittai ce commandement à la fin de cette même année, étant nommé *conseiller-major* en ma qualité de conseiller d'État.

6° *Membre de la Société économique* en date du 2 septembre 1822, jusqu'au 31 décembre 1828. Je m'en

retirai lorsque je fus nommé lieutenant de police, non par incompatibilité, mais parce que je crus ne plus avoir assez de temps pour remplir les deux fonctions.

7° *Membre du Conseil d'État*, élu le 14 avril 1824.

8° *Conseiller-major* dès le 31 décembre 1824.

9° *Lieutenant de police* dès le 31 décembre 1826 pour 1827 ; élu dès lors pour 1829 et 1831.

10° *Syndic de la garde* : élu pour 1830 et 1832.

11° *Premier syndic* : élu successivement pour 1834, 1836, 1838 et 1840.

12° *Membre de l'assemblée constituante* en date du 21 décembre 1841, et élu dans cette assemblée comme membre de la commission qui prépara la constitution de 1842.

13° *Second syndic*, d'après la constitution de 1842, du 4 juillet 1842 au 31 décembre 1843.

14° *Membre du Grand Conseil*. Je fus élu membre du Grand Conseil lors de la première formation de cette assemblée en 1842, et comme tel, élu conseiller d'État par ce corps, puis second syndic.

A l'expiration de mon syndicat, je donnai ma démission de conseiller d'État, mais je restai dans le Grand Conseil jusqu'à son renouvellement en avril 1844. Je refusai alors ma candidature pour la nouvelle élection et mis ainsi fin à ma carrière publique.

REMARQUE PRÉLIMINAIRE

Lorsque je me fixai à Genève par mon mariage, il va sans dire que je n'y étais connu que par ouï-dire ; et cependant je me vis nommé d'emblée à une place d'auditeur, alors assez recherchée et pour laquelle j'avais un concurrent plus âgé, bien plus connu que moi, et qui ne laissait rien à désirer, ni pour sa position sociale, ni pour son caractère moral : c'était M. Puérari-Vieusseux, ancien pasteur émérite qui avait renoncé à l'état ecclésiastique. Je ne dus mon élection qu'à l'influence dont jouissait M. Jacques Lasserre, mon beau-père, fort réputé dans l'administration comme financier intelligent et plein de bon sens, et qui avait déjà, comme tel, rendu des services dans l'ancienne république, sous le gouvernement français. En outre, mon père, brave ancien militaire, était déjà membre du Conseil Représentatif et du Conseil militaire, et quoique modeste et ne parlant que très-peu, il était reconnu comme un citoyen dévoué et du caractère le plus honorable. Enfin, il faut le dire, car cela comptait alors, je tenais par ma mère à des familles patriciennes, les Turrettini, les Saladin, et par mon père aux Calandrin et à leurs alliés. Cette aristocratie genevoise reprit le haut bout à la restauration et l'on pouvait lui pardonner ce qu'elle avait de trop exclusif, grâce à ses sentiments de dévouement à la patrie, de bienveillance pour les classes inférieures, d'honneur et

de parfait désintéressement, d'amour pour ce qui était juste et légal. Le radicalisme l'a mise de côté aujourd'hui ; à beaucoup d'égards il ne la remplace pas.

DE L'AUDITORAT

J'entrai dans mes fonctions d'auditeur la veille même de mon mariage. Ce fut mon beau-père qui exigea presque mon entrée dans cette carrière, fort inquiet qu'il était d'avoir un gendre oisif. J'avais autant de goût pour cela que pour tenir les cornes d'une charrue ; et au lieu de faire, comme de nos jours, mon voyage de noce, j'eus l'agrément le lendemain même de mon mariage d'aller faire une tournée d'inspection sur le marché auquel j'étais commis.

On regardait l'auditorat comme la pépinière du Conseil d'État et je me trouvai pour collègues la fleur des hommes d'espérance, sur le choix desquels on ne s'était point trompé ; il suffit de les nommer : Rigaud-Saladin, dès lors syndic ; Naville-Boissier, plus tard Naville de Châteaueux, dès lors syndic ; Lullin-Diodati, dès lors syndic ; Marignac-Leroy, dès lors conseiller d'État ; Georges Mallet, plus tard Mallet d'Hauteville, qui ne voulut pas ensuite de la haute magistrature, aimant mieux se livrer au culte des lettres et faisant avec beaucoup d'esprit de petits romans.

L'auditeur était chargé, entre autres choses, de faire, au civil, des conciliations ; je n'avais jamais mis

le nez dans un code, et me trouvai, comme un nouveau Sancho Pança, appelé à m'occuper de litiges qui embarrassaient fort mon ignorance. Au reste ces conciliations purement volontaires ne roulaient en général que sur des bagatelles insignifiantes, car l'auditeur n'avait aucune compétence légale et ne pouvait pas même exiger la comparution des défendeurs, en sorte que les affaires un peu sérieuses allaient droit aux tribunaux.

L'auditeur remplaçait alors le commissaire de police ; il était chargé de la première information de tout crime ou délit, mais, de plus, il siégeait comme juge au tribunal correctionnel et de simple police. Tout cela était aussi fort embarrassant pour un débutant, et je ne me consolais qu'en voyant mes collègues aussi neufs que moi. Le lieutenant de police était notre chef ; ce fut, pour commencer, M. de la Rive-Rilliet, conseiller d'État de l'ancienne république, où il s'était acquis une réputation d'habileté en fait de police. C'était un homme bienveillant, mais imbu de vieilles traditions qui n'allaient plus au temps moderne. Sous sa première impulsion j'eus la naïveté de faire bien des choses ridicules : ainsi, chargé de la police des marchés, j'allais l'épée au côté (car nous portions épée et tricorné), inspecter les demi-livres de beurre, faisant confisquer fort arbitrairement et illégalement celles que je jugeais à l'œil trop légères, et tout cela avec un huissier, en petit manteau rouge et jaune, à mes trousses. Ces procédés cependant, qui me paraissaient

des chefs-d'œuvre, ne scandalisaient point un public qui voyait avec plaisir tout ce qui n'était pas du régime français. Ce ne fut que plus tard que quelques citoyens imbus des idées nommées libérales, qui commençaient à avoir cours, trouvèrent à redire à ces manières de pacha.

Le sérieux de mes fonctions était l'information première des délits et crimes, et ensuite l'instruction des procédures, qui pouvait m'être déléguée en ma qualité de juge du tribunal correctionnel. Mon premier procès-verbal eut pour objet un vol de poules, fait à Plainpalais, avec toutes les circonstances aggravantes possibles : de nuit, avec effraction, dans une maison habitée, du moins par les poules. Je passai toute une matinée à chercher la trace des voleurs, décrivant avec une exactitude photographique les moindres détails locaux ; rien n'y manquait, excepté le voleur qui court encore.

L'auditorat, réminiscence de l'ancienne république, initiait à la vie les jeunes hommes que leur position sociale devait appeler plus tard à des emplois plus relevés. Le public était, de son côté, mis en rapport avec des hommes bien nés, incapables de procédés grossiers ou peu délicats. Tout cela alla bien tant que l'amour des aises et des jouissances de la richesse et du luxe n'engendrèrent pas la paresse et l'indifférence. Mais le moment arriva, et ce moment précéda de peu nos révolutions, où au lieu d'avoir à choisir entre des concurrents, il fallait obtenir à grand'peine que Monsieur tel ou tel se laissât élire auditeur, et où l'audi-

teur élu reculait devant les fonctions pénibles et ne se trouvait jamais à son poste. Ce fut là un précurseur de la déchéance de l'aristocratie dans l'opinion du peuple ; on en revint aux commissaires de police.

Pendant quatre ans d'auditorat j'ai vu bien des incidents plus émouvants pour moi, dans le moment, qu'intéressants à rappeler lorsque le temps les a effacés. Le seul qui soit resté dans la mémoire de quelques personnes est une émeute qui eut lieu sur le marché, en 1817, à l'occasion d'une année de rareté des subsistances.

Le peuple se figura, comme cela a lieu à l'ordinaire, que le renchérissement des denrées provenait de l'acaparement qu'en faisaient les revendeurs. J'eus fort à faire un jour de marché pour empêcher les violences. Malheureusement, le marché suivant, ces violences eurent leur effet, et des vendeurs furent pillés ou contraints de vendre à des prix qu'on leur imposait. La chose devint si grave qu'il fallut battre la générale et en appeler, pour rétablir l'ordre, à la milice armée. Cela même ne réussit qu'incomplètement, et un syndic qui se transporta au Molard fut à peine respecté. Cependant on parvint à arrêter à domicile trois ou quatre agitateurs connus, appartenant au bas peuple. Ils furent jugés et condamnés à quelques mois de prison par la Cour suprême. Enfin, l'abondance vint mettre fin aux inquiétudes. Il me souvient que l'irritation populaire interpréta fort mal un propos que j'avais tenu dans une de ces scènes du marché : j'avais dit à un

mauvais sujet qui se mettait en avant : *Le peuple ne fait pas la loi*, ce qui était parfaitement vrai ; mais on en concluait que j'avais insulté ce bon peuple.

DU LIEUTENANT DE POLICE

Les fonctions du lieutenant de police ne se distinguaient de celles de l'auditeur qu'en ce qu'elles avaient de plus général. De plus, ce magistrat n'avait pas à s'occuper des conciliations civiles.

Ainsi, le lieutenant de police était le président du Tribunal correctionnel et de simple police. Cette présidence fut pour moi très-profitable et m'intéressa beaucoup ; elle m'initia bien aux formes judiciaires, et me fournit une étude assez curieuse des mœurs populaires.

La composition du collège des auditeurs était pour beaucoup dans l'agrément et l'efficacité de cette place. Sous ce rapport, je n'ai point eu à me plaindre de mon lot : il suffit de citer les noms de MM. Cramer-Martin, dès lors syndic ; Lullin-Dunant, dès lors juge, puis conseiller d'État ; Beurlin, dès lors juge ; Pictet de Sergy, dès lors conseiller d'État ; Prevost-Cayla, dès lors conseiller d'État et juge ; H. Lasserre, dès lors juge ; Fæsch-Micheli, dès lors juge, puis conseiller d'État ; Gampert, dès lors juge ; Odier-Baulacre, si connu dès lors par son activité philanthropique, et comme membre du Consistoire, etc.

A défaut de grandes choses, la sollicitude civique attachait alors une grande importance à certains dé-

tails abandonnés aujourd'hui au moindre employé municipal, comme, par exemple, l'enlèvement des neiges. J'ai vu M. le lieutenant de police Puérari réduit au désespoir, et voyant sa réputation compromise, parce qu'il n'avait pas pris à temps un arrêté pour obliger les particuliers à faire déblayer la neige : tous les souliers humides s'élevaient en jugement contre lui.

Enfin la qualité de membre du Conseil d'État donnait au lieutenant de police une initiative marquée pour tous les arrêtés de ce corps concernant la police. J'ai concouru, à ce titre, avec mon collègue Aug. Cramer, à la codification du règlement général de police, aujourd'hui en vigueur, ou qui a survécu du moins, en grande partie, à nos changements révolutionnaires.

Ce règlement revisait, rassemblait, complétait plusieurs dispositions éparses ; il a été, je crois, fort utile aux magistrats de police, comme aux citoyens.

DU CONSEIL REPRÉSENTATIF ET DU CONSEIL D'ÉTAT

Je n'étais guère préparé à la discussion, par l'état militaire dont je sortais, lorsque j'entrai au Conseil Représentatif. Ordonner ou obéir, voilà ce que je savais : j'entrais par contraste dans un monde nouveau, où la parole tenait lieu de l'action. Dans ce conseil, plein d'hommes de mérite, on aimait trop à s'écouter parler ; on jouait à la parole comme on joue aux cartes ou au billard, sans trop s'inquiéter du temps perdu. Dans les innombrables commissions, chacun tenait à

dire son mot, dût-il répéter celui du voisin. Dans les rapports, on faisait du style fleuri, et on remontait aux Grecs et aux Romains pour la chose la plus simple. Enfin, dans la discussion d'un projet de loi, c'était à qui proposerait des amendements; en sorte que la pauvre loi, après trois débats, était changée en nourrice, mal rédigée, remplie d'articles plus ou moins confus et quelquefois contradictoires. On s'en consolait, parce que chaque loi portait un terme de révision fort rapproché, ce qui donnait l'espoir aux nombreux conseillers malades d'amendements rentrés de faire alors une cure salubre.

N'ayant pas les idées promptes, aimant peu à parler, et ignorant sur beaucoup de choses, je pensais n'avoir rien de mieux à faire que de me taire, me renfermant dans ma spécialité militaire, où l'on me regardait comme un expert, exagérant un peu mon mérite à cet égard. Malgré ce que je viens de dire, j'ai conservé de ces premiers temps de notre assemblée législative un souvenir agréable : il y régnait beaucoup d'égards mutuels et de bienveillance; la violence et l'esprit de parti n'y existaient pas, et rien n'était plus pur que les intentions des orateurs les plus animés de l'opposition libérale, qui combattait les souvenirs un peu arriérés des hommes de l'ancienne république.

Notez que ceux de ces libéraux que le temps avait épargnés, devinrent plus tard les ennemis les plus déclarés du radicalisme moderne.

J'ai bien rarement fait des discours dans ma carrière

parlementaire, et lorsque j'en suis venu là ces discours étaient fort courts et, pour ainsi dire, dictés par une impérieuse nécessité, où me plaçait la magistrature ou mes fonctions militaires. Je n'ai jamais pu vaincre, même pour dire les choses les plus simples, un sentiment inné de timidité que j'aurais, en vain, voulu voir le partage d'orateurs bavards et si fort à leur aise.

Ce n'était nullement le cas lorsque je siégeais dans le Conseil d'État, où la plus cordiale intimité régnait entre les membres, intimité qui excluait toute contrainte, sans exclure les convenances. Les plus doux souvenirs de ma vie publique me reportent au temps où j'ai siégé dans ce corps. Ces souvenirs sont aujourd'hui presque autant de regrets, puisque j'ai vu mourir successivement les hommes auxquels j'étais le plus attaché, tels que Fatio, Rigaud, Lullin, Micheli, Turretini, Saladin, Odier, Calandrin, De Roches-Joly, Naville Ed., Kunkler, Girod-Jolivet, Gallatin, Turretini-Necker, Vernet-Pictet, etc. Je voudrais aussi compter parmi eux MM. Schmidt, Gourgas, Falquet, Pictet-Baraban, Barde-Jolivet ; mais ceux-ci, auxquels je fus également fort attaché, ou sortirent du Conseil trop peu de temps après que j'y fus entré, ou occupèrent des places de juges à la Cour suprême, qui les éloignaient trop de mes propres occupations pour que je pusse contracter avec eux d'intimes rapports.

Si je ne parle pas de ceux qui sont encore vivants, c'est que je ne place ci-dessus que les liens rompus par la mort, et non ceux qui subsistent encore.

Ma vie de conseiller d'État sera du reste suffisamment expliquée par les notes relatives à mes diverses fonctions dans des magistratures spéciales.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est comme membre du conseil militaire, puis comme membre du Conseil d'État attaché au conseil militaire, avec le titre de *conseiller-major*, puis enfin comme syndic de la garde que j'ai eu à m'occuper d'affaires militaires.

Le conseil militaire eut pour première fonction, après la restauration, de mettre en ordre le matériel des arsenaux, lequel se composait de fusils, en assez mauvais état, laissés par l'administration française ou donnés par l'Autriche, des canons de l'ancienne république, enlevés en 1814 par les Autrichiens, puis restitués par l'empereur d'Autriche et ramenés de Vienne, enfin de vieux affûts et des armes anciennes du temps de l'Escalade. Mais la réparation de ce matériel et son augmentation étaient regardées comme une conséquence de la conservation des fortifications, et cela m'amène à parler de cette dernière question en parcourant les phases qu'elle a suivies.

On attachait alors un puissant intérêt à cette question des fortifications, soit par le souvenir des sacrifices et des dépenses considérables que l'ancienne république avait faites pour l'enceinte fortifiée de Genève, soit parce qu'on attribuait à cette enceinte, à partir de

l'Escalade, jusqu'au commencement du siège du général Montesquiou, le salut de notre indépendance, soit enfin parce qu'on redoutait pour les mœurs et la religion protestante l'invasion d'une population étrangère dans une ville tout ouverte. Le radicalisme a cru plus tard, bien à tort, que l'aristocratie avait pour but, en maintenant les fortifications, de conserver un prétexte pour avoir une garde soldée, et en même temps de donner un prix plus élevé à ses maisons urbaines. Je puis bien assurer qu'en ce qui concerne l'aristocratie que j'ai connue, ainsi que la haute bourgeoisie, un tel motif n'existait pas ou du moins n'a point été mis en avant, même dans les plus intimes conversations.

Les fortifications étaient alors un article de foi patriotique qui allait à l'intolérance. Quelques membres du Conseil Représentatif, peu guerriers, craignaient qu'elles n'attirassent la foudre de la guerre, au lieu de la repousser; ils auraient volontiers voté la destruction complète; mais, par respect pour l'opinion dominante, ils se bornaient à opiner pour une simplification seulement.

Ce fut en 1822 qu'une loi vint régulariser l'existence des fortifications, et le débat le plus vif s'établit, non sur le principe d'une enceinte fortifiée, sur lequel on était presque unanime, mais sur la conservation ou la non-conservation des contre-gardes. Le conseil militaire, qui avait été, comme de juste, consulté sur le projet de loi, était lui-même partagé sur la question des contre-gardes, mais non sur le principe de con-

server la première enceinte des bastions. Appelé, en Conseil Représentatif, à prendre une part active à ce débat, je parlai en faveur des contre-gardes ; je le fis sans m'exagérer l'importance défensive de ces ouvrages ; mais je faisais observer que le système des contre-gardes étant *un* avec celui des bastions auquel il avait été adapté, sa destruction laisserait subsister un système incomplet et fautif. Le système complet était, comme je cherchais à le prouver, défensible avec le personnel de la population et le matériel dont on pouvait disposer, et une destruction partielle ne tendrait qu'à ébranler la confiance populaire, si essentielle pour le succès de la défense lorsqu'elle serait nécessaire ; cette confiance une fois perdue ne reviendrait plus.

Je fis là-dessus, non sans être fort approuvé et loué par beaucoup de membres des deux Conseils, mes premières armes parlementaires. Le Conseil Représentatif, ébloui par l'éloquence déployée de part et d'autre, prit le parti des gens qui sont dans le doute : il vota la réparation de l'enceinte bastionnée de la rive droite, mais ajourna à 1825 sa décision sur les fortifications à contre-gardes de la rive gauche.

En 1825, ces dernières revinrent en discussion, toujours avec leurs contre-gardes et les doutes qui pesaient sur celles-ci ; et de nouveau même éloquence et mêmes doutes de part et d'autre ; je dois ajouter même ajournement, car on ne vota cette fois que la réparation des bastions.

Enfin, en 1834, je fus le rapporteur du Conseil d'É-

tat, qui proposait en définitive d'abandonner ces pauvres contre-gardes. Si je me rangeai à cet avis, qui n'avait pas été le mien précédemment, c'est que douze années avaient considérablement affaibli l'enthousiasme à cet égard. Il faut aussi l'avouer, la science militaire avait fait bien des progrès dans l'intervalle, et les moyens d'attaque avaient acquis une telle supériorité sur les moyens de défense, qu'à moins de faire de Genève une vraie forteresse, par des travaux additionnels dont le coût eût dépassé nos ressources, on ne pouvait plus espérer que des contre-gardes ajoutassent rien à la défense possible qu'offrirait une simple enceinte. Le projet fut adopté.

La révolution de 1846 a nivelé et bastions et contre-gardes. Si elle n'a pas trouvé là jusqu'à présent tous les profits financiers qu'elle attendait, il faut convenir qu'une ville ouverte, de nombreuses et faciles communications, de beaux quais, offrent, en temps ordinaire, bien des jouissances à l'œil et des agréments à la population. Mais le coup d'œil moral d'un peuple toujours prêt à défendre son indépendance et sa patrie sur les remparts qui l'entourent et réveillent de beaux souvenirs, ce coup d'œil a disparu pour ne plus revenir.

Les lois dont je viens de parler prévoyaient aussi diverses dépenses pour compléter le matériel nécessaire à la défense de Genève. Le conseil militaire nomma, dès 1822, une commission qui fut spécialement chargée de veiller à l'exécution de tout ce qui avait été prévu par les dites lois. Cette commission, composée

du syndic Fatio, du lieutenant-colonel Dufour, depuis général, du capitaine d'artillerie Audéoud et de moi-même, a travaillé jusqu'à parfaite exécution de son mandat, c'est-à-dire au delà de 1834, restant invariable pendant tout ce temps-là. Son registre, déposé sans doute aux archives militaires, doit survivre ainsi à des travaux que Dufour et moi avons seuls vu détruire dès lors pièce à pièce depuis 13 ans.

La garde soldée, d'abord appelée *garnison*, fut instituée en 1814. Elle se composait d'un détachement de gendarmerie, d'une compagnie d'artillerie et de quatre compagnies d'infanterie. On trouvait alors cet effectif bien modeste pour le service d'une place fortifiée, et le gouvernement se figurait un peu qu'il trouverait dans cette troupe une ressource en cas d'émeute. Mais on vit par la suite que l'on formait en même temps des hommes à l'oisiveté de la cantine, qu'on n'oserait pas les employer dans les troubles populaires et que les gardes qu'ils montaient ne servaient pas à grand'chose. En outre la garde soldée consommait une portion trop notable du budget.

On ne tarda donc pas, en 1819, à réduire légalement la garde soldée en supprimant deux des quatre compagnies d'infanterie.

On alla plus loin en 1825, car je fis, cette année, au Conseil Représentatif, au nom du Conseil d'État, un rapport sur un nouveau projet de loi pour la garde soldée, qui réduisait encore cette troupe, la composant d'un état-major simplifié, d'une compagnie de gendarmerie

et de deux compagnies d'artillerie, au lieu de son effectif actuel qui se composait d'un état-major complet, d'une compagnie de gendarmerie, d'une compagnie d'artillerie et de deux compagnies d'infanterie.

Mais l'assemblée législative n'admit que la compagnie de gendarmerie et une compagnie d'artillerie, et rejeta l'état-major.

Enfin en 1834, je fis encore au Conseil Représentatif, au nom du Conseil d'État, un rapport sur un nouveau projet de loi concernant la garde soldée. Ce projet, qui fut adopté, maintenait cette fois l'organisation de 1825 en introduisant, par contre, une augmentation dans l'effectif de la gendarmerie.

Ce fut dans cette même année (1834) que je fis en Conseil Représentatif, au nom du Conseil d'État, un rapport sur la discipline de la garde soldée. Le projet de loi, qui fut adopté, tendait à attribuer au tribunal militaire institué pour la milice le jugement des délits commis par les militaires de la garde soldée. Jusqu'alors le conseil militaire avait été le juge de ces délits. La constitution avait ainsi organisé le conseil militaire, dont elle faisait une espèce de pouvoir distinct élu par le Conseil Représentatif. On jugea plus conforme au principe de la séparation des pouvoirs de ne considérer le conseil militaire que comme un département du pouvoir exécutif, auquel son élection fut attribuée, et on lui ôta son caractère de tribunal militaire. La loi qui opéra ce changement fut donc précédée d'une autre loi constitutionnelle sur la composition et l'élection du

conseil militaire, loi dont le projet fut rapporté par moi en Conseil Représentatif, au nom du Conseil d'État.

A la gendarmerie près, la garde soldée n'a rendu, pendant son existence, que le service de monter la garde, de concourir une ou deux fois avec la milice au service du contingent et de fournir des instructeurs aux recrues du contingent, instructeurs qui souvent avaient les vices que donne le cabaret. Supprimée en 1846, elle n'a pas laissé de grands regrets.

En 1834, je fis au Conseil Représentatif, au nom du Conseil d'État, un rapport sur un projet de loi qui limitait la faculté de bâtir en dehors des fortifications dans une zone large de cinquante toises, à compter des saillants du chemin couvert. Jusqu'alors le conseil militaire avait empêché les constructions en se fondant sur les prescriptions de l'ancienne république et du régime français qui lui avait succédé; mais il y régnait assez d'incertitude et le droit était contesté.

Le projet fut adopté et, chose remarquable, il eut dans le Conseil Représentatif, pour rapporteur et pour défenseur le célèbre et infortuné Rossi.

Milice. En 1814, on avait assez irrégulièrement formé une milice qui n'avait qu'un caractère de recrutement volontaire. A quelques compagnies d'élite près, reliquat de la garde nationale du régime français, la discipline et la tenue laissaient beaucoup à désirer. Il faut en excepter le bataillon de contingent qui fit pendant les Cent Jours une petite campagne fédérale en France.

On sentit le besoin de régulariser ce service, et en

1818 une loi, élaborée par le conseil militaire, fut discutée et votée par le Conseil Représentatif. J'y avais surtout travaillé à ce qui concernait l'organisation et l'instruction de l'artillerie ; il en résulta que je soutins cette partie en Conseil Représentatif. Ce fut, je crois, mon début comme orateur, début triomphant, parce qu'étant le seul du métier, je n'avais aucun contradicteur. Ayant été nommé, cette même année, capitaine d'artillerie du contingent, je fus appelé à mettre en pratique mes plans d'instruction en commandant en 1819 et 1820 les recrues d'artillerie campées au Planles-Ouates. J'avais fait fondre à Morges, avec le concours du capitaine Audéoud, les canons de campagne dont on se servait, et de concert avec lui, j'avais choisi l'emplacement du camp et fait construire la butte qui subsiste encore.

En 1824, la loi sur la milice étant soumise à la révision du Conseil Représentatif, par le Conseil d'État dont je ne faisais pas encore partie, je fus désigné comme rapporteur au nom de la commission du Conseil Représentatif. Ce rapport était le premier de ma façon dans une assemblée aussi nombreuse et aussi verbeuse, et je ne le fis pas sans émotion ; j'y mis, comme c'était alors la mode, quelques morceaux d'un style fleuri qui enlevèrent tous les suffrages et dont je rirais peut-être aujourd'hui ; et j'eus à soutenir pendant toute une session d'hiver une discussion sur chaque article, chacun se croyant passé maître sur la matière.●

Je n'ai eu dans le cours de mon service de milice qu'un seul désagrément qui vaille la peine d'être cité : au retour d'une fête du bataillon d'artillerie, que je commandais en l'absence du lieutenant-colonel Pinon, alors malade, un artilleur ivre nommé Curtin donna à mon premier lieutenant, M. Revilliod-Boissier, qui voulait le faire mettre dans son rang, un soufflet. Le bataillon arriva malheureusement de nuit à Genève ; néanmoins j'ordonnai un détachement pour conduire Curtin en prison. Aussitôt les hommes de sa compagnie déclarèrent tumultueusement qu'on ne l'emmènerait pas, et je ne sais ce que cela serait devenu, car tout le bataillon se disloquait, si dans l'intervalle le délinquant ne se fût laissé volontairement conduire à la dérobée par le major de place Fournier. Le bataillon congédié, je fus entouré par les mutins qui voulaient obtenir de moi l'ordre de libération de Curtin. Pour m'en débarrasser, je leur dis que justice serait rendue à qui de droit, et qu'ils seraient appelés les premiers à plaider la cause de leur camarade devant le tribunal militaire, mais que pour cela il fallait qu'ils se missent en rang et donnassent leurs noms. Sur ce ils se rangèrent, et je fis noter leurs noms par le sergent-major ; puis je les fis rompre et partir militairement. Cet appel nominal les calma si bien que quelques-uns filèrent sans en attendre la fin, et que tous se retirèrent paisiblement ; tant il est vrai que l'idée d'une responsabilité personnelle refroidit beaucoup l'ardeur d'une indiscipline en masse.

Curtin fut jugé par le conseil de discipline de la milice et condamné à un mois de prison ; mais comme on ne trouvait pas, avec raison, cette peine maximum, seule comportée par la loi de 1818 sur la discipline de la milice, proportionnée à la gravité d'un délit semblable, le Conseil d'État, sur la demande du conseil militaire, fit adopter par le Conseil Représentatif une loi additionnelle qui, en date du 19 juin 1819, portait à deux ans d'emprisonnement le maximum de la peine.

DU SYNDIC DE LA GARDE

La grande affaire du syndic de la garde était de présider le conseil militaire. Il était de plus le chef supérieur de la milice et de la garde soldée, et c'était à lui que le commandant de toute troupe réunie pour le service ou pour l'instruction devait ses rapports. Censé, aussi, être le commandant de la place de Genève, il en organisait la garde, lui donnait les consignes et le mot d'ordre. Dans les premières années de la restauration, il se faisait même un devoir de se trouver au défilé de la garde montante. J'ai vu le syndic Gourgas passer en revue cette garde, étant lui-même en galoches avec parapluie. Mais cet usage ridicule tomba bien vite en désuétude.

La nuit on venait quelquefois réveiller le syndic de la garde, fort indiscrètement, non pour l'avertir que l'ennemi était sur la brèche, mais pour lui demander

l'autorisation d'ouvrir l'une des portes à quelque personne de la banlieue qui venait chercher en ville des secours médicaux ou qui se trouvait attardée par une partie de plaisir.

L'une de mes surprises, lorsque j'y pense, et cela fait honneur aux mœurs républicaines d'alors, c'est qu'à la suite d'un régime aussi militaire que le régime français, où tant de troupes régulières avaient traversé Genève et y avaient séjourné, un magistrat en frac noir et sans épaulettes fût entouré d'autant de déférence que celle qu'on témoignait au syndic de la garde. Aujourd'hui que l'on a centralisé en Suisse tout ce qui est militaire et multiplié à Genève les épaulettes à bouillons, un tel respect serait difficilement obtenu.

DU PREMIER SYNDIC

L'on a dit des peuples qu'ils étaient heureux lorsque leur histoire était ennuyeuse. J'en dirais autant de ma magistrature avant notre révolution de 1841. J'ai par le fait assisté alors aux plus heureuses années de la république; tout était lait et miel, c'est-à-dire bienveillance et égards mutuels. Les quelques membres qui dans les conseils faisaient systématiquement opposition au Conseil d'État étaient peu nombreux; ils agissaient ainsi par des principes qui n'avaient rien de personnel; la plupart étaient des hommes distingués par leurs talents et de mœurs irréprochables.

Malgré cela le respect pour l'ordre établi par la restauration était tel, chez la très-grande majorité, qu'elle regardait ces hommes avec quelque défiance et que les plus exagérés y voyaient presque des conspirateurs.

Il régnait entre les membres du Conseil d'État une telle cordialité que la présidence de ce corps, attribuée au premier syndic, était bien plus une jouissance qu'une fonction pénible. La présidence du Conseil Représentatif, qui lui était aussi dévolue, avait plus d'épines et moins de roses, et ce n'était pas chose facile que de mettre en ordre logique pour les faire voter les amendements dont cette assemblée était le sol fertile.

Cependant, à tout prendre, dans l'ordre administratif comme dans l'ordre législatif, les rouages des nombreuses commissions étaient si bien ordonnés et marchaient si bien tout seuls, que la tâche du magistrat suprême en était fort simplifiée.

Je n'aurai donc à citer dans ma carrière de premier syndic que trois incidents qui vailent la peine de fixer l'attention ; les voici :

EXPÉDITION DES POLONAIS. 1834.

Ce fut dans le commencement de l'année 1834 que divers réfugiés politiques mi-partie polonais et italiens, quittant clandestinement l'asile qui leur était accordé, soit en France, soit en Angleterre, se dirigèrent sur la Suisse et se portant du canton de Berne dans celui

de Vaud, pénétrèrent de là dans le canton de Genève. Les uns s'embarquant à Nyon pour traverser le lac avec une barque chargée d'armes, abordèrent à hauteur d'Hermance le matin du 1^{er} février 1834. D'autres se glissèrent en même temps par terre, dans le canton, se rapprochant de la frontière de Savoie du côté de la commune de Compesières. Tous devaient faire partie d'une troupe armée et organisée pour pénétrer en Italie, sous le commandement d'un aventurier nommé *Ramorino*, lequel, plus tard, fut fusillé comme ayant trahi l'armée du roi Charles-Albert, en guerre avec l'Autriche. Le but de l'expédition était de révolutionner l'Italie au nom de ce que les réfugiés appelaient la *jeune Italie*.

Instruit par les autorités bernoises de la direction que prenaient les réfugiés et par les autorités vaudoises, de leur embarquement à Nyon, le Conseil d'État se hâta de faire prendre les armes à la milice et d'envoyer au lieu présumé du débarquement, du côté d'Hermance, la garde soldée et les compagnies d'élite les plus disponibles.

Cette mesure réussit ; car les réfugiés furent empêchés de débarquer, malgré toutes leurs protestations ; une barque chargée d'armes fut saisie, et une autre barque qui portait le personnel fut reconduite sous escorte à Nyon, sous la surveillance de M. le conseiller d'État Kunkler, qui avait la mission de s'entendre avec les autorités vaudoises, pour qu'elles retinssent sous bonne garde cette expédition manquée.

Mais ce que le Conseil d'État n'avait pas prévu, c'est 1° que la population et, en partie, la milice seraient favorables à la cause des réfugiés ; 2° qu'une autre expédition se rassemblait au Plan-les-Ouates. Il en résulta que, sans opposition de la part de la troupe, les armes saisies furent pillées, et allèrent à leur destination du Plan-les-Ouates. Dans ces conjonctures, le syndic de la garde Gallatin ne sachant où donner de la tête, je pris le parti, quoique premier syndic, d'aller sur le quai exhorter quelques compagnies d'élite qui se tenaient encore réunies à se conduire avec fermeté pour empêcher le désordre. Je fus fort bien reçu par une compagnie de grenadiers, mais une compagnie de chasseurs, après m'avoir écouté, se débanda sous mes yeux.

Quant à l'expédition du Plan-les-Ouates, je fus aussi obligé d'intervenir. Le soir du même jour, moment où l'on venait d'apprendre qu'elle se réunissait, je fus, dis-je, obligé d'intervenir pour déterminer un détachement de milice à aller dissiper le rassemblement. Mais cette mesure tardivement prise n'eut aucun résultat, car les réfugiés avaient déjà passé sur le territoire sarde lorsque la troupe envoyée arriva sur les lieux. On sait que cette expédition des réfugiés désarma d'abord quelques postes de douaniers, mais que, désunie, rendue incomplète par l'échec du débarquement et poursuivie par les carabiniers royaux, elle fut obligée de rentrer sur le territoire genevois près de Carra, dans la nuit du 2 au 3 février.

Ici commença le second acte de ce drame. Le colonel Charles Bontems fut envoyé à Carra avec deux compagnies d'artillerie du contingent pour faire opérer le désarmement des réfugiés rentrés et les diriger sur le littoral, où ils auraient été embarqués pour suivre à la destination de leurs camarades de la première partie de l'expédition. Mais grâce à la population, qui leur était favorable, et qui s'était portée en foule à la frontière, ils trouvèrent le moyen de s'esquiver, ou plutôt de se faire conduire en triomphe à Carouge, et le colonel Bontems revint à Genève, ses deux compagnies criant *vivent les Polonais*.

La position devenait grave, et le Conseil d'État, sur la proposition du conseil militaire, prit le parti de convoquer pour le lendemain toute la milice à Genève, sommant en même temps les réfugiés de se rendre à heure fixe dans la caserne de Chantepoulet ; à défaut ils devaient y être contraints.

Une publication informa en même temps la population du véritable état d'une question qu'elle avait mal comprise.

Ces deux mesures réussirent parfaitement ; les milices agirent de bon cœur ; les citoyens, soit isolément, soit en corps, vinrent assurer le Conseil d'État de leur confiance, et les réfugiés se rendirent à Chantepoulet à l'heure fixée.

Les mesures diplomatiques nous débarrassèrent ensuite de ces hôtes incommodes.

Le 7 mars 1834, je fis, comme premier syndic, au

Conseil Représentatif un rapport sur toute cette affaire, pour laquelle le Conseil d'État demandait une approbation des mesures qu'il avait prises et de l'argent qu'il avait dépensé. Cette approbation lui fut hautement donnée.

LE BLOCUS HERMÉTIQUE. 1836.

Le gouvernement français s'inquiétait depuis quelque temps de la présence en Suisse des réfugiés politiques, dont plusieurs étaient des républicains français, dont l'attentat, encore récent, de Fieschi, lui faisait craindre les complots. D'ailleurs le roi Louis-Philippe, encore mal affermi sur son trône, avait plus d'un ennemi à redouter. L'ambassadeur de France, duc de Montebello, insistait fortement pour que la Suisse accomplît un devoir international en éloignant de son sol ces dangereux étrangers; en cela il était appuyé par les ambassadeurs des autres puissances, à l'exception de l'Angleterre.

La Diète prit, avec une majorité d'États, un arrêté en date du 23 août 1836, en vertu duquel le Directoire fédéral avait le droit d'intervenir pour l'expulsion des réfugiés, lorsque les autorités cantonales ne s'y prêteraient pas.

Dans l'intervalle le roi Louis-Philippe voulut, à l'insu de son ambassadeur, faire en Suisse une police personnelle et secrète, en donnant à un nommé Conseil la mission d'espionner les réfugiés en se faisant

passer lui-même pour l'un d'eux, et ce qu'il y eut de piquant, c'est que l'ambassade, dans son ignorance, réclama particulièrement l'expulsion de Conseil. D'un autre côté, les trames de celui-ci furent soupçonnées et dénoncées par les réfugiés qui se croyaient trahis.

L'arrêté du 23 août avait été précédé par une lettre de M. Thiers, ministre des affaires étrangères, lettre que l'ambassadeur avait été chargé de lire au président du Directoire, le 6 août 1836. Il était dit dans cette lettre qu'aussi longtemps que les cantons seraient laissés juges des cas où un réfugié devait être expulsé, les mesures seraient incomplètes, et que si la Suisse n'écoutait pas les conseils et les demandes de la France, elle pouvait s'envisager comme *brouillée* avec cette puissance, et que *sa résistance serait immédiatement suivie d'un blocus hermétique*.

On comprend qu'après une telle menace, qui avait influencé l'arrêté du 23 août, le Directoire fédéral ne fut pas fâché de compromettre la politique royale en faisant faire une enquête sur Conseil et donnant à la Diète l'occasion de prendre, en date du 7 septembre, un arrêté qui ordonnait la communication de cette pièce au gouvernement français.

Cet arrêté fut pris pour une insulte par ce gouvernement et fut suivi d'une note fort insolente de l'ambassade française, datée du 27 septembre 1836, et dont la conclusion était que l'ambassadeur avait reçu *l'ordre de son gouvernement de cesser tout rapport avec la Suisse et d'attendre, dans cette attitude, qu'une*

politique plus sage eût repris l'empire dans ses conseils.

Communication de cette note fut donnée aux États avec invitation de donner à ce sujet des instructions à leurs députés à la Diète.

Ce fut dans ces circonstances que, le 7 octobre 1836, je fis, au nom du Conseil d'État, un rapport au Conseil Représentatif sur le projet d'instructions à donner à nos députés en Diète. Ce qui faisait l'intérêt de ce rapport, ce n'était pas tant ces instructions mêmes, qui étaient fort simples, puisqu'elles donnaient *pleins pouvoirs aux députés pour toute résolution destinée à assurer la dignité et l'indépendance de la Suisse et la défense de sa neutralité*, que l'attitude qu'allait prendre le canton de Genève en présence des menaces de la France et du péril auquel sa position géographique pouvait l'exposer tout particulièrement. Mon rapport, tout en n'exagérant rien, manifestait le devoir de résister, sans s'en effrayer, aux prétentions injustes d'un puissant voisin, et se terminait par une allocution assez dramatique au roi Louis-Philippe, qui recevait le conseil de ne pas inquiéter un peuple inoffensif et attaché à l'indépendance, qui avait plus d'une fois versé son sang pour la France.

Ce rapport fit un très-bon effet, et le Conseil Représentatif lui donna la plus grande marque de faveur que je lui aie jamais vu donner, c'est-à-dire qu'avec les signes d'un chaleureux assentiment, pas une objection, pas un seul discours ne se fit entendre. On se

contenta de renvoyer le projet, pour la forme, à une commission qui l'approuva, presque séance tenante.

En attendant, la pression de la France avait lieu ; c'est-à-dire que les passeports ne se délivraient plus, et que le commerce était entravé entre les deux pays. Or, malgré tout notre héroïsme, la majorité des cantons en Diète se trouvaient pressés d'en finir. On discuta dans l'assemblée fédérale force projets et contre-projets en réponse à la note acerbe de l'ambassadeur, et l'on finit par adopter, le 6 novembre 1836, une réponse où, tout en s'efforçant de sauvegarder la dignité de la Suisse, on terminait en déclarant que l'arrêté du 7 septembre n'avait point été pris dans l'intention d'offenser le gouvernement français.

Cela eut pour résultat que, le 14 novembre suivant, l'ambassadeur français fit connaître au président du Directoire que le gouvernement français se déclarait satisfait, et que ses rapports avec la Suisse seraient rétablis sur l'ancien pied.

L'AFFAIRE LOUIS BONAPARTE. 1838.

Louis Bonaparte, empereur actuel des Français, avait fait à Strasbourg, le 30 octobre 1836, une tentative infructueuse pour réaliser ses prétentions au trône. Il avait été relégué en Amérique, par les soins du gouvernement de Louis-Philippe, puis, de là, ayant appris que sa mère était mourante à Arenenberg, canton de

Thurgovie, il y était accouru au grand déplaisir de Louis-Philippe.

Or, en 1832, la commune de Salenstein, où se trouvait Arenenberg, par reconnaissance pour les bienfaits que répandait autour d'elle la reine Hortense, avait accordé à son fils Louis Bonaparte le droit de bourgeoisie, et ce droit avait été confirmé par le Grand Conseil du canton de Thurgovie, en date du 14 avril 1832.

Le 1^{er} août 1838, le duc de Montebello, toujours ambassadeur de France, adressa au Directoire fédéral une note dans laquelle, en exprimant la pensée que le retour de Louis Bonaparte avait pour objet de renouveler ses tentatives politiques en France, il terminait par la « demande expresse que Louis Bonaparte fût tenu de quitter le territoire de la Confédération helvétique. »

Dans la Diète suivante s'agita en conséquence la question de savoir si le titre de citoyen thurgovien primait ou non celui de citoyen français. Une majorité de la commission que la Diète nomma pour examiner cette question était d'avis que Louis Bonaparte fit la déclaration qu'il renonçait au titre de citoyen français, pour avoir droit à la protection de la Suisse.

Mais le gouvernement français n'admettait pas cette hésitation, et une lettre de M. le comte Molé, ministre des affaires étrangères, en date du 14 août 1838, fut communiquée au Directoire fédéral par l'ambassadeur. Cette lettre se terminait par la déclaration « que la France userait de tous les moyens dont elle dispose

pour obtenir de la Suisse la satisfaction demandée, » c'est-à-dire l'expulsion de Louis Bonaparte.

Cette lettre, ainsi que les divers projets de majorité et de minorité de la commission de la Diète, fut communiquée aux cantons, avec invitation à ceux dont les députés n'avaient pas d'instructions, ou qui avaient un avis *ad referendum*, de donner des instructions définitives.

En conséquence, je fis au nom du Conseil d'État, dans la séance du Conseil Représentatif du 19 septembre 1838, un rapport dont la conclusion était de déclarer, par notre députation, que Louis Bonaparte jouissait du droit de citoyen de Thurgovie, qu'il avait accepté (ce que confirmait une lettre adressée par lui au Grand Conseil de Thurgovie, en date du 20 août 1838), acceptation qui ne permettait plus de lui attribuer la qualité de citoyen français, et ne permettait pas non plus de l'expulser de la Suisse.

La commission du Conseil Représentatif à laquelle cette proposition fut renvoyée l'adopta, et la renforça par la considération que la constitution de l'État de Thurgovie et le droit fédéral n'admettaient aucune disposition exceptionnelle pour l'expulsion d'un citoyen thurgovien.

Il va sans dire que cette instruction ne passa pas, dans le Conseil Représentatif, sans une violente opposition, à la tête de laquelle se distingua surtout le professeur Sismondi, auquel sa célébrité d'historien et son libéralisme ancien donnaient une grande influence. Mais

enfin elle passa. Or, tandis que l'on délibérait ainsi à Genève, la France prenait une attitude de plus en plus menaçante; elle dirigeait des troupes sur la frontière suisse de Lyon à Belfort, et ce qui mit le comble à l'inquiétude, ce fut un ordre du jour du général Aymar, commandant à Lyon, daté du 27 septembre et adressé aux troupes qui partaient, auxquelles il disait : « Bientôt nos turbulents voisins s'apercevront, mais trop tard, qu'au lieu de déclamations et d'injures, il eût mieux valu satisfaire aux justes demandes de la France. »

Enfin quelques bataillons arrivèrent dans le pays de Gex.

Aussitôt le Conseil d'État s'adressa à la population, en même temps qu'à la milice, pour les informer de ce qui se passait et les engager à concourir, avec calme et fermeté, aux mesures de prudence dictées par l'approche des troupes françaises.

Un bataillon du premier contingent fut caserné, ainsi que la cavalerie, et le bataillon du second contingent fut mis de piquet, mais bientôt aussi caserné.

Le génie et l'artillerie furent appelés à concourir à l'armement de la place, dont M. le lieutenant-colonel Kunkler fut nommé *commandant*.

Un conseil de défense, composé du conseil militaire, augmenté de divers chefs de corps, fut divisé en deux sections, dont l'une s'occupa du personnel et l'autre du matériel.

Je fus, quoique premier syndic, invité à me joindre

au conseil de défense. Il va sans dire que je fus fort satisfait d'avoir cette occasion d'utiliser ce que j'avais de connaissances militaires, et que je concourus aux travaux de ce conseil pendant tout le temps de son existence.

Les compagnies du génie et de l'artillerie se relevaient à tour de rôle pour les travaux de leur arme. On planta des palissades au chemin couvert des ouvrages de la rive droite ; on confectionna force gabions et saucissons ; on fit des plateformes, on plaça des sacs de terre, on mit en batterie toute l'artillerie disponible, etc.

De plus, un appel fut fait aux jeunes volontaires que leur âge ne classait pas encore dans la milice. Ce fut à qui y répondrait : ces jeunes gens furent armés et exercés, et adoptèrent un costume uniforme, simple et assez pittoresque ; ils eurent même l'honneur d'être passés en revue par le général fédéral Guiguer.

Jamais on ne vit plus d'entrain, d'activité et de désir de concourir à la défense, non-seulement dans la milice mise sous les armes, mais encore dans toutes les classes de la population non militante.

De son côté la Diète annonçait, le 6 octobre, dans une réponse à la note de la France du 1^{er} août, que Louis Bonaparte avait fait des démarches pour quitter spontanément la Suisse, ce qui rendait superflue toute délibération sur la demande de la France.

En même temps, elle avait convoqué la commission militaire et, sur sa proposition, fait adopter, non sans

peine (car les Suisses allemands qu'aucun péril immédiat ne menaçait étaient loin d'y mettre l'ardeur de la Suisse française) la formation de deux corps d'observation, dont l'un, sous le commandement du général Guiguer, occuperait la frontière du côté de la France, et l'autre, sous le commandement du colonel Zimmerli, occuperait les territoire de Bâle, Argovie et Thurgovie. De tout cet appareil militaire, il n'y eut guère que Genève et Vaud qui furent sur pied.

Louis Bonaparte avait écrit d'Arenenberg, en date du 28 septembre, au gouvernement de Thurgovie que, pour ne pas causer d'embarras à la Suisse, il avait l'intention de se rendre en Angleterre, en passant par l'Allemagne et la Hollande.

Le Directoire fut chargé par la Diète de lui procurer un passeport, ce qui fut fait. Le départ de Louis Bonaparte eut lieu, en conséquence, le 14 octobre 1838. Avis en fut aussitôt donné par le Directoire à l'ambassadeur français. Le 12 octobre, M. le comte Molé, répondant à la communication du 6 octobre, fit déclarer au Directoire que la France était satisfaite par le départ de Louis Bonaparte.

Le 16 octobre 1838, la Diète se sépara après avoir voté à l'unanimité le licenciement des troupes, avec des remerciements spéciaux aux cantons de Vaud et de Genève, pour leur conduite dans ces dernières circonstances.

Tel fut le chant du cygne pour les fortifications de Genève. Alors, l'esprit genevois était tout en leur fa-

veur et s'y appuyait comme sur l'arme défensive de l'indépendance de la république. Il eût été difficile de prévoir que, huit ans après, la destruction de ces fortifications ne causerait que les soupirs de quelques conservateurs et serait un objet de satisfaction pour une population indifférente.

CONSEIL MUNICIPAL DE GENÈVE. 1835.

Le 4 février 1835, je fis au Conseil Représentatif, au nom du Conseil d'État, un rapport sur un projet de loi qui mettait le Conseil municipal de Genève, jusqu'alors nommé par le Conseil d'État, sur le même pied que les conseils municipaux des communes, dont l'élection était confiée, par la loi de 1832, aux électeurs communaux. Ce projet répondait à un vœu antérieur du Conseil Représentatif, qui avait, dans ce but, ajourné cette question à l'époque actuelle, contrairement à une proposition du Conseil d'État qui, faite en 1832, comportait une disposition exceptionnelle pour la ville de Genève.

Il était assez naturel que cette ville, dont les intérêts avaient tant d'importance, les confiât aux administrateurs de son choix. Mais l'opinion s'était modifiée dans le Conseil Représentatif, et les conclusions de mon rapport ne furent point adoptées par le corps législateur, qui débaptisa même le Conseil municipal de Genève, l'appela *Chambre municipale* et laissa son élection au Conseil d'État. Ce qu'il y eut de curieux, c'est que

M. Prevost-Martin, homme politique fort prudent, fut le rapporteur de la commission du Conseil Représentatif, et celui qui influa le plus sur sa décision. Son plus fort argument était que les intérêts de la ville de Genève se présentaient avec une telle importance qu'un conseil municipal électif serait un embarras pour le gouvernement.

M. Prevost ne considérait pas que, dans un gouvernement représentatif, le principe fondamental est précisément que les intéressés ont d'autant plus de droit à se faire représenter que leur intérêt est plus grand, et qu'avec son raisonnement on pouvait tout aussi bien combattre l'utilité du Conseil Représentatif lui-même.

On ne gagne jamais à ces défauts de logique. La constitution de 1842 y a mis bon ordre dès lors ; et si plus tard le radicalisme de 1846 s'est mis en guerre avec le Conseil municipal de la ville de Genève, cela ne prouve que sa tendance à un despotisme ennemi des vrais principes représentatifs.

Je crois que cette décision de 1835 n'a pas été l'un des moindres griefs qui ont amené la révolution de 1841.

RÉVOLUTION DE 1841

Jusqu'en 1841 tout était calme à la surface dans la population de Genève. Le Conseil d'État et le Conseil Représentatif, entourés des bourgeois de la classe

moyenne, gens paisibles et bien disposés, y voyaient la nation, et les discours des premiers syndics, au 31 décembre, félicitaient régulièrement les Genevois sur leur parfaite sagesse. Mais l'orage se préparait par les agitateurs ambitieux dans la classe ouvrière, à laquelle ils soufflaient le mépris des lois actuelles, les changements à apporter à la constitution qui ne leur donnait pas une part aux élections et aux affaires, enfin la haine des supériorités sociales. Tout cela germa dans une association politique dite du 3 mars, composée dans le principe de libéraux peu clairvoyants, mais honnêtes, auxquels se joignirent bientôt des amis moins purs du changement, qui les débordèrent.

Le premier symptôme des mauvaises dispositions fut une assemblée populaire, convoquée le 18 octobre 1841, à la Coulouvrenière, pour protester contre les instructions aux députés à la Diète votées par le Conseil Représentatif et ayant pour but de rendre plus conciliantes les mesures acerbes prises par le gouvernement d'Argovie contre ses couvents. C'était un prétexte qui se rattachait au radicalisme suisse, qu'il fallait implanter à Genève. Puis vinrent les publications successives de l'association du 3 mars, déblatérant toujours sur de nouveaux griefs législatifs.

Enfin plusieurs adresses, émanant même de divers membres du Conseil Représentatif, et demandant, les unes une enquête sur les vœux émis par les citoyens, les autres la révision de la constitution, ne permirent plus au Conseil d'Etat de rester passif. Il formula en

projets de loi cinq concessions principales, consacrant 1° le droit de pétition, 2° le droit d'initiative accordé au Conseil Représentatif, 3° la suppression de la clause des deux tiers des suffrages pour les changements constitutionnels, 4° la diminution du nombre des membres du Conseil d'État, 5° la suppression du cens électoral. Je fus chargé de faire au Conseil Représentatif le rapport sur trois de ces projets, rapport qui fut préparé, mais que la révolution m'empêcha de lire.

La veille du jour où ces projets devaient être présentés au Conseil Représentatif, une si grande agitation se manifesta dans la ville, que le Conseil d'État crut devoir réunir à la maison de ville deux compagnies de grenadiers, et au poste de l'arsenal une compagnie de chasseurs. Les émeutiers furent charmés qu'on leur fournit ce prétexte de se rassembler devant la maison de ville, dont ils assiégèrent la porte barricadée pendant toute la nuit qui précéda le lundi 22 novembre 1841. Je passai cette nuit-là dans la salle du Conseil d'État avec quelques collègues.

L'heure de la séance du Conseil Représentatif arrivée, la foule encombra tous les abords de la maison de ville. On entendit un compte général de la situation, exposé par M. le premier syndic Rigaud ; mais aussitôt après, la demande d'une constituante fut faite par MM. Rillet-Constant, Gide, Lapalud, et appuyée par la pression extérieure, qui, quoique absente de la salle, se faisait entendre dans la rue. Pour éviter qu'une plus longue hésitation n'amenât de plus graves désordres,

je proposai que le premier syndic nommât une commission qui se retirerait pour délibérer sur la proposition d'une constituante et rapporterait séance tenante. Cela fut approuvé et mis sur le champ à exécution. Je fus l'un des membres de cette commission, pendant la séance de laquelle un officier de service vint nous prévenir que si l'incertitude durait plus longtemps on allait, du dehors, faire irruption.

Il y eut plus d'un opinant dans la commission, qui, en vrai sénateur romain sur sa chaise curule, se refusait à toute concession, ou voulait qu'on se récusât comme constitutionnellement incompétent. Comme évidemment ces partis n'eussent abouti qu'à des scènes de désordre, j'opinaï avec la majorité de la commission pour qu'on proposât la constituante, et le Conseil Représentatif, tout autant que la commission sous l'influence de la pression extérieure, ratifia la *Constituante*.

L'assemblée constituante, composée de 115 membres, fut la fille du suffrage universel mis en action pour la première fois; elle fut nommée par dix collèges électoraux, introduisit naturellement dans son sein les principaux agitateurs, auteurs de la révolution, tels que M. James Fazy et consorts; mais cependant, par un reste d'habitude, ou par le fait du morcellement des collèges électoraux, on y vit figurer une majorité conservatrice. J'y fus appelé par le collège dit *du Parc*, comprenant le haut de la ville et par 426 voix sur 626 votants; le syndic Rigaud, nommé par le même

collège eut 496 voix. Pour la première fois se trouvèrent en présence les deux partis qui n'ont cessé dès lors de se faire la guerre, les *conservateurs* et les *radicaux*; les premiers, partisans du changement graduel et de l'empire de la loi; les seconds, voulant tout changer brusquement et subordonnant la loi à la volonté capricieuse des assemblées populaires, composées, cela va sans dire, de frères et amis.

Les anciens *libéraux* se fondirent parmi les conservateurs dont ils poussèrent même les principes à l'exagération. Les amis des places bien payées et du pouvoir, sans convictions ni principes bien arrêtés, ne manquèrent pas dans cette composition politique : c'est la lie qui vient toujours à la surface lorsqu'on agite le vase.

Je n'ai aucune intention de faire l'histoire de cette Constituante, assez connue du reste, je ne parle ici que de ce qui me concerne. Je n'ai jamais aimé l'intolérance en politique; elle m'a toujours paru enchaîner l'indépendance d'un esprit qui recherche la raison et la vérité partout où il croit les trouver. Jurer *in verba magistri*, ne regardant qu'à la couleur d'un parti, m'a toujours répugné. Les hommes à opinions extrêmes ne manquent pas de taxer de faiblesse ceux qui ne consentent pas à les suivre aveuglément. Ce n'est que lorsqu'ils ont été se heurter eux-mêmes contre quelque obstacle insurmontable qu'ils reconnaissent qu'il eût mieux valu ne pas trop abonder dans leur sens.

J'ai fait cette expérience dans l'Assemblée constituante et plus tard dans le Conseil d'État (de la constitution de 1842).

M. le professeur Auguste de la Rive qui avait pris, dans l'assemblée constituante, une position analogue à ce que les Anglais nomment le *leader* des conservateurs, avait, dans un tour de préconsultation, mis en avant un plan d'élection et de composition du gouvernement dont la tendance était, sans doute, justifiable au point de vue conservateur, mais dont l'exécution compliquée eût échoué dans la pratique. Il admettait deux sortes d'élections, l'une par districts, l'autre cantonale, et, en dehors du Grand Conseil, un corps qu'il appelait *modérateur*, se divisant en deux sections, l'une destinée à préparer les lois et l'autre à représenter le pouvoir exécutif.

Le mot était donné au parti ou à plusieurs membres du parti. Je ne m'en souciai guère, et dans le cours de la discussion, je pris *une fois* la parole pour repousser cet échafaudage et m'en tenir simplement aux élections par districts, les élections centralisées ayant été peu pratiquées dans l'ancien ordre de choses. J'appuyai aussi l'idée de nommer les magistrats par élection populaire, et non celle d'en attribuer le choix au corps modérateur que proposait M. de la Rive¹.

¹ M. le professeur de la Rive nous rappelle que sur ce dernier point, la nomination des magistrats par l'élection populaire, il se prononça dans le même sens que l'auteur. Du reste nous devons à l'un et à l'autre de constater ici que les diver-

Outre cela, j'avais dans une commission préparatoire, chargée de donner un avis sur le mode de publicité des séances de la Constituante, prêté mon concours à l'exécution anticipée d'un agrandissement de la tribune, lequel scandalisa fortement ceux qui voyaient des dangers dans toute innovation.

Le procédé était fort inoffensif au fond, et on avait la certitude qu'il aurait l'approbation de l'assemblée, comme il avait eu celle de la commission; mais il était irrégulier, il faut en convenir, et fut suspendu sur les observations du président.

De tout cela et de quelques paroles qui indiquaient mon désir de contribuer à des réformes qui seraient conformes à l'expérience et aux vœux des citoyens, paroles qu'il m'est difficile de me rappeler exactement, et que je prononçai dans la commission du Conseil Représentatif qui proposa l'adoption de la Constituante, le parti tira la conclusion que mes inclinations n'étaient pas conservatrices, et comme il était en majorité dans l'assemblée, il ne me donna pas toutes ses voix lorsqu'il fut question de nommer l'importante commission qui devait élaborer un projet de constitution. Il en résulta que je ne fus nommé que le 23^e sur 25 membres élus, et que je n'eus que 48 suffrages sur 101 votants.

gences politiques qui les divisaient à cette époque n'entraînèrent jamais la moindre animosité personnelle, et que les rapports fréquents qui ne cessèrent d'exister entre eux furent toujours marqués de part et d'autre par la plus cordiale bienveillance. (*Ed.*)

C'était certainement un affront fait à un magistrat qui avait été plus d'une fois à la tête de la république.

Je fus au premier moment tenté de ne pas accepter; cependant, en y réfléchissant, je pensai qu'il n'était pas d'un bon citoyen de désertier un poste important au moment du besoin, pour une question d'amour-propre. J'acceptai donc et j'eus plus tard, comme on le verra, la preuve que l'on était revenu sur mon compte d'une opinion trop précipitée.

Les travaux de cette commission comme ceux de la Constituante sont connus par le Mémorial; il me suffira de dire qu'il ne me reste de la commission que le souvenir fatigant et pénible de débats où l'on partait de principes inconciliables, et que je crois voir encore les yeux de M. James Fazy flamboyant comme les torches de la discorde.

Enfin, après cinq mois de travail, la nouvelle constitution, soumise à l'approbation populaire, fut acceptée par 4,844 voix sur 5,374 votants, et proclamée le 8 juin 1842.

Le 17 juin 1842 eut lieu l'élection des membres du Grand Conseil. Je fus élu dans deux collèges, « le Parc » et « la Douane, » et fus tiré au sort pour « la Douane. »

Dans sa séance du 27 juin, le Grand Conseil procéda à l'élection de treize conseillers d'État. Sur 144 votants j'obtins 130 voix et fus en tête des élus. M. Macaire eut 126 voix, et fut le second; le plus méritant de nous tous, à tous les égards, M. le syndic Rigaud,

ne fut que le troisième avec 119 voix. Cela s'explique fort bien par le fait que les préventions dont j'ai parlé au début de la Constituante, en m'ôtant alors les voix des conservateurs, m'avaient par contre donné celles des radicaux. Lorsqu'on remarqua dans le parti conservateur qu'on m'avait mal jugé, on me rendit les voix qu'on m'avait ôtées, et j'y joignis celles que ne me retirèrent pas les radicaux.

Il y avait ensuite à choisir dans le Conseil d'État un Premier Syndic et un Second Syndic. J'étais parfaitement résolu à ne point passer, dans ce cas, avant M. Rigaud ; je le dis bien haut ; mais cela était inutile, car les services et la capacité de M. Rigaud étaient trop appréciés, même de l'opposition, pour qu'on ne le nommât pas au poste auquel il était éminemment plus propre que moi. Il fut donc élu Premier Syndic, et je fus moi-même élu Second Syndic.

Nos amis nous regardaient alors comme faisant acte de grand dévouement en acceptant des fonctions qui ne pouvaient être que pénibles au milieu des partis et le lendemain d'une révolution. M. Rigaud qui connaissait mon peu d'ambition et qui redoutait de se trouver trop dépourvu de ses anciens collègues du Conseil d'État, m'embrassa sur les deux joues lorsque je lui dis que je suivrais son sort comme un fidèle Achate.

Dans les nouvelles élections au Grand Conseil, les conservateurs avaient une majorité comme dans la Constituante. Le fractionnement en dix collèges électoraux leur était évidemment favorable, parce qu'il

groupait mieux la population conservatrice ou anti-radical, dont les listes passaient alors. Il en a été autrement lorsque, après 1846, on en est venu à n'admettre que trois districts électoraux, les distribuant de manière à éteindre les voix des communes protestantes par leur adjonction à des électeurs catholiques, lesquels ont pris jusqu'à présent en amitié un gouvernement qui, leur faisant de belles promesses, s'est toujours montré plus ou moins hostile au protestantisme.

Le choix qui fut fait des conseillers d'État prouva cette prédominance des conservateurs ; il puisa trop dans les opinions extrêmes. Un conservatisme moins absolu n'eût sans doute pas prévenu la révolution qui a renversé la constitution de 1842, car il y avait un parti mécontent de n'être pas arrivé au pouvoir par une première révolution qu'il avait cependant opérée, et qui voulait à tout prix avoir sa revanche. Mais on aurait pu, du moins, ou reculer cette nouvelle révolution, ou prévenir, par moins de roideur, les scènes regrettables et les haines profondes qu'elle a laissées à sa suite.

Quelle différence entre l'ancien Conseil d'État et le nouveau ! Dans le premier tout était paix et cordialité ; dans l'autre on était en présence d'une population toujours prête à l'émeute, et dans son intérieur, j'étais en rapport avec des collègues, sans doute, pleins d'honneur et de bienveillance, mais s'inquiétant trop ou trop peu des circonstances. Je m'explique : tirés,

pour la plupart, des conciliabules conservateurs qui discutait comme sans cesse en présence d'une armée ennemie, ils voyaient trop un seul côté des questions, et ne pensaient pas assez qu'ils étaient les magistrats pour tout le monde. De là, grande défiance : on trouvait, par exemple, que moi, chef du département militaire, je ne pouvais faire placer trop d'armes à la maison de ville, et l'on m'en demandait souvent le compte avec une inquiétude qui prenait quelquefois la tournure d'un reproche de négligence. C'était là le *trop*.

D'un autre côté, il y avait une disposition à faire des projets de loi, ou à prendre des arrêtés, qui ne ménageaient pas assez l'opinion de l'opposition. On excitait ainsi cette opposition dans la confiance qu'elle ne pouvait prendre le dessus. C'était là s'inquiéter *trop peu*.

Au reste, cette opposition malveillante et de mauvaise foi ne tarda guère à trouver des prétextes de violence, à défaut des motifs plus ou moins fondés qu'elle aurait eus de se plaindre.

Voici le prétexte qu'elle trouva : Le 16 janvier 1843, le Conseil d'État présenta un projet de loi sur son administration, dans lequel l'opposition distingua deux points qu'elle saisit, en les amplifiant et les falsifiant de son mieux, pour faire prendre les armes à ses séides. Les voici :

1° Le Conseil d'État, pour rendre exécutable la loi sur les étrangers expulsés, proposait de légaliser dans ce but des visites domiciliaires qui auraient exigé,

comme garantie en faveur des citoyens, la présence d'un juge de paix ou d'un commissaire de police.

2° Certains départements du Conseil d'État devaient avoir des comités auxiliaires permanents, qu'ils consulteraient, sans pour cela perdre leur responsabilité de pouvoir exécutif.

L'opposition, qui s'est depuis montrée si peu soucieuse de la constitution et des lois lorsqu'elle a été au pouvoir, voyait dans la première proposition une violation de l'article constitutionnel qui disait le domicile inviolable ; sans penser à la garantie formelle que prescrivait le projet, et à la similitude de ces visites avec celles qu'autorisaient la police et la procédure judiciaire.

Quant au second point, on reprochait aux comités auxiliaires de reproduire toutes les chambres et conseils permanents de l'ancienne administration, et avec elles un esprit de coterie qui rendrait illusoire par son influence la responsabilité du Conseil d'État — à quoi l'on répondait que les comités n'agiraient point, mais seraient consultatifs, et qu'ils fourniraient seulement au Conseil d'État l'occasion d'utiliser les lumières et les talents de plusieurs citoyens.

Quoi qu'on dit, le coup était monté, et le 13 février 1843, jour où le Grand Conseil devait clore le troisième débat sur la loi, une foule nombreuse de malveillants remplit la tribune et la cour de la maison de ville.

Le département militaire que je présidais, ainsi que

le Conseil d'État, pressentait un mouvement dès la veille ; on savait que les hommes de Saint-Gervais, organisés en sections armées, n'attendaient que le moment de se lever. En conséquence j'avais prévu dès la veille, avec M. le général Dufour, nommé éventuellement commandant *ad hoc*, certaines dispositions à effectuer, en cas d'émeute, quant aux postes à occuper et à défendre.

L'occasion ne s'en présenta que trop tôt. Au moment de la séance du Grand Conseil, les émeutiers, sans provocation aucune, crièrent *aux armes*, coururent à Saint-Gervais, s'armèrent et barricadèrent ce quartier. Aussitôt la générale fut battue et le tocsin sonné. La milice, malgré les efforts que firent des hommes apostés pour la détourner de son devoir, se réunit assez nombreuse, soit au quartier du bastion de Hollande, soit à la maison de ville, soit sur les places d'armes du haut de la ville.

Pendant la nuit arrivèrent le bataillon de réserve du district entre lac et Arve et celui du district entre Rhône et lac, que l'on avait fait venir. Ce dernier, ne pouvant traverser Saint-Gervais barricadé, traversa le lac sur des bateaux préparés pour cela.

Enfin beaucoup de citoyens non miliciens prirent les armes mises en réserve qu'on leur distribua à la maison de ville, où ils se portèrent pour la défendre en cas d'attaque.

A la nuit, les révoltés traversèrent les ponts, grossis par les mécontents de Rive, et après avoir occupé

la porte de Rive, qu'on ne chercha pas à défendre, ils se portèrent sur la poudrière de Saint-Antoine, qui fut défendue par les compagnies qu'on y avait rassemblées. Là ils échouèrent et eurent quelques blessés. Plus tard, ils renouvelèrent la tentative, montant par la rue Verdaine et se portant sur Saint-Antoine par la rue des Chaudronniers, au haut de laquelle ils trouvèrent une compagnie de grenadiers et une autre du contingent, qui les reçurent par une fusillade, où il y eut, de part et d'autre, tués et blessés. La débandade eut lieu parmi les agresseurs, qui ne firent plus parler d'eux sur la rive gauche, à une fusillade près, qui fut dirigée, par des hommes embusqués, sur une patrouille traversant la place de Bel-Air.

Le lendemain 14 février, Saint-Gervais se trouvait toujours barricadé, et le Conseil d'État délibérait s'il ferait attaquer ces barricades, lorsque le Conseil municipal administratif de la ville de Genève offrit sa médiation pour faire détruire les barricades et finir une résistance inutile. La médiation réussit : Saint-Gervais mit bas les armes, et tout rentra dans l'ordre.

Le 15 février une amnistie, promise le 14 par le Conseil d'État, fut proposée au Grand Conseil, et, cela va sans dire, acceptée.

Cette échauffourée manquée donna quelque répit au gouvernement, jusqu'en 1845, où l'agitation recommença pour aboutir, comme on l'a vu, à 1846.

Les classes inférieures s'étaient habituées aux émo-

tions révolutionnaires et ce qu'elles appelaient l'aristocratie était pour elles l'objet d'une haine vraie ou simulée. C'était simplement la jalousie de toute supériorité; on ne pouvait avoir vis-à-vis de ces dispositions aucun repos d'esprit.

Je ne pouvais non plus remédier à cela; et même, pour trouver un remède, il aurait fallu que je fusse en parfaite harmonie avec tous mes collègues, non-seulement de principes, mais de vues sur la marche à suivre. Je sentais que, pour diriger le vaisseau de l'État à travers les écueils, le premier besoin du Conseil d'État était de présenter une unanimité compacte dans une direction rendue plus assurée par la conviction de chacun des membres. Cette conviction qu'on faisait bonne route, je ne l'avais pas et dès lors je ne pouvais être qu'un obstacle; il était naturel de me retirer, mon syndicat terminé. C'est là ce que je fis sentir, en termes adoucis, à une députation des conservateurs du Grand Conseil qui vint me prier de retirer ma démission.

J'ai lieu de croire que les syndics Rigaud et Cramer, mes collègues de l'ancien Conseil d'État, qui se retirèrent en même temps que moi, firent à peu près les mêmes réflexions.

Ainsi se termina ma vie d'homme public, le 31 décembre 1843.

Je puis presque compter dans ma vie militaire les deux épisodes qui suivent :

Il y eut en Suisse, au commencement de 1845, une grande agitation causée par la question catholique. Le canton de Lucerne avait voulu confier une institution d'éducation publique à l'ordre des Jésuites, et une proposition avait été faite en Diète, à cette occasion, pour l'expulsion de cet ordre. Le Conseil d'État du canton de Vaud avait proposé des instructions à sa députation dans le sens qu'elle s'abstînt, regardant la question comme purement cantonale. Le radicalisme suisse, qui avait à cet égard son mot d'ordre, et voulait l'expulsion pure et simple des Jésuites, fut furieux dans le canton de Vaud, et de là s'en suivit une révolution qui renversa le gouvernement vaudois, le 15 février 1845.

Ce mouvement devait naturellement se propager au canton de Genève, dont les instructions à sa députation sur la même question, moins tranchées cependant que celles de Vaud, admettaient bien la convenance de renvoyer les Jésuites, mais non que leur expulsion fût prononcée sans la faire précéder de démarches conciliatrices auprès du canton de Lucerne.

Des menaces de trouble engagèrent donc le Conseil d'État à faire entrer en caserne, à l'époque où le Grand Conseil s'occupait des instructions à la Diète, un bataillon de réserve et un autre du contingent. Il fit en outre faire un service à la maison de ville par des compagnies de la réserve, et au moment le plus

critique, des bourgeois volontaires reçurent des armes et montèrent la garde dans la salle des Pas-Perdus. Je me trouvai au nombre de ces derniers et me vis en faction à la porte du Conseil d'État, éprouvant un singulier plaisir à n'être pas dedans.

Cette agitation dura du 18 février au 25 du même mois, où elle cessa sans aboutir à son but ; car la milice et les citoyens firent bonne contenance, en dépit d'une assemblée populaire ou radicale, ce qui revient au même, qui eut lieu à la *Ville-de-Genève* près de Cornavin et qui tourna presque au ridicule par son insignifiance.

Il n'en fut pas de même l'année suivante, année où se forma le *Sonderbund*, ou concordat séparé entre sept cantons, concordat célèbre et qui avait pour but de résister aux mesures prises par la Diète contre les couvents et les Jésuites.

Le Conseil d'État, qui savait fort bien que le *Sonderbund* n'était point populaire et qui même le blâmait beaucoup au fond, eut le tort de ne pas ménager cette disposition publique, dont les radicaux ne manquèrent pas de s'emparer, ne voulant pas perdre une aussi belle occasion de ressaisir le pouvoir.

Le Conseil d'État, dis-je, soit dans un esprit de paix fédérale et de justice, qui le portait à ne pas heurter trop brusquement le catholicisme des cantons concordataires, soit peut-être aussi dans un esprit conservateur, qui le disposait à ne pas vouloir ce que voulaient les radicaux, proposa au Grand Conseil sur la question

du Sonderbund des instructions fort honnêtes, sans doute, mais très-inopportunes et inexécutables dans les circonstances actuelles. Il ne proposait pas, comme la voix populaire le demandait, la dissolution immédiate du Sonderbund, mais il demandait que la Diète nommât des représentants fédéraux chargés de s'enquérir avant toute décision. Le Grand Conseil adopta des démarches conciliatrices, en retranchant cependant les représentants fédéraux ; mais le coup était porté.

Comme depuis un mois et plus, avant celui d'octobre où cette question fut débattue en Grand Conseil, l'émotion et les menaces radicales donnaient tout lieu de croire à une émeute, le Conseil d'État, se rappelant que dans les années précédentes les citoyens de bonne volonté s'étaient portés à la maison de ville pour protéger le gouvernement, voulut régulariser éventuellement ce mouvement, et désignant d'avance un certain nombre d'officiers de la milice, dignes de confiance, leur assigna, suivant leur grade, un commandement dans les compagnies de volontaires qui seraient formées au cas où un rassemblement aurait lieu. Je reçus un mandat pareil en ma qualité d'ancien lieutenant-colonel d'artillerie.

Les fameuses instructions dont j'ai parlé furent votées le 3 octobre 1846. Le 5 octobre suivant, il y eut dans le temple de Saint-Gervais une assemblée radicale, dans laquelle furent prises des mesures de résistance armée au gouvernement, qui, le même jour, avait décrété l'arrestation de M. James Fazy et mis sur

pied un bataillon de milice et diverses compagnies d'élite. Le quartier de Saint-Gervais et les ponts furent barricadés dans la soirée du 6 octobre. La générale fut alors battue et le tocsin sonné; on rassembla au quartier du bastion de Hollande les milices qui arrivèrent, soit de la ville, soit de la campagne.

J'endossai mon uniforme, dès longtemps livré aux gerces, et m'étant transporté à la maison de ville, je m'y trouvai avec les volontaires et l'état-major du lieutenant-colonel Trembley, inspecteur des milices, qui commandait les troupes sous les armes. Il me donna le commandement des volontaires et de la maison de ville; j'organisai aussitôt le service de mes nouveaux soldats et je les distribuai aux différents postes à garder.

La matinée du 7 octobre fut employée à parlementer avec les radicaux insurgés à Saint-Gervais. Le Conseil administratif de la ville de Genève servit d'intermédiaire entre eux et le Conseil d'État; mais on ne put s'entendre et un délai fixé pour la soumission étant expiré, le canon tonna contre les barricades.

De tous mes volontaires, une seule compagnie, commandée par mon ancien collègue au Conseil d'État, M. Léon Revilliod, fut requise pour aller prendre part à la bataille qui se livrait aux abords des ponts sur le Rhône. Elle traversa courageusement ces ponts sous la fusillade, avec le bataillon de réserve du district entre lac et Arve, où se trouvaient comme officiers mon fils Auguste et mon gendre Lombard.

Mon poste de la maison de ville resta du reste intact et inattaqué.

La troupe qui avait attaqué les ponts fut obligée de rétrograder. Le bataillon de réserve du district entre lac et Rhône vint inutilement se faire tuer et blesser du monde sur les glacis de Saint-Gervais, sans pouvoir emporter la porte de Cornavin.

Bref, la nuit du 7 octobre arriva et retrouva les rebelles en position, comme au début de l'action.

Le Conseil d'État délibérait sur ce qu'il y avait à faire, le matin du 8 octobre, lorsqu'il apprit qu'une nombreuse assemblée populaire se réunissait dans le quartier de Rive et qu'elle allait lui envoyer une députation pour faire cesser les hostilités. Il jugea dès lors la partie perdue et se retira, donnant en masse sa démission, adressée au Grand Conseil qu'il convoquait pour le lendemain 9 octobre.

On sait comment ce Grand Conseil fut lui-même licencié par la volonté d'une assemblée populaire convoquée le même jour et quelle marche suivit la révolution ainsi accomplie.

Mes volontaires et moi-même avons été licenciés par le Conseil d'État qui se retirait.

REMARQUE RÉTROSPECTIVE

On peut avoir remarqué qu'il est dans ma vie politique une fonction que je n'ai jamais remplie, c'est celle de député à la Diète. L'occasion de la remplir ne

m'a cependant pas manqué. Lorsque j'étais dans l'ancien Conseil d'État, j'avais chaque année une lutte à soutenir pour ne pas me laisser envoyer en Diète, et M. le syndic Rigaud, dont la santé se fatiguait des missions fédérales dont il était continuellement chargé, n'était pas le moins pressant ; mais j'avais une insurmontable répugnance à accepter cette fonction : d'abord, parce que je ne possédais pas l'allemand de manière à le parler et à le comprendre parlé, mais surtout parce que je ne me sentais pas la présence d'esprit, ni la facilité d'intelligence requises pour acquérir une influence convenable dans une assemblée où la finesse et l'esprit d'intrigue devaient être suivis et combattus avec une égale habileté. Il m'en coûtait beaucoup de me montrer aussi peu complaisant, mais je le faisais bien moins par un sentiment égoïste que par la conviction où j'étais que je ne servirais pas assez bien l'intérêt de mon canton.

Je termine ici ces notes qui ne sont pas les mémoires suivis d'une vie politique assez remarquable pour pouvoir se raconter au long, qui ne sont pas non plus de l'histoire contemporaine, le cadre en est trop étroit pour cela ; mais où j'ai voulu retracer les impressions qui, au milieu de beaucoup de faits moins sail-lants, sont restées le plus profondément gravées dans mon souvenir.

J'aurais pu porter un jugement sur le caractère individuel de ceux avec lesquels je me suis trouvé en relations dans les affaires publiques ; je m'en suis tout à fait abstenu, parce que j'ai remarqué que les faiseurs de mémoires, même les plus distingués, finissent toujours, avec ou sans intention, par se présenter eux-mêmes sous le jour le plus favorable, lorsqu'ils se mettent en présence d'autres hommes, et qu'ils trouvent souvent le moyen de placer ceux-ci à un niveau inférieur, tout en affectant beaucoup d'impartialité à leur égard. Mieux vaut ne rien dire que de risquer ainsi de faire tort à son prochain.

FIN DES MÉMOIRES

MES IMPRESSIONS PERSONNELLES

AU MOMENT OU J'AI FAIT MON TESTAMENT

J'ai hérité de mon père un caractère réservé et peu expansif, ainsi que le goût d'une grande simplicité, et fort peu de ces besoins factices que l'aisance encourage.

Je n'aime pas qu'on me donne des louanges, car j'ai toujours le sentiment que la bienveillance ou la simple politesse les exagère. Le blâme, mérité ou non, m'a constamment froissé ; c'est une compensation.

Je ne prodigue pas moi-même les éloges à mon prochain : je crains de m'engager ainsi dans une voie d'admiration continue dont il serait, de part et d'autre, pénible de revenir, et qui nuirait à la franchise, et par conséquent au charme des communs rapports.

Je découvre bien plus vite dans les autres les défauts que les bonnes qualités : cette disposition m'inspire trop facilement des préventions que le temps a bien de la peine à dissiper, ou qu'il ne dissipe pas du tout.

Vers la fin de ma vie et plus calme d'esprit, j'ai cherché cependant à surmonter les impressions du premier moment ou plutôt à les examiner de sang-froid. Je me suis le plus souvent fort bien trouvé de cette trêve accordée à la réflexion.

Les liaisons nouvelles ne m'attirent pas. Cela tient

en partie à mon caractère, en partie aujourd'hui à ma surdité, qui me rendrait un fléau social si je soumettais mes interlocuteurs à des répétitions obligées ou à des efforts de voix.

Je suis assez persévérant dans l'acte ou dans l'idée que j'ai une fois entrepris ou conçue ; mais je n'ai pas dans l'esprit cette activité qu'on nomme initiative. Les circonstances, plus qu'un projet prémédité, m'ont conduit dans ma carrière, tant militaire que civile. Je ne me suis jamais mis en évidence par goût ou par ambition, et je me suis trouvé parfaitement heureux lorsque j'ai pu honorablement rentrer dans la foule.

Je ne crois pas avoir des ennemis sérieux ; car, très-sensible aux mauvais procédés, j'ai autant que possible observé le précepte de ne pas faire aux autres ce que je n'aurais pas voulu qu'il me fût fait à moi-même.

Un goût prononcé d'indépendance me fait envisager comme une jouissance la faculté de me suffire à moi-même. L'étude et la lecture, avec un certain degré d'aisance, m'ont jusqu'à présent permis cette jouissance, à laquelle a aussi contribué l'égalité de ma santé. Mais je vois s'avancer l'âge qui émousse les facultés. Dieu veuille me permettre de supporter avec résignation une épreuve qui sera bien grande pour moi, celle de ne plus pouvoir me passer du secours d'autrui.

En résumé, sans être avare, je n'aime pas la dépense, et je me prends souvent à envier le sort de ceux qui, n'ayant que le nécessaire, sont ainsi soustraits à la critique du monde ; sans être spartiate, je regarde

avec pitié ceux qui ne peuvent se passer de luxe et de confortable; sans avoir un cœur chaud, qui déborde sur tout ce qui l'entoure, je tiens à quelques amitiés bien rares et d'ancienne date, que la faux du temps éclaircit peu à peu.

Mon éducation religieuse a été celle du commencement de ce siècle : l'habitude y avait plus de part que la piété. De nos jours le spiritualisme sous le nom de *Réveil* a succédé au formalisme. On peut lui reprocher de ne s'être pas assez associé au commun des mortels, qu'il a dans bien des cas plus repoussé qu'attiré par une certaine empreinte d'exagération. C'est ainsi que s'est tracée une ligne de démarcation entre une partie du troupeau, dans laquelle on compte surtout les classes ouvrières, qui n'a d'autre religion que son intérêt matériel, et une élite pieuse qui se fait de nobles illusions sur l'influence qu'elle exerce au dehors.

Quoique ma tendance me porte plutôt vers la partie pieuse que j'estime et respecte, je n'ai point, à côté du culte national que j'ai toujours suivi, pris part au culte évangélique des réunions pieuses. Mon naturel s'est trouvé incompatible avec ces démonstrations orales, que je ne condamne pourtant point, et auxquelles j'ai assisté sans objection, lorsque l'occasion s'en est présentée, bien que plus d'une fois, je l'avoue, mon attention toute bienveillante ait été quelque peu blasée par des redites continuelles et une phraséologie pleine de redondance et d'affectation.

Sans être incrédule ou matérialiste, je ne me trouve

point à la hauteur du spiritualisme protestant tel que le font les églises dissidentes. Il m'est impossible de comprendre ni ces désespoirs sans bornes, ni ces larmes sans fin, qui précèdent, au dire des missionnaires, certaines conversions subites, ni ces conversions elles-mêmes qui changent du tout au tout le vieil homme. Cela n'est pas dans la nature (peut-être devrais-je dire dans *ma* nature), tout au moins si l'on possède un esprit normalement organisé et suffisamment cultivé. Je devrais ajouter que tel homme instruit et appartenant aux classes élevées de la société, tombe facilement aussi, lorsqu'il manque de jugement, dans ces exagérations religieuses et met à l'index tout ce qui ne les partage pas.

Soyons implacables pour les vices qui corrompent l'humanité et troublent l'ordre social ; mais, après cela, ne nous érigeons pas en juges du for intérieur de notre prochain : à Dieu seul appartient ce jugement ; à lui seul appartient de diriger l'homme par des lois providentielles, que nous cache un voile impénétrable, vers le but final pour lequel il l'a créé.

On me demandera naturellement quelle est donc ma foi. — L'influence du christianisme au commencement de notre ère et celle qu'il exerce de nos jours dans le sens de la civilisation et de l'amélioration des peuples les plus sauvages, prouvent autant sa divine origine que la tradition scripturaire et les thèses des théologiens.

Ni la philosophie, ni le matérialisme n'ont encore pénétré ce grand mystère de *la vie* répandu sur la

terre, et encore moins celui de *l'intelligence humaine*. Ces miracles, auxquels on s'habitue parce qu'on les a sans cesse sous les yeux, n'en sont pas moins des miracles, c'est-à-dire des faits inexplicables par les causes connues. Pourquoi donc refuser d'admettre, lorsqu'on en voit les effets, un miracle de plus, celui d'une révélation, par laquelle Dieu, qui n'a pas créé l'homme sans but, l'avertit directement lorsqu'il s'écarte de ce but, afin de l'y ramener?

Si nous avons en nous un germe, que développe la civilisation, germe de compassion pour les misères de nos semblables, de besoin de les redresser et de pardonner leurs fautes envers nous, n'est-il pas facile de comprendre que Dieu, qui a mis en nous ce germe en nous créant, n'y a mis ainsi qu'un reflet de sa propre image, c'est-à-dire qu'il a aussi compassion de nos misères, veut nous redresser et pardonner nos fautes?

Les traits de cette image de Dieu s'effacent de plus en plus pour l'homme : Le Créateur l'a rendue sensible en l'envoyant sur la terre sous la forme du Christ, qui n'a pu être que Dieu lui-même, puisque Dieu qui remplit l'univers étant présent partout, peut bien annoncer sa présence là où on l'oublie, sur tel ou tel point, mais non se séparer de lui-même.

— Telle est ma foi fortifiée par la réflexion et par les années.

Quelques conseils. Lorsque dans le cours de sa vie on se trouve en lutte d'intérêt avec quelqu'un, s'il ne

s'agit pas d'une affaire assez sérieuse pour compromettre les intérêts d'autrui ou l'avenir de votre famille, il faut céder ou se concilier, lors même qu'on aurait la conviction de son droit. Car il arrive souvent alors que, si l'adversaire n'est pas de bonne foi, il finit par avoir honte lui-même de son injuste triomphe, tandis que s'il est de bonne foi, il rend hommage à votre esprit conciliant et devient un ami que vous retrouverez à l'occasion.

Un diplomate anglais recommandait à son fils de ne point faire aujourd'hui ce qu'il pouvait faire demain. Ce conseil, en apparence paradoxal, trouve son application lorsqu'il s'agit de résister à un premier mouvement d'irritation, mouvement toujours empreint d'une certaine exagération que la réflexion ne tarde pas à corriger. Je me suis bien souvent félicité d'avoir déchiré une lettre écrite *ab irato* et d'avoir laissé passer une nuit sur ma colère. Que de haines adoucies, que d'amitiés entretenues et même fortifiées par un procédé si simple !

Dans la gestion de sa fortune rien n'est dangereux comme la confiance absolue accordée à un tiers. C'est une vérité malheureuse que jamais ce tiers, quelque honnête qu'il soit, ne mettra à vos intérêts le dévouement et le cœur que vous y mettriez vous-même. La négligence ou les abus finiront, tôt ou tard, par s'y glisser. Ce n'est point à dire qu'il ne faille se confier à personne, surtout lorsqu'on n'a pas soi-même l'habitude ou les connaissances requises. Mais en le faisant, il ne faut

jamais se départir de sa propre surveillance; il faut toujours, au moins, se faire rendre compte, à époques assez rapprochées, de la situation exacte de la gestion confiée, et ne jamais laisser prendre au gérant une autorité qu'il ne doit point avoir sur vos décisions finales. Si à cet égard on éprouve un embarras dont on a de la peine à se tirer soi-même, il ne faut point hésiter à prendre le conseil désintéressé d'un parent ou d'un ami.

De la société genevoise. La dureté de mon ouïe me forçant depuis quelques années à borner ma mondanité à quelques rares réunions de famille, je suis mal placé pour parler de la société actuelle; ce que je puis dire à ce sujet est donc tout à fait rétrospectif.

Par tempérament et par caractère j'ai toujours éprouvé une sorte de gêne ou de timidité dans les grandes réunions. Hors de l'intimité le caractère genevois ne vous met pas à l'aise. Les femmes ont, par éducation, une réserve de convention qui frise parfois le dédain ou l'impertinence. Les leçons ou les cours ont occupé trop de place dans leur jeunesse pour laisser un espace suffisant aux charmes naturels de l'esprit et de l'imagination. Cela se compense par une grande solidité morale qui en fait des épouses affectionnées et fidèles. Peu de romans se filent avec elles. Le plus souvent elles se marient avec des cousins (ce qui tend à abâtardir la race), ou dans les familles qui sont en relations traditionnelles avec leurs parents, ce qui a pour résultat l'égalité de for-

tune de part et d'autre ; c'est-à-dire qu'une jeune personne fort riche épouse presque toujours un homme aussi riche qu'elle, et cela non point par avidité pour l'argent, mais tout simplement par habitude sociale.

Quant aux hommes de la bonne société, ils se rapprochent bien plus, pour le fond comme pour la forme, de l'Anglais que du Français. Un bon sens froid, allié à de bons principes et, en général, à de la piété, en fait souvent, les circonstances aidant, des personnes qui se distinguent dans les carrières où le succès appartient de droit à l'intelligence et au travail persévérant et consciencieux. Mais (car il y a des mais partout) rarement en fera-t-on des poètes ou d'amusants prosateurs. Ceux qui s'y sont essayés l'ont presque toujours fait d'un vol un peu lourd.

Le type du Genevois bien né est, avec ce qui précède, de se tenir sur la réserve lorsqu'il n'est ni dans sa famille, ni avec les personnes de son cercle ou de sa coterie. A ces exceptions près, c'est un diplomate consommé, jamais menteur ni déloyal, mais écoutant sans s'expliquer lui-même, sans laisser voir au juste ce qu'il pense de ce qu'on a la bonhomie de lui conter ou de ce qu'il a le talent de tirer de vous.

Tel est ce *gentleman* dans sa patrie. Sortez-le de là et transportez-le à l'étranger : c'est un homme transformé, du moins pour les compatriotes qu'il y rencontre, accablant de politesses et de prévenances ceux auxquels, sur les bords du Léman, il ne ferait qu'un salut à distance et n'adresserait pas la parole. Tel est

l'homme : peu agréable pour ceux qui ne rentrent pas dans l'une des exceptions dont j'ai parlé plus haut, mais malgré cela fort estimable, et sur lequel on peut compter dans le malheur : alors il se montre sympathique et généreux ; c'est ce qu'on ne rencontre guère dans l'aimable légèreté du Français.

Mes dix années passées au service de l'Empire sous Napoléon avaient été pour moi une époque de plaisirs et d'insouciance. De ces dix à peine une seule, 1813, fut-elle véritablement active ; et ceci me rappelle ce que dit Töpffer de ces anciens militaires qui, pour avoir eu quelques mois d'activité, sont malingres et vantards tout le reste de leur vie. J'aurais pu, si je l'avais voulu, jouer ce rôle à mon retour à Genève. Peu de Genevois avaient servi comme officiers dans l'armée française ; aussi me regardait-on comme un foudre de guerre. On exagérait à plaisir mes fatigues militaires et mes mérites ; on voulait à toute force que j'eusse fait en 1812 la retraite de Russie, qu'une action d'éclat m'eût procuré la croix d'honneur sur le champ de bataille. Pour peu que je m'y fusse prêté on m'aurait fait gagner une bataille ; et lorsque je rétablissais la simple vérité, on me taxait avec un air d'incrédulité, d'un excès de modestie.

J'ai passé près de vingt années dans le Conseil d'État, et dans ce laps de temps les trois ou quatre

dernières, de 1840 à 1843, ont seules été troublées par de sérieuses tribulations de politique intérieure. Auparavant tout était beau dans la république : il y avait de la bienveillance entre les citoyens ; dans le Conseil Représentatif une opposition légale, amie de l'ordre, n'exerçait son influence que pour améliorer les lois proposées, jamais pour fausser ou pour renverser les institutions. Aussi fallait-il entendre au 31 décembre de chaque année les discours de béatitude que prononçaient les premiers syndics. Hélas ! on ne se doutait pas encore de l'épine cachée sous la rose ; on ignorait qu'une population ouvrière, avec laquelle on ne communiquait pas, écoutait les perfides conseils de quelques mécontents ambitieux.

Si le gouvernement d'alors avait quelque chose à se reprocher, c'était un inoffensif abus de paroles et de commissions qui aboutissait quelquefois à *much a do about nothing* ; peut-être aussi mettait-il trop d'économie dans certains travaux qui auraient été bien vus du public et auraient occupé des bras, sans cela, oisifs et mécontents.

Le radicalisme exclusif, arbitraire, despotique et défiant, lorsqu'il a obtenu la haute main, n'a que trop bien évité les fautes d'un tel régime.

Dans le passage de l'ancien ordre de chose au nouveau, j'ai eu, comme bien d'autres, mes illusions, que j'ai plus vite perdues que plusieurs de mes collègues, parce que les passions politiques ont peu de prise sur moi. Je n'ai jamais bien auguré de cette espèce de ré-

action qui, après la constitution de 1842, appela à la direction des affaires des conservateurs plus exclusifs pour la plupart que l'ancien gouvernement, ne donnant ainsi qu'une place insuffisante aux auteurs principaux de la révolution de 1841. Il paraissait clairement que ces meneurs mécontents, toujours à la tête d'un parti menaçant, n'abdiqueraient point leur influence, et les troubles perpétuels dans lesquels nous avons vécu jusqu'à la révolution radicale de 1846 n'ont que trop justifié cette prévision.

Une pente naturelle à l'esprit humain, dans les affaires politiques, est d'attribuer à ses adversaires des intentions plus perverses que celles qu'ils ont en réalité et de leur refuser toute vue tant soit peu honnête. Il faut envisager les choses de plus haut et reconnaître le bien là où on l'aperçoit ; mais en faisant ainsi, il faut se garder d'aller au delà, et de finir par flatter ou par amadouer le parti qui n'est pas le vôtre. C'est ainsi que se forme cette classe de citoyens amphibies qui n'inspirent de confiance ni à droite, ni à gauche, qui ne font qu'énerver le patriotisme et attiédir leurs amis.

Des constitutions. Dans un petit État républicain comme un canton suisse, ce sont les personnes bien plus que les prescriptions de la loi qui font marcher plus ou moins bien les affaires publiques. Lorsqu'une

constitution blesse trop les intérêts ou l'ambition d'une classe de la population qui se sent assez forte pour se faire craindre, cette classe passe bien vite de la plainte à l'action, et voilà une constituante établie de gré ou de force pour fabriquer une œuvre nouvelle, peu respectée parce que chacun a le sentiment qu'à son tour elle sera renversée. Des changements constitutionnels pacifiquement introduits ne peuvent donc porter que sur des points de peu d'importance, sans lesquels on aurait bien pu cheminer. C'est pour un gouvernement une imprudence ou une niaiserie que de provoquer de tels changements, car il éveille ainsi prématurément l'appétit des têtes turbulentes et risque de créer un parti qui le renversera.

Les véritables hommes d'État sont revenus depuis longtemps de toutes ces utopies, qui étaient à la mode il y a 30 ou 40 ans, sur l'utilité des prévisions qui entourent de complications formalistes tout changement constitutionnel, faibles barrières que chacun enjambe lorsqu'il est le plus fort.

La vraie science d'un gouvernement démocratique consiste à s'éclairer autant qu'il le peut sur l'opinion qui règne dans les diverses classes de la population. Lorsqu'il constate ainsi un désir juste et raisonnable, il doit y satisfaire par des règlements ou des lois, et se bien garder de heurter, par son inertie ou ses préventions, l'opinion, qu'après tout il ne pourrait ignorer impunément.

Si malgré les efforts du gouvernement le mécontente-

ment persiste, il ne faut négliger aucun moyen de persuasion pour éviter un trouble ; lorsque le trouble a lieu, si le gouvernement se sent appuyé par une majorité des citoyens, il doit s'en prévaloir et agir pour rétablir l'ordre.

Dans le cas contraire, par exemple si la milice, seule force d'un État démocratique, refuse son concours, ou ne le prête que mollement et à contre-cœur, c'est un avis donné au gouvernement qu'à tort ou à droit il ne peut plus cheminer. Il doit alors faire la retraite la plus honorable que permettent les circonstances, laissant la place à un pouvoir plus populaire.

Le parti le plus déplorable, dans ce cas, serait de louvoyer ou de se continuer sous d'autres formes : la position deviendrait fausse et n'engendrerait que défiance et nouveaux troubles.

Le temps devient alors le meilleur des médecins, parce qu'il ramène les gens égarés, lorsqu'ils ont goûté, à leur dépens, les fruits de doctrines perverses. Le mal, ainsi le veut la Providence, porte en lui-même le germe de sa destruction.

De la constitution de l'Église protestante. La constitution de l'Église protestante est un des points qui embarrassent le plus les cantons protestants ou mixtes. On est assez d'accord de ne point persécuter les cultes dissidents : de telles persécutions ne feraient que raviver les sectes et seraient d'ailleurs en opposition di-

recte avec la base du protestantisme, qui repose sur la liberté d'examen et de conscience. Cela posé, il faut bien cependant une direction pour le culte que l'État salarie, et l'on doit opter entre une direction purement ecclésiastique ou une direction purement laïque. L'expérience semble avoir prouvé qu'une direction mixte, ecclésiastique et laïque, finit toujours par incliner au laïcisme. La question se réduit donc à deux alternatives.

Oter au catholicisme le pape, ainsi que son armée de jésuites et d'ultramontains, c'est ou abolir la religion catholique, ou la transformer, au bout d'un temps plus ou moins long, en protestantisme. Jamais archevêque ni évêque n'aurait, sans ce chef commun, assez d'influence pour maintenir l'unité de dogme, déjà douteuse, ou tout au moins l'unité dans la forme extérieure du culte. De cette anarchie naîtrait une foule de sectes et d'hérésies, dont l'ensemble épuivaudrait à la liberté d'examen et de conscience.

D'un autre côté mettre aux mains des laïques l'Église protestante, c'est faire de la religion, tôt ou tard et en dépit des meilleures intentions, une affaire purement politique.

Toute religion qui touche la terre, qu'on me passe cette métaphore, loin d'acquérir comme Antée des forces nouvelles, s'affaiblit. La place des croyances spirituelles est en haut, non en bas; un instinct inné le dit à tous les peuples et à toutes les classes du peuple. On ne vénère pas ce qu'on peut atteindre, détruire ou transformer à sa fantaisie. La clergé ne peut

exercer une salubre influence que s'il est regardé, soit à cause de son instruction spéciale, soit par l'absence de contact avec d'autres institutions purement civiles, comme l'interprète capable et désintéressé de la parole divine.

On dira peut-être que la forme du culte et son administration peuvent être distinctes du dogme. Cela n'est pas contestable à quelques égards ; mais il en serait ainsi à tous les égards, que la distinction ne se ferait jamais complètement dans l'opinion publique.

Des dissidences ou des sectes restreintes font exception à cette manière de voir, mais l'exception n'a lieu que par le fait de leur restriction. Supposez-leur une étendue nationale, c'est-à-dire embrassant tout un peuple, et l'exception n'aura plus lieu, fût-ce même pour l'Amérique, tant vantée pour cela.

L'introduction de l'élément laïque dans le gouvernement de l'Église conduit naturellement à faire élire le pasteur par le troupeau. A ne considérer que certaines relations accessoires, le troupeau y trouve sans doute quelque avantage. Mais en aucun cas le troupeau ne peut être meilleur juge que le pasteur de la doctrine religieuse et de son propre état moral. Ce troupeau d'ailleurs, ayant toujours dans la pensée que son pasteur ne doit sa place qu'à l'élection, le regardera, sous ce rapport, comme lui étant subordonné, et ce respect que dicte à l'homme dont la conscience n'est pas dégradée tout ce qui se rattache à Dieu et aux choses d'en-haut, ne sera pas nécessairement accordé à

celui qu'on doit regarder comme parlant au nom de Dieu , et qui tient cependant son mandat de ses paroissiens.

En résumé, l'introduction laïque dans la direction de l'Église a faussement pris pour point de départ l'idée démocratique, idée qui peut être heureuse en politique, en tant qu'elle s'applique à un petit État ou à une confédération, mais dont l'application au royaume qui n'est pas de ce monde ne peut que nuire par sa trompeuse popularité aux véritables intérêts de la religion.

Du Bonheur. En physique on sait que chacun voit son arc-en-ciel, qui n'est pas exactement celui du voisin. Dans le monde moral on peut dire aussi que chacun a son genre de bonheur, car ce bonheur dépend beaucoup et du caractère, et de la position sociale.

Il y a cependant pour tous une source commune de bonheur : c'est le devoir à remplir et le devoir rempli ; hors de cette condition, la vie n'offre qu'un vide immense que ni la richesse ni les plaisirs ne peuvent combler.

Consultez les dévots : ils vous diront que la foi évangélique fait tout leur bonheur. Ils ont raison, si cette foi n'est pas purement mystique, si elle se traduit en œuvres qui intéressent et le croyant lui-même et les autres. S'il en est autrement, c'est un bonheur contemplatif qui dégénère souvent ou en dégoût de la vie ou en dérangement d'esprit. Il est rare en outre qu'une telle foi ne soit accompagnée d'un sentiment

orgueilleux de supériorité, de dédain pour qui ne paraît pas converti, et de ces petites acrimonies qui, pour être doucereuses, n'en sont que plus désagréables.

Le caractère individuel est aussi pour beaucoup dans la proportion de bonheur qui nous est dévolue. On peut se vaincre soi-même, et c'est là un des bienfaits de la religion, mais il reste toujours quelque trace du caractère primitif : on est toujours ou trop faible ou trop vif ou trop soucieux selon une pente naturelle initiale, c'est-à-dire qu'il n'y a jamais pour personne de satisfaction complète. Nous avons donc à chercher, dans la vie, non pas le bonheur suprême, mais le bonheur que peuvent le moins altérer les circonstances qui nous entourent. Le fil le plus assuré pour nous diriger dans cette recherche, c'est la sympathie pour nos semblables, la persuasion qu'en contribuant à leur bonheur nous contribuons au nôtre, et cette idée, qui doit toujours être présente à notre esprit, que quoique l'homme soit enclin au mal, il sait aussi par instinct apprécier ce qui est bien, et qu'il se trouve en cette île escarpée un abord qu'il est possible de découvrir.

C'est ainsi qu'entouré de figures bienveillantes on se prépare des joies pour le temps et pour l'éternité et qu'on vérifie l'excellence de ce précepte de l'Évangile : « Tu aimeras ton prochain comme toi-même. »

FIN

6.007



THE BORROWER WILL BE CHARGED
AN OVERDUE FEE IF THIS BOOK IS
NOT RETURNED TO THE LIBRARY
ON OR BEFORE THE LAST DATE
STAMPED BELOW. NON-RECEIPT OF
OVERDUE NOTICES DOES NOT
EXEMPT THE BORROWER FROM
OVERDUE FEES.

~~CANCELLED~~
2479132
AUG 06 1989 ILL
AUG 03 1989

Fr 1588.21

Memoires.

Widener Library

003645098



3 2044 087 883 468